

LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRÉTARIAT

Bruxelles, le 7 mars 2003

**CONV 325/2/02
REV 2**

CONTRIB 111

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: **Contribution présentée par M. Elmar Brok, membre de la Convention:
"La Constitution de l'Union européenne"**

Le secrétaire général de la Convention a reçu de M. Elmar Brok, membre de la Convention, la contribution figurant en annexe qui est une version révisée de sa contribution diffusée le 6 décembre 2002

LA CONSTITUTION DE L'UNION EUROPÉENNE

– Document de discussion –

Version révisée,
y compris la Deuxième Partie

27 janvier 2003

1) INTRODUCTION

Ce Document de discussion informel s'appuie sur:

- *l'acquis communautaire présent (auquel les notes de bas de page renvoient);*
- *la structure de l'avant-projet de Traité constitutionnel, qui a été présentée par le Praesidium de la Convention, le 28 octobre 2002. Des références à l'avant-projet du Traité constitutionnel du Praesidium de la Convention figurent dans les notes de bas de page (en gras et soulignées);*
- *les délibérations dans les groupes de travail de la Convention et dans les séances plénières de la Convention;*
- *la décision du Parlement européen concernant le rapport d'Alain Lamassoure sur le partage des compétences entre l'Union européenne et les États membres;*
- *le document du Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte», tel qu'il fut adopté par le Congrès du PPE à Estoril, le 18 octobre 2002;*
- *les délibérations lors des jours de réflexion du groupe de la Convention PPE à Frascati du 8 au 10 novembre 2002;*
- *des nombreuses remarques des membres de la Convention et des experts.*

La présente version révisée du Document de discussion comprend un avant-projet des règlements spéciaux et d'exécution de la Deuxième Partie de la Constitution. Toutes les questions de pouvoirs (principes politiques essentiels, compétences, relation entre les

institutions) sont fixées conformément aux délibérations des jours de réflexion du groupe de la Convention PPE à Frascati, dans la Première Partie de la Constitution.

Ce Document de discussion vise à apporter une contribution au travail de la Convention en vue d'un texte constitutionnel concret. Il ne cherche pas à anticiper les résultats finaux, mais a pour la seule ambition de servir de base de discussion au sein du PPE et de la Convention. La Deuxième Partie figurant pour la première fois dans ce Document de discussion dans une version intégrale, vise à présenter les détails qui, sur la base de l'acquis communautaire présent, pourraient être fixés dans celui-ci. Ainsi pourrait être lancée une discussion sur le contenu et le domaine d'application de la Deuxième Partie au sein de la Convention.

CONSTITUTION DE L'UNION EUROPÉENNE

Table des matières

II.	PREMIÈRE PARTIE : STRUCTURE DE LA CONSTITUTION	10
A.	Titre I: Charte des Droits fondamentaux et Citoyenneté de l'Union	10
1.	Chapitre I: Dignité humaine.....	10
2.	Chapitre II: Libertés	11
3.	Chapitre III: Égalité	16
4.	Chapitre IV: Solidarité	19
5.	Chapitre V: Citoyenneté.....	23
6.	Chapitre VI: Justice.....	26
7.	Chapitre VII: Citoyenneté de l'Union.....	28
8.	Chapitre VIII: Portée des droits garantis.....	29
B.	Titre II : Définition et objectifs de l'Union	31
C.	Titre III: Compétences et actions de l'Union.....	40
D.	Titre IV: Institutions, organisations et organes de l'Union.....	55
1.	Chapitre 1: Le Parlement européen.....	56
2.	Chapitre 2: Le Conseil de l'Union européenne.....	59
3.	Chapitre 3: La Commission européenne.....	60
4.	Chapitre 4: La Cour de justice de l'Union	64
5.	Chapitre 5: La Cour des comptes.....	70
6.	71	
7.	71	
8.	Chapitre 6: Organisations spéciales de l'Union: BCE, BEI, Europol, Eurojust et Eurobord.....	71
9.	Chapitre 7: Le Comité des régions, le Comité économique et social	78
10.	83	
11.	83	
12.	Chapitre 8: Agences de l'Union.....	83
E.	Titre V: La mise en œuvre des actions de l'Union.....	84
1.	Chapitre 1: Instruments de l'Union.....	84
2.	Chapitre 2: La législation de l'Union.....	87
3.	Chapitre 3: Coopération renforcée.....	89
F.	Titre VI: La vie démocratique de l'Union.....	93
G.	Titre VII: Les finances de l'Union	98
H.	Titre VIII: Actions extérieures de l'Union.....	102
1.	Chapitre 1: Principes et objectifs	102

2.	Chapitre 2: Conclusion d'accord internationaux	106
3.	Chapitre 3: La politique étrangère et de sécurité commune.....	110
I.	Titre IX : L'Union et son environnement proche.....	115
J.	Titre X: L'appartenance à l'Union.....	117
K.	Titre XI : Dispositions générales et finales.....	120
III.	Deuxième Partie: règlements spéciaux et d'exécution	126
A.	Titre I: Marché intérieur	128
1.	Chapitre 1: Libre circulation des personnes et des services.....	128
2.	Chapitre 2: Libre circulation des marchandises	131
3.	Chapitre 3: Capitaux et paiements	133
4.	Chapitre 4: Règles de concurrence.....	134
5.	Chapitre 5: Dispositions fiscales.....	140
6.	Chapitre 6: Rapprochement des législations.....	141
7.	Chapitre 7: Agriculture et pêche.....	142
8.	Chapitre 8: Transports.....	148
9.	Chapitre 9: Fonds à finalité structurelle et fonds de cohésion de l'Union	149
10.	Chapitre 10: Intégration des partenaires sociaux dans la politique sociale	151
B.	Titre II: Union économique et monétaire.....	154
1.	Chapitre 1: Politique économique.....	154
2.	Chapitre 2: Politique monétaire	160
3.	Chapitre 3: Coordination de la politique économique et monétaire	161
4.	Chapitre 4: Dispositions transitoires	163
C.	Titre III: Emploi.....	169
D.	Titre IV: Utilisation pacifique de l'énergie atomique	172
1.	Chapitre 1: La protection contre les rayonnements ionisants	172
2.	Chapitre 2: Les investissements	177
3.	Chapitre 3: Les entreprises communes	178
4.	Chapitre 4: L'approvisionnement	182
5.	Chapitre 5: Le contrôle de sécurité	186
6.	Chapitre 6: Provisions accessoires.....	192
7.	Annexe 1: Secteurs industriels visés à l'article II-66.....	197
8.	Annexe 2 : Avantages susceptibles d'être octroyés aux entreprises communes au titre de l'article II-69	198
E.	Titre V: Association des pays et territoires d'outre-mer.....	199
a)	ANNEXE I: Liste des protocoles annexés à la Constitution.....	204
F.	ANNEXE II: Liste des pays et territoires d'outre-mer.....	209

PRÉAMBULE¹

Les États membres et les citoyens de l'Union européenne,

RÉSOLUS à partager un avenir pacifique sur la base des valeurs communes, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite²,

CONSCIENTS de leur histoire et de leur patrimoine spirituel et moral commun, des valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité³, et de cela, que l'Europe doit à son héritage religieux⁴,

CONFIRMANT leur attachement aux principes de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la tolérance et de l'État de droit⁵,

RÉSOLUS à placer la personne au cœur des actions de l'Union, notamment par une Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice⁶,

RÉSOLUS à contribuer à la préservation et le développement des ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que l'identité nationale des États membres et de l'organisation de leurs pouvoirs publics aux niveaux national, régional et local⁷,

¹ Le Préambule regroupe les principes essentiels du Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne (J.O.C.E. 2000, n° C 364/1), du Préambule du traité sur l'Union européenne et du Préambule des traités instituant la Communauté européenne. Voir également la page 9 du rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» dans lequel il est suggéré que le Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne soit utilisé comme Préambule de la Constitution ou que les éléments essentiels du Préambule de la Charte des Droits fondamentaux soient utilisés pour le projet de Préambule d'un nouveau traité. **L'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents mentionne également un Préambule.**

² Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 1^{er} motif.

³ Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 2nd motif.

⁴ Cf. paragraphe 1 et paragraphe 20 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte».

⁵ Cf. Préambule du traité UE, 3^{ème} motif.

⁶ Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 2nd motif.

⁷ Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 3^{ème} motif.

RAPPELANT l'objectif originel de la fondation des Communautés européennes, savoir substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé¹,

RAPPELANT l'importance historique de la fin de la division du continent européen et la nécessité d'établir des bases solides pour l'architecture d'une Europe durablement unie²,

RÉSOLUS à développer, par l'Union européenne, un projet commun de civilisation qui, à l'ère de la mondialisation, combine le marché ouvert où la concurrence est libre, avec solidarité et respect de l'environnement (économie sociale de marché)³,

SE BASANT sur l'acquis communautaire des Communautés européennes, notamment le marché intérieur et l'Union économique et monétaire, dont la troisième phase la Communauté est irréversiblement entrée le 1 janvier 1999, qui a mené à l'initiation d'une monnaie unique et qui est obligée à l'objectif prioritaire de la stabilité des prix; se basant également sur l'acquis communautaire, comme il est exprimé par la politique étrangère et de sécurité commune et la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui ont été établies par le Traité de Maastricht et développées par les Traités d'Amsterdam et de Nice,

CONSIDÉRANT la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne qui a été élaborée par la Convention des Droits fondamentaux, instituée par le Conseil européen de Cologne, le 3 et le 4 juin 1999 et ayant pour objectif de renforcer la protection des Droits fondamentaux, à la lumière des changements de la société, du progrès social et des développements scientifiques et technologiques, en les rendant plus visibles dans une Charte⁴,

RAPPELANT que la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne réaffirme les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux États membres, du Traité sur l'Union européenne et des Traités communautaires, de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par la Communauté et par le Conseil de l'Europe ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et de la Cour européenne des Droits de l'Homme; rappelant que la jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures⁵,

¹ Cf. Préambule du traité CECA, 5^{ème} motif.

² Cf. Préambule du traité UE, 2nd motif.

³ Cf. paragraphe 2 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte».

⁴ Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 4^{ème} motif.

⁵ Cf. Préambule de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, 5^{ème} et 6^{ème} motifs.

CONSIDÉRANT les résultats de la Convention de la réforme de l'Union européenne, instaurée par le Conseil européen de Laeken, le 15 décembre 2002, siégeant au Parlement européen à Bruxelles de février 2002 à [] 2003, qui ont été confirmées lors de la réunion des chefs d'État ou de gouvernement qui s'est terminée à Rome le [] 2003,

RESPÉCTUEUX de la procédure spéciale, unique dans l'histoire, selon laquelle ces deux Conventions, avec la participation des représentants du Parlement européen, de la Commission européenne ainsi que des parlements et gouvernements des États membres, ont posé les fondements d'une Constitution de l'Union européenne,

RAPPELANT que des représentants des parlements et gouvernements des pays candidats ont complètement participé aux délibérations de la Convention de la réforme de l'Union européenne,

RAPPELANT le fait que la Cour de justice de l'Union de l'Union européenne a qualifié le Traité instituant la Communauté européenne comme Charte constitutionnelle d'une communauté de droit¹,

ONT DÉCIDÉ d'achever l'Union européenne dans une Union constitutionnelle, en réunissant les traités, qui forment les fondements des Communautés européennes, dans un Document constitutionnel unique.

¹ Cf. Aff. 294/83, *Parti écologiste Les Verts/Parlement européen*, Rec. 1986, p. 1339 n° 23; Avis 1/91, *Espace Economique Européen I*, Rec. 1991, I-6079.

II. PREMIÈRE PARTIE : STRUCTURE DE LA CONSTITUTION

A. Titre I: Charte des Droits fondamentaux et Citoyenneté de l'Union¹

1. **Chapitre I: Dignité humaine**

Article 1 (Dignité humaine)

La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Article 2 (Droit à la vie)

(1) Toute personne a droit à la vie.

(2) Nul ne peut être condamné à la peine de mort ni exécuté.

¹ Comme suggéré par le Groupe de travail II «Charte», la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne (J.O.C.E. 2000, n° C 364/1) a été reprise «in toto» dans cette Constitution (il n'aura été procédé dans les articles qu'à des modifications et adaptations rédactionnelles avec des dispositions horizontales; celles-ci sont mises en évidence en *italique*). En ce qui concerne la question de la disposition de la Charte à l'intérieur de la Constitution, ce projet de discussion suit la proposition d'une grande majorité des membres du Groupe de travail II «Charte» de l'insérer **«au début du Traité constitutionnel»**. Seule une place d'une telle importance reflète la signification supérieure de la Charte, qui a force obligatoire pour toutes les actions de l'Union. Après la décision claire et pleinement mesurée de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux de consacrer la «dignité humaine» à l'article 1, il serait inacceptable d'insérer celle-ci purement et simplement dans un article 6 ou 7 dans la Constitution européenne. **Voir également l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents dans lequel l'insertion de «tout article de la Charte» est cité comme une des trois alternatives dans le résumé de l'article 6.**

Article 3 (Droit à l'intégrité de la personne)

(1) Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.

(2) Dans le cadre de la médecine et de la biologie doivent notamment être respectés:

- le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi;
- l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes;
- l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit;
- l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Article 4 (Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants)

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 5 (Interdiction de l'esclavage et du travail forcé)

(1) Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

(2) Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

(3) La traite des êtres humains est interdite.

2. Chapitre II: Libertés

Article 6 (Droit à la liberté et à la sûreté)

Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

Article 7 (Respect de la vie privée et familiale)

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article 8 (Protection des données à caractère personnel)¹

(1) Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

(2) Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.

(3) Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

¹ «Cet article est basé sur l'article 286 du Traité instituant la Communauté européenne, sur la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (J.O.C.E., n° L. 281 du 23 nov. 1995), sur l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ainsi que sur la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ratifiée par tous les États membres. Le droit à la protection des données à caractère personnel sera exercé conformément à la directive précitée et pourra, sous réserve du respect des conditions posées à l'article 52 de la Charte, être limité». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 9 (Droit de se marier et droit de fonder une famille)

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 10 (Liberté de pensée, de conscience et de religion)

(1) Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

(2) Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Article 11 (Liberté d'expression et d'information)

(1) Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.

(2) La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Article 12 (Liberté de réunion et d'association)

(1) Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.

(2) Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union¹.

Article 13 (Liberté des arts et des sciences)

Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.

Article 14 (Droit à l'éducation)

(1) Toute personne a droit à l'éducation ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.

(2) Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.

(3) La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

¹ «Le paragraphe 2 de cet article reprend la formulation de l'article 191 du Traité instituant la Communauté européenne». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 15 (Liberté professionnelle et droit de travailler)

(1) Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.

(2) Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout État membre¹.

(3) Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des États membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens de l'Union.

Article 16 (Liberté d'entreprise)

La liberté d'entreprise est reconnue conformément *au droit de l'Union* et aux législations et pratiques nationales.

Article 17 (Droit de propriété)

(1) Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.

(2) La propriété intellectuelle est protégée.

¹ «Dans le paragraphe 2 sont reprises les trois libertés garanties par les articles 39, 43, 49 s. du traité CE, à savoir la libre circulation des travailleurs, la liberté d'établissement et la libre circulation des services». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 18 (Droit d’asile)¹

Le droit d’asile est garanti dans le respect des règles de la Convention de Genève du 28 Juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés *et conformément au droit de l’Union adopté sur la base de l’article 71 e) de la présente Constitution.*

Article 19 (Protection en cas d’éloignement, d’expulsion et d’extradition)

(1) Les expulsions collectives sont interdites.

(2) Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux qu’il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d’autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

3. Chapitre III: Égalité

Article 20 (Égalité en droit)

Toutes les personnes sont égales en droit.

¹ «Le libellé de cet article est basé sur l’article 63 du traité CE qui oblige l’Union à respecter la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Il pourra cependant être renvoyé aux protocoles annexés au traité d’Amsterdam à propos de la position du Royaume-Uni, de l’Irlande et du Danemark, afin de déterminer dans quelle mesure ces États membres doivent appliquer le Droit communautaire relatif à ce sujet et dans quelle mesure cet article leur est applicable. Cet article prend en considération le protocole annexé au traité CE et relatif au droit d’asile pour les ressortissants des États membres de l’Union européenne». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 21 (Non-discrimination)

(1) Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, le race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle¹.

(2) Dans le domaine d'application de *la Deuxième Partie de la présente Constitution* et sans préjudice des dispositions particulières *de ladite Partie*, toute discrimination fondée sur la nationalité est interdite².

Article 22 (Diversité culturelle, religieuse et linguistique)³

L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

¹ «Le paragraphe 1 s'appuie sur les articles 13 du traité CE et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ainsi que sur l'article 11 de la Convention sur les Droits de l'Homme et la bio-médecine en ce qui concerne le patrimoine génétique. Dans la mesure où il coïncide avec l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, il trouve application en vertu de cet article.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

² «Le paragraphe 2 reprend l'article 12 du traité CE et s'applique de façon analogue». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

³ «Cet article est basé sur l'article 6 du Traité instituant l'Union européenne et sur l'article 151, paragraphes 1 et 4 du traité CE en ce qui concerne la culture. Il s'appuie également sur la déclaration n°11 annexée à l'acte final du Traité d'Amsterdam relative au statut des églises et des organisations non confessionnelles». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 23 (Égalité entre hommes et femmes)

(1) L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération¹.

(2) Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Article 24 (Droits de l'enfant)

(1) Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.

(2) Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

(3) Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations et des contacts avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.

¹ «Le paragraphe 1 de cet article est basé sur l'article 2 et l'article 3, paragraphe 2 du traité CE, qui obligent la Communauté à avoir pour objectif la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que sur l'article 141, paragraphe 3 du traité CE. Il s'appuie sur l'article 20 de la Charte sociale européenne révisée du 3 mai 1996 et sur le numéro 16 de la Charte communautaire des Droits sociaux fondamentaux des travailleurs. Il se base également sur l'article 141, paragraphe 3 du traité CE et sur l'article 2, paragraphe 4 de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 25 (Droits des personnes âgées)

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

Article 26 (Intégration des personnes handicapées)

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

4. Chapitre IV: Solidarité

Article 27 (Droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise)

Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation en temps utile, dans les cas et conditions prévus par *le droit de l'Union* et les législations et pratiques nationales.

Article 28 (Droit de négociation et d'actions collectives)

Les travailleurs et les employeurs, ou leurs organisations respectives, ont, conformément *au droit de l'Union* et aux législations et pratiques nationales, le droit de négocier et de conclure des conventions collectives aux niveaux appropriés et de recourir, en cas de conflits d'intérêts, à des actions collectives pour la défense de leurs intérêts, y compris la grève.

Article 29 (Droit d'accès aux services de placement)

Toute personne a le droit d'accéder à un service gratuit de placement.

Article 30 (Protection en cas de licenciement injustifié)

Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément *au droit de l'Union* et aux législations et pratiques nationales.

Article 31 (Conditions de travail justes et équitables)

(1) Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.

(2) Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

Article 32 (Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail)

(1) Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées.

(2) Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

Article 33 (Vie familiale et vie professionnelle)

(1) La protection de la famille est assurée sur les plans juridique, économique et social.

(2) Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Article 34 (Sécurité sociale et aide sociale)¹

(1) L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les modalités établies par *le droit de l'Union* et les législations et pratiques nationales.

(2) Toute personne qui réside et se déplace légalement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au *droit de l'Union* et aux législations et pratiques nationales.

¹ «Le principe mentionné à l'article 34, paragraphe 1 est basé sur les articles 137 et 140 du traité CE ainsi que sur l'article 12 de la Charte sociale européenne et le numéro 10 de la Charte communautaire des Droits sociaux fondamentaux des travailleurs. Il doit être garanti par l'Union lorsque celle-ci agit dans le cadre de sa compétence conformément à l'article 140 du Traité instituant la Communauté européenne. A travers la précision concernant les services sociaux doivent être répertoriés les cas où des services de ce type doivent être mis en place et ce afin d'assurer certaines prestations; ceci n'implique aucunement que de tels services soient obligatoirement mis en place là où ils n'existent pas. La notion de «maternité» est à comprendre dans le sens donné par l'article précédent. Le paragraphe 2 est basé sur l'article 13, paragraphe 4 de la Charte sociale européenne ainsi que sur le numéro 2 de la Charte communautaire des Droits sociaux fondamentaux des travailleurs et reflète la règle résultant des règlements communautaires 1408/71 et 1612/68. Le paragraphe 3 s'appuie sur les articles 30 et 31 de la Charte sociale révisée ainsi que sur le numéro 10 de la Charte communautaire. Il doit être respecté par l'Union dans le cadre des politiques qui reposent sur l'article 137, paragraphe 2 du Traité instituant la Communauté européenne, et plus particulièrement sur le dernier paragraphe de cet article.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

(3) Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les modalités établies par *le droit de l'Union* et les législations et pratiques nationales.

Article 35 (Protection de la santé)¹

Toute personne a le droit d'accéder à la prévention dans le domaine de la santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

Article 36 (Accès aux services d'intérêt économique général)²

L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément à *la Deuxième Partie de la présente Constitution*, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

¹ «Les principes contenus dans cet article sont basés sur l'article 152 du traité CE ainsi que sur l'article 11 de la Charte sociale européenne. La 2nde phrase reprend le paragraphe 1 de l'article 152.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

² «Cet article respecte totalement l'article 16 du Traité instituant la Communauté européenne et ne fonde aucun nouveau Droit. Il pose seulement le principe selon lequel l'Union doit respecter l'accès aux services d'intérêt économique général conformément aux dispositions propres à chaque État, du moment que celles-ci sont compatibles avec le Droit communautaire.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 37 (Protection de l'environnement)¹

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

Article 38 (Protection des consommateurs)²

Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

5. Chapitre V: Citoyenneté

Article 39 (Droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen)³

(1) Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

(2) Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

¹ «Le principe contenu dans cet article est basé sur les articles 2, 6 et 174 du traité CE. Il s'appuie également sur les dispositions constitutionnelles propres à chaque État membre». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

² «Le principe contenu dans cet article est basé sur l'article 153 du traité CE». – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

³ «D'après l'article 52, paragraphe 2 de la Charte, l'article 39 trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité. Le paragraphe 1 de cet article est conforme au Droit garanti par l'article 19, paragraphe 2 du traité CE et le paragraphe 2 de cet article est conforme à l'article 190 paragraphe 1 du traité CE. La disposition précitée expose les principes de base pour l'organisation d'élections dans un État démocratique.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 40 (Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales)¹

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Article 41 (Droit à une bonne administration)

(1) Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions et organes de l'Union.

(2) Ce droit comporte notamment:

- le droit de tout personne entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
- le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
- l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.

(3) Toute personne a droit à la réparation par *l'Union* des dommages causés par les institutions ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.

(4) Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues de la *Constitution* et doit recevoir une réponse dans la même langue.

¹ «Cet article est conforme au Droit garanti par l'article 19, paragraphe 1 du traité CE . D'après l'article 52, paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 42 (Droit d'accès aux documents)¹

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statuaire dans un État membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

Article 43 (Médiateur)²

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statuaire dans un État membre a le droit de saisir le médiateur de l'Union en cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes *de l'Union*, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Article 44 (Droit de pétition)³

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statuaire dans un État membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

¹ «Le Droit garanti dans cet article est le Droit garanti par l'article 255 du traité CE. D'après l'article 52, paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

² «Le Droit garanti dans cet article est le Droit garanti par les articles 21 et 195 du traité CE. D'après l'article 52, paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

³ «Le Droit garanti dans cet article est le Droit garanti par les articles 21 et 194 du traité CE. D'après l'article, 52 paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

Article 45 (Liberté de circulation et de séjour)¹

(1) Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

(2) La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément à la *Deuxième Partie de la présente Constitution*, aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un État membre.

Article 46 (Protection diplomatique et consulaire)²

Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il ou elle est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État.

6. Chapitre VI: Justice

Article 47 (Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial)

(1) Toute personne dont les droits et libertés garantis par *le droit de l'Union* ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

¹ «Le Droit garanti dans le paragraphe 1 est le Droit garanti par l'article 18 du traité CE . D'après l'article 52, paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités et limites fixées dans le traité. Le paragraphe 2 rappelle la compétence accordée à la Communauté par l' article 62, paragraphes 1 et 3 et l'article 63, paragraphe 4 du traité CE. Il en résulte que la garantie de ce Droit dépend de l'exercice de cette compétence par les organes.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

² «Le Droit garanti dans cet article est le Droit garanti par l'article 20 du traité CE. D'après l'article 52, paragraphe 2, il trouve application dans le cadre des modalités fixées dans le traité.» – Voir les commentaires formulés, sous sa propre responsabilité, par la présidence de la Convention sur la Charte des Droits fondamentaux.

(2) Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

(3) Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Article 48 (Présomption d'innocence et droit de la défense)

(1) Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

(2) Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

Article 49 (Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines)

(1) Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.

(2) Le présent article ne porte pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.

(3) L'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Article 50 (Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction)

Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif conformément à la loi.

7. Chapitre VII: Citoyenneté de l'Union

Article 51 (*Citoyenneté de l'Union*)¹

(1) Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre.

(2) La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

¹ L'insertion de l'article 17, paragraphe 1 CE dans la Charte est l'unique modification importante de la Charte proposée dans ce Document de discussion. L'objectif est de clarifier, déjà dans le contexte de la Charte, la signification de la notion de «citoyen de l'Union», une notion qui sera utilisée dans l'article 15, paragraphes 2 et 3, dans l'article 39, paragraphe 1 et dans les articles 40, 42, 43, 44, 45, 46 de la Charte. Il serait inopportun de positionner les dispositions relative à la «citoyenneté de l'Union» au début de la Charte, la plupart des droits fondamentaux consacrés dans la Charte étant applicables à tous les individus et non pas uniquement aux citoyens de l'Union. Voir également le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte», p. 6: «si l'intégration est obtenue par insertion du texte de la Charte dans la première partie du Traité constitutionnel, ainsi que le préconise une large majorité du groupe, il deviendra ensuite nécessaire de combiner, d'une manière appropriée, dans ce traité, les articles de la Charte relatifs aux droits des citoyens et les dispositions sur la citoyenneté qui figurent dans le traité CE et qui ont une importance constitutionnelle; cela devrait être considéré comme une opération technique qui ne posera aucun problème d'ordre politique.»

8. Chapitre VIII: Portée des droits garantis

Article 52 (Champ d'application)

(1) Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions et organes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux États membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives *et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées par la présente Constitution*¹.

(2) La présente Charte n'étend pas *le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union*², ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelle pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies par *la présente Constitution*³.

Article 53 (Portée des droits garantis)

(1) Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.

(2) Les droits reconnus par la présente Charte, qui trouvent leur fondement dans la *Deuxième Partie de la présente Constitution*, s'exercent dans les conditions et limites définies par *celle-ci*.

¹ Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

² Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

³ Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

(3) Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite Convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.

(4) Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec les dites traditions¹.

(5) Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en œuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions et organes de l'Union, et par des actes des États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs compétences respectives. Leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes².

(6) Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte³.

Article 54 (Niveau de protection)

Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union ou tous les États membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des États membres.

¹ Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

² Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

³ Cf. suggestions émises dans le rapport final élaboré par le Groupe de travail II «Charte» par rapport aux adaptations rédactionnelles des dispositions horizontales, p. 17.

Article 55 (Interdiction de l'abus de droit)

Aucune des dispositions de la présente Charte ne doit être interprétée comme un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Charte ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues par la présente Charte.

B. Titre II : Définition et objectifs de l'Union¹

Article 56 (Fondements de l'Union européenne)²

(1) L'Union européenne, établie par la présente Constitution, est fondée sur les Citoyens de l'Union et les États membres³.

(2) L'Union exerce, sur une base fédérale, certaines compétences communes selon leurs valeurs et objectifs communs, en reconnaissance du caractère pluriel de l'Union⁴.

(3) L'Union respecte les identités nationales des États membres, leurs structures politique et constitutionnelle, y compris l'administration autonome aux niveaux régional et local, leurs choix concernant les langues et le statut des églises et des communautés religieuses⁵.

¹ **Titre et structure conformes à l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents (cf. Titre 1).**

² **Cf. article 1 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

³ Cf. Aff. 26/62, *van Gend & Loos*, Rec. 1963, p. 1: «La Communauté économique européenne représente un nouvel ordre juridique de droit international au profit duquel les États ont limité, bien que dans des domaines restreints, leurs droits souverains, et dont les sujets sont non seulement les États membres mais également leurs ressortissants».

⁴ **Cf. le bref résumé de l'article 1-1 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

⁵ Reprend la formule « Christophersen » proposée par le Groupe de travail V « Compétences complémentaires ». Le rôle des églises est reconnu à travers la transformation de la Déclaration n°11 existante (annexée à l'Acte final d'Amsterdam) en un nouveau « Protocole relatif au statut des églises et des organisations non confessionnelles » - Voir annexe I. **Voir également le bref résumé de l'article 1 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

Article 57 (Valeurs de l'Union)

(1) L'Union est fondée sur la dignité humaine, les principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que sur l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres¹.

(2) Les valeurs de l'Union comprennent aussi bien les valeurs de ceux, qui croient en Dieu comme source de la vérité, de la justice, du bien et de la beauté, que de ceux, qui ne partagent pas cette foi, mais qui respectent ces valeurs universelles sortant d'autres sources².

Article 58 (Objectifs de l'Union)³

(1) L'Union se donne pour objectifs:

(a) de promouvoir, par un marché intérieur et une Union économique et monétaire, dans l'ensemble de l'Union un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, qui se base sur le principe d'un développement durable, le relèvement du niveau et de la qualité de vie et la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres et leurs régions⁴;

¹ **Cf. article 6 paragraphe 1 UE et le bref résumé de l'article 2 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

² Inspiré par le Préambule de la Constitution de la Pologne du 2 avril 1997.

³ **Cf. article 3 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents; contenu repris dans les dispositions sur les objectifs du traité UE et des traités communautaires.**

⁴ Cf. article 2 CE. Voir également le rapport final du Groupe de travail VI «Gouvernance économique» (p.2) qui recommande l'insertion du texte de l'article 2 CE (à côté des articles 2 UE et 4 CE) dans la Constitution.

- (b) d'affirmer, par une politique étrangère et de sécurité commune, y compris une défense commune, l'identité, les valeurs communes, la sécurité, les intérêts et l'indépendance¹ de l'Union au niveau international², et par cela de maintenir la paix et de renforcer la sécurité internationales, ainsi que de promouvoir la coopération et le développement international, conformément au Titre VIII;
- (c) de maintenir et de développer, par une coopération policière et judiciaire en matière pénale, l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel la libre circulation des personnes est assurée, en liaison avec des mesures appropriées à l'égard du contrôle des frontières extérieures, de l'asile, de l'immigration ainsi que de la prévention de la criminalité et de la lutte contre ce phénomène³;
- (d) de contribuer à l'utilisation sûre et pacifique de l'énergie atomique⁴;
- (e) de maintenir intégralement l'acquis communautaire et de le développer⁵;
- (2) Les objectifs de l'Union sont mis en œuvre conformément aux compétences de l'Union prévues dans la présente Constitution.

¹ **Cf. le bref résumé de l'article 3 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.** Voir également l'article 11, paragraphe 1-1 UE.

² Cf. article 2-1 UE.

³ Cf. article 2-4 UE.

⁴ Reprend les idées essentielles des buts du traité EURATOM dans une forme modernisée.

⁵ Cf. article 2-5 UE.

Article 59 (Marché intérieur)¹

- (1) Le marché intérieur comprend, conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution, une Union douanière, un espace sans frontières intérieures, où la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée² et un système assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur³ ainsi que des politiques communes et complémentaires à l'égard du bon fonctionnement du marché intérieur.
- (2) L'objectif prioritaire de toutes les actions de l'Union concernant le marché intérieur est l'abolition de tous les obstacles ou discriminations dans le domaine du commerce, ainsi que de toutes les distorsions sensibles de concurrence⁴.

¹ **Reprend les idées essentielles des articles 3 et 14 CE qui occupent une position constitutionnelle dans l'ordre juridique de la Communauté (ils sont contenus dans la première partie du traité CE intitulée «Principes») et devraient de ce fait être intégrés dans la première partie de la Constitution; ils sont absents de la première partie de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.** Ce document de discussion propose également de remplacer dans la totalité de la Constitution la notion de «Marché commun» par celle de «Marché intérieur». L'utilisation des deux notions dans le traité actuel relève plus du hasard que de la logique. La définition du marché intérieur est assez large pour prendre en considération tous les aspects aujourd'hui couverts par les notions de «Marché intérieur» et de «Marché commun». La même approche a été choisie dans l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée « Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail » du 2 décembre 2002.

² Cf. articles 3, paragraphe 1 c), 14, paragraphe 2 CE.

³ Cf. article 3, paragraphe 1 g) CE.

⁴ Reprend les principes essentiels qui sont à la base des quatre libertés fondamentales ainsi qu'ils sont stipulés à l'article 30 CE et qui ont été généralisés à travers la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union des Communautés Européenne; cf. Aff. C-55/94, *Gebhard*, Rec. 1995, I-4165, n°37.

Article 60 (Union économique et monétaire)¹

- (1) L'Union économique et monétaire comprend, conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution, l'institution d'une politique économique, qui se base sur une coordination étroite des politiques économiques des États membres, sévèrement surveillée par l'Union², sur le marché intérieur et sur la détermination des objectifs communs, et qui est soumise au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
- (2) En outre, l'Union monétaire comprend, conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution et des statuts du SEBC annexés à la présente Constitution et conformément aux procédures qui y sont prévues, l'adoption irrévocable des taux de change visant à l'introduction d'une monnaie unique, l'euro, ainsi que la définition et la mise en œuvre d'une politique monétaire et de change unique, qui poursuivent tous les deux prioritairement l'objectif de la stabilité des prix et qui doivent, sans préjudice de cet objectif, soutenir les politiques économiques générales dans l'Union, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
- (3) L'action des États membres et de l'Union comporte, en ce qui concerne l'union économique et monétaire, implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

¹ **Cf. article 4 CE qui figure dans la première partie du traité CE («Les Principes») et qui devrait de ce fait être repris dans la première partie de la Constitution. Une telle disposition est absente de la première partie de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. L'approche du Document de discussion est soutenue par le rapport final du Groupe de travail VI «Gouvernance économique» (p. 2), qui recommande explicitement l'insertion de l'actuel article 4 CE (à côté des articles 2 UE et 2 CE) dans la Constitution.**

² «strictement surveillée par l'Union» a été introduit afin de tenir compte du rôle renforcé de l'échelon de l'Union, ainsi qu'il est défini dans la deuxième partie de la Constitution, dans la coordination de la politique économique. Voir également le rapport final du Groupe de travail VI «Gouvernance économique», p. 4 : «La coordination de la politique économique devrait, selon le groupe de travail, être consolidée».

Article 61 (Personnalité juridique)¹

L'Union a la personnalité juridique.

Article 62 (Primauté du droit de l'Union)²

Le droit de l'Union prime le droit des États membres.

¹ Cf. articles 281 et 282 CE, 184 et 185 EURATOM. Voir également les résultats du Groupe de travail III «Personnalité juridique» et l'article 4 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Concernant la succession juridique des Communautés, Cf. article x au dernier titre.

² Cf. Aff. 6/64, Costa contre ENEL, Rec. 1964, p. 585; voir également Aff. jointes C-10/97 à C-22/97, Ministero delle Finanze contre IN.CO.GE.'90 Srl, Idelgard Srl, Iris'90 Srl, Camed Srl, Pomezia Progetti Appalti Srl (PPA), Edilcam Srl, A. Cecchini & C. Srl, EMO Srl, Emoda Srl, Sappesi Srl, Ing. Luigi Martini Srl, Giacomo Srl and Mafar Srl, Rec. 1998, I-6307, n°21. A ce principe important de l'ordre juridique de l'Union sera accordée dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents beaucoup moins de signification; il n'y apparaîtra que dans l'article 8 du titre III intitulé «Compétences et domaines d'activité de l'Union». Ce principe étant applicable aussi bien au droit issu des actes juridiques pris par l'Union dans l'exercice de ses compétences (droit dérivé) qu'au droit issu de la Constitution (droit originaire), seule l'insertion de ce principe dans le titre général II «Définition et objectifs de l'Union» peut restituer convenablement l'acquis communautaire.

Article 63 (Loyauté de l'Union)¹

- (1) Les États membres prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant de la présente Constitution ou résultant des actes de l'Union. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de ses tâches.
- (2) Les États membres s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts et droits² de la présente Constitution.
- (3) L'Union agit loyalement vis-à-vis des États membres³.

¹ **Cf. article 10 CE. Ce principe se trouve actuellement dans la première partie du traité CE («Les Principes»). C'est pourquoi il lui est également accordée une place particulière dans le Document de discussion ici présenté. Le bref résumé de l'article 8 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents ne mentionne ce principe que dans le titre III «Compétences et domaines d'activité de l'Union», ce qui ne manque pas de soulever des objections, déjà évoquées dans la note précédente.**

² «et des droits» a été ajouté pendant les jours de réflexion du PPE à Frascati afin de mettre l'accent sur le fait que cette Constitution contient maintenant des droits explicites, en particulier à travers l'introduction de la Charte dans la première partie, et que la personne est située au centre des actions de l'Union (cf. Préambule, 4^{ème} motif). L'article 52 indique clairement que la Charte n'augmente pas l'étendue des compétences de l'Union.

³ Ce paragraphe 3 est emprunté à la jurisprudence de la Cour qui, conformément au devoir de coopération loyale, impose des obligations réciproques aux États membres et aux organes de la communauté et, de la même façon, à la Communauté vis-à-vis des États membres.

Article 64 (Clause de solidarité de l'Union)¹

- (1) Au cas où l'un des États membres serait l'objet d'une agression terroriste, les autres États membres porteront aide et assistance à l'État membre ainsi attaqué, sur la demande de ses services civils, par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. Tous les instruments mis à la disposition de l'Union (y compris les moyens militaires, les actions dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que les mesures dans le domaine de la protection civile) seront mobilisés, pour écarter la menace terroriste sur le territoire de l'Union, conformément aux valeurs de l'Union, pour protéger la population civile et le fonctionnement des institutions démocratiques dans l'Union et pour porter assistance d'une autre manière à l'État membre ainsi attaqué sur son territoire².
- (2) Au cas d'une agression armée, l'assistance décrite au paragraphe 1, s'applique par analogie aux États membres qui participent aux obligations de défense collective, telle qu'elles sont déterminées dans le protocole sur la Défense collective annexé à la présente Constitution³.

Article 65 (Communauté de droit)

- (1) Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Constitution à un mode de règlement autre que ceux prévus dans la présente Constitution⁴. Ils se conforment sans délai et entièrement aux arrêts de la Cour de justice de l'Union.

¹ Cf. article V du Traité de Bruxelles du 17 mars 1948 instituant l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

² Une telle clause de solidarité a trouvé un grand soutien au sein du Groupe de travail VIII «Défense»; cf. son rapport final, n° 57.

³ Cf. le rapport final du Groupe de travail VIII «Défense», n° 61 s.

⁴ Cf. articles 292 CE, 193 EURATOM.

- (2) Les États membres sont obligés à réparer les dommages aux individus causés par des infractions au droit de l'Union imputées aux États membres¹.

Article 66 (Symboles de l'Union; Privilèges et Immunités)

- (1) Le siège de l'Union est à Bruxelles².
- (2) Le drapeau de l'Union est un cercle de douze étoiles dorées sur un fond bleu.
- (3) La monnaie de l'Union est l'euro.
- (4) L'hymne de l'Union est la version instrumentale de « l'Ode à la Joie » de la Neuvième Symphonie de Ludwig van Beethoven.
- (5) Le jour de fête de l'Union est le 9 mai.
- (6) L'Union jouit sur les territoires des États membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de ses tâches, dans les conditions définies par un protocole annexé à la présente Constitution³. Il en est de même de la BCE, de la BEI et de l'Europol.

¹ Codifie un principe général du droit communautaire; cf. Aff. jointes C-6/90 et C-9/90, *Francovich et autres*, Rec. 1991, I-5357, n° 37; Aff. jointes C-46/93 et C-48/93, *Brasserie du Pêcheur SA / Bundesrepublik Deutschland et The Queen / Secretary of State for Transport*, ex parte: *Factortame Ltd. et autres*, Rec. 1996, I-1029, n° 32.

² Les sièges des institutions de l'Union, de la Banque centrale européenne, de la Banque européenne d'investissements et d'Europol seront encore déterminés par le «Protocole sur la localisation des sièges des institutions ainsi que de certains organismes et services des Communautés européennes et d'Europol»; cf. annexe 1.

³ Cf. article 291 CE. Le protocole auquel il est renvoyé est le «Protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes», inclus dans l'annexe 1.

C. Titre III: Compétences et actions de l'Union¹

Article 67 (Principes fondamentaux)

- (1) Les limites et l'exercice des compétences de l'Union suivent les principes de la compétence d'attribution, de subsidiarité et de proportionnalité.
- (2) L'Union n'agit, conformément au principe de compétence d'attribution, que si et dans la mesure où des compétences lui sont conférées par la présente Constitution². Les compétences non assignées à l'Union demeurent de la compétence des États membres.
- (3) Toutes les décisions dans l'Union doivent être prises, conformément au principe de subsidiarité, aussi soucieuses que possibles du citoyen; dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union n'intervient que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être réalisés plus efficacement³ au niveau de l'Union.
- (4) Conformément au principe de proportionnalité, le contenu et la forme de toute action de l'Union n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de la présente Constitution⁴.

¹ Le Titre III est tiré de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. La structure du titre combine la structure suggérée par la Conférence des présidents avec d'autres propositions de structure qui ont pu être discutées dans les Groupes de travail, en particulier dans le Groupe de travail V «Compétences complémentaires». Comme convenu aux jours de réflexion à Frascati du groupe PPE à la Convention, les questions relatives aux pouvoirs (y compris les questions de compétence) doivent être réglées dans la première partie de la Constitution et non dans la deuxième.

² Cf. article 5, paragraphe 1 CE.

³ «de la manière la plus efficace» a été proposé à la place de «meilleure» afin de rendre la disposition plus claire et plus juste.

⁴ Cf. article 5, paragraphe 3 CE.

(5) Toutes les actions prises par l'Union sont mises en œuvre, exécutées et appliquées par les États membres, lorsque la présente Constitution n'en dispose pas autrement¹.

Article 68 (Application des principes fondamentaux)

- (1) Les institutions de l'Union appliquent lors de l'exercice des compétences non exclusives de l'Union le principe de subsidiarité, conformément au protocole annexé à la présente Constitution concernant l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.
- (2) Les institutions de l'Union appliquent lors de l'exercice des compétences de l'Union le principe de proportionnalité en accord avec ledit protocole.
- (3) Les parlements nationaux surveillent l'observation des principes de subsidiarité et de proportionnalité par les institutions de l'Union au moyen du mécanisme d'alerte précoce, décrit dans ledit protocole.

Article 69 (Catégories de compétences)

- (1) Les compétences exclusives autorisent l'Union d'arrêter, dans un certain domaine, tous les actes obligatoires, tandis que les États membres n'y doivent agir que si et dans la mesure où ils y sont autorisés par l'Union.
- (2) Les compétences partagées autorisent l'Union et les États membres d'arrêter, dans un certain domaine, des actes obligatoires. Les États membres ne doivent exercer leurs compétences que si et dans la mesure où l'Union n'exerce pas ses compétences.

¹ Principe de la transposition nationale; voir la déclaration 43 annexée au traité CE par le traité d'Amsterdam comme ligne directrice pour l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. La formulation est tirée des travaux du Groupe de travail V «Compétences complémentaires»; voir également le n° 17 du rapport Lamassoure. **Voir également le bref résumé de l'article 8 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

- (3) Les compétences d'appui permettent à l'Union de compléter, d'appuyer ou de coordonner les actes des États membres à l'égard de la réalisation des objectifs de l'Union, à l'exclusion d'une harmonisation intégrale des lois et des dispositions administratives des États membres, en tenant compte de l'utilisation de toutes les instruments légaux disponibles dans la présente Constitution, y compris la législation.
- (4) Les compétences de l'Union reposent sur l'acquis communautaire, tel qu'il existe au jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution¹.

Article 70 (Compétences exclusives)²

L'Union a la compétence exclusive à l'égard de:

- (a) la définition des droits du tarif douanier commun³;

¹ Cette règle de la «conservation des acquis» doit garantir que l'établissement de listes de compétences (article 70 à 72) ne conduira pas à une modification de la répartition actuelle des compétences.

² **De vastes listes de compétences permettent de répondre à toutes les questions relatives aux pouvoirs dans la première partie de la Constitution. Elles réduisent en même temps la nécessité d'inclure des fondements juridiques pour l'activité de l'Union dans la seconde partie de la Constitution. Les listes de compétences mettront également à disposition dans le futur plus de fondements juridiques relatifs à l'activité de l'Union; elles suivent ainsi (aussi près que cela puisse être possible dans un texte constitutionnel) la lettre des dispositions des traités UE et CE.**

³ Cf. article 26 CE. Voir le rapport Lamassoure, n°19: «politique tarifaire».

- (b) la politique commerciale commune dans le domaine du commerce des marchandises, des services (à l'exception des services culturels, des services d'éducation ainsi que des services sociaux et de santé¹) ainsi que dans le domaine des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle²;
- (c) la politique monétaire pour les États membres, qui ont irrévocablement adopté l'euro comme monnaie unique. La définition et la mise en œuvre de la politique monétaire est effectuée par l'indépendante Banque centrale européenne (BCE)³, prévue à l'article 90, conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution et aux statuts du SEBC;
- (d) le droit monétaire de l'euro⁴, y compris les mesures pour harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques de toutes pièces destinées à la circulation, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la bonne circulation de celle-ci dans l'Union⁵;
- (e) la définition et la mise en œuvre de la politique agricole commune⁶ conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution;
- (f) les conditions de la pêche en vue d'assurer la protection des fonds de pêche et la conservation des ressources biologiques de l'océan⁷;

¹ Cf. article 133, paragraphe 6 CE dans sa version modifiée par le traité de Nice; cf. infra, article 7, paragraphe 1 q).

² Cf. article 133, paragraphe 1 et paragraphe 5 CE. Voir le rapport Lamassoure, n°19: «Relations commerciales extérieures». Dans le rapport final du Groupe de travail VII «Actions extérieures» – qui sert également de fondement à ce Document de discussion –, le passage à un vote à la majorité qualifiée dans tous les domaines de la politique commerciale, y compris pour les prestations de services et le droit de la propriété intellectuelle, a reçu un large soutien. Voir le rapport final du Groupe de travail VII «Actions extérieures», point 8 c).

³ Cf. article 105, paragraphe 2 CE. Voir le rapport Lamassoure, n° 19.

⁴ Cf. article 123, paragraphe 4 CE.

⁵ Cf. article 106, paragraphe 2 CE.

⁶ Cf. articles 32, paragraphe 4, 37 CE. Voir le rapport Lamassoure, n°22, qui ne voit ce domaine politique que comme une compétence partagée; selon l'acquis actuel, il tombe dans la compétence exclusive de la Communauté.

⁷ Cf. article 102 du traité d'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni. Voir le rapport Lamassoure, n°22, qui ne voit ce domaine politique que comme une compétence partagée; selon l'acquis actuel, il tombe dans la compétence exclusive de la Communauté.

- (g) les mesures pour la réalisation des principes du droit de la concurrence de l'Union¹;
- (h) l'application de l'interdiction de l'Union des aides accordées par les États²;
- (i) les mesures de sauvegarde nécessaires (pour une période ne dépassant pas six mois) à l'égard de pays tiers, lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'Union économique et monétaire³;
- (j) la définition des tâches, des objectifs prioritaires et de l'organisation des fonds à finalité structurelle de l'Union, tels qu'ils sont définis à la Deuxième Partie de la présente Constitution, ainsi que des règles générales applicables à ceux-ci, nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds et entre eux et avec les autres instruments financiers existants de l'Union⁴;
- (k) les détails à l'égard de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité de chaque citoyen de l'Union aux élections municipales et aux élections au Parlement européen⁵;
- (l) les mesures en vue de l'établissement de statistiques, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement des activités de l'Union, sans préjudice des missions la BCE et du SEBC dans le domaine de la statistique⁶;
- (m) la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de celles-ci, vis-à-vis des institutions et organes de l'Union, y compris l'institution d'un organe indépendant de contrôle chargé de surveiller ladite protection⁷;

¹ Cf. article 83 CE. Voir le rapport Lamassoure, n° 19: «Politique de concurrence».

² Cf. article 89 CE. Voir le rapport Lamassoure, n° 19: «Politique de concurrence».

³ Cf. article 59 CE.

⁴ Cf. article 161, paragraphe 1 CE. Voir le rapport Lamassoure, n° 19: «Politique de structure ou de cohésion».

⁵ Cf. article 19, paragraphes 1 et 2 CE.

⁶ Cf. article 285 CE.

⁷ Cf. article 286 CE.

- (n) le statut des fonctionnaires de l'Union et le régime d'emploi applicable aux autres agents de l'Union¹;
- (o) la fixation des traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice de l'Union ainsi que des membres et du greffier du Tribunal de première instance, du président et des membres de la Cour des comptes, des membres du Comité économique et social et de toutes indemnités tenant lieu de rémunération²;
- (p) le régime linguistique des institutions de l'Union, sans préjudice des dispositions prévues par le statut de la Cour de justice de l'Union³.

Article 71 (Compétences partagées)⁴

(1) L'Union partage les compétences avec les États membres à l'égard de:

- (a) la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune⁵, conformément au Titre VIII, y compris l'adoption des sanctions économiques et d'autres mesures pour la réalisation de cette politique⁶;

¹ Cf. article 283 CE.

² Cf. article 210, article 247, paragraphe 8 et article 258, paragraphe 4 CE.

³ Cf. article 290 CE.

⁴ Etant donnée l'importance des compétences partagées – ce type de compétences est, en pratique, celui auquel on a le plus recours-, ce document de discussion propose de les inclure dans leur intégralité dans la première partie de la Constitution où doivent être réglées toutes les questions relatives aux pouvoirs.

⁵ Cf. article 11, paragraphe 1 et article 17 UE. Voir le rapport Lamassoure, n° 20, dans lequel «la détermination de la politique commune extérieure et de défense» même tombe dans la compétence propre de l'Union.

⁶ Cf. articles 301 et 60 CE.

- (b) l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur par des mesures qui réalisent la libre circulation des marchandises, des travailleurs, des services, des capitaux, des paiements ou la liberté d'établissement, ou qui abolissent des distorsions sensibles de concurrence au sein du marché intérieur. Cela comprend les mesures de reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres, dans la mesure où elles sont nécessaires pour l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur; des mesures de protection des consommateurs; des mesures de sécurité sociale; des dispositions de services financiers et des dispositions fiscales concernant le marché intérieur, notamment celles concernant des impôts indirects; exceptées des dispositions concernant la libre circulation des personnes ainsi que les droits et intérêts des employés¹;
- (c) la facilitation de l'exercice des droits des citoyens de l'Union, de circuler librement sur le territoire des États membres et de s'y séjourner, à l'exception de passeports, de cartes d'identité, de titres de séjour ou d'autres documents du même rang et des dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale²;
- (d) la libre circulation des personnes au sein du marché intérieur, soit des citoyens de l'Union, soit des ressortissants des pays tiers, y compris des mesures concernant le franchissement des frontières extérieures de l'Union ainsi que les contrôles des frontières extérieures³ qui doivent être exécutés par l'Unité européenne de garde-frontières (Eurobord), prévue à l'article 94;
- (e) les domaines d'asile, de la politique d'immigration et de protection des droits des ressortissants des pays tiers⁴;

¹ Cf. article 95 CE de même que les articles 93, 94, 96, 97 CE; articles 40 et 42 CE; articles 44, 46, paragraphe 2, 47, paragraphes 1 et 2 CE; articles 52, paragraphe 1 et 55 CE ainsi que l'article 57 paragraphe 2 CE; d'après l'acquis, celles-ci sont toutes des compétences partagées. Voir au contraire le rapport Lamassoure, n° 19, dans lequel il est suggéré que «le fondement juridique pour le marché intérieur (y compris les quatre libertés et les services financiers)» devrait être une compétence propre de l'Union.

² Cf. article 18 CE.

³ Cf. articles 61 a) et 62 CE.

⁴ Cf. articles 61 a), b) et 63 CE. Voir au contraire le rapport Lamassoure, n°20, qui considère «Le fondement juridique de la politique commune extérieure et de défense» comme une compétence propre de l'Union.

- (f) des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants des pays tiers, au profit des États membres concernés¹;
- (g) la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière, dans la mesure où elle est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, y compris dans les domaines suivants: la signification et la notification transfrontalière des actes judiciaires et extra-judiciaires, l'obtention des preuves; la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, y compris les décisions extrajudiciaires; des conflits de lois et de compétence; et la procédure civile²;
- (h) le rapprochement des règles de droit pénal, en tant que de besoin, pour prévenir et combattre des crimes, y compris la fixation des règles minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et aux sanctions applicables dans les domaines de la criminalité organisée, du terrorisme et du trafic de drogue³;
- (i) la coopération policière, c'est-à-dire la coopération entre les autorités de police, les services des douanes et d'autres services compétents des États membres directement et par l'intermédiaire de l'Office européen de police (Europol), prévue à l'article 92⁴;
- (j) la coopération judiciaire en matière pénale, cela veut dire la coopération entre les autorités judiciaires ou équivalentes compétentes des États membres, y compris la coopération par l'intermédiaire de l'Unité européenne de coopération judiciaire (Eurojust), prévu à l'article 93⁵;
- (k) la définition et la mise en œuvre de la politique commune des transports concernant le chemin de fer, la route, la voie navigable, la navigation maritime et aérienne⁶;

¹ Cf. article 64 CE.

² Cf. article 65 CE.

³ Cf. article 61 a) in fine CE et les articles 29, paragraphe 2 dernier point et 31, paragraphe 1, e) UE.

⁴ Cf. articles 30 et 32 UE.

⁵ Cf. articles 31 et 32 UE.

⁶ Cf. articles 71 et 75, paragraphe 3 CE et le rapport Lamassoure, n° 22.

- (l) la garantie de l'application de l'interdiction de discrimination exercée en raison de la nationalité dans le champ d'application de la présente Constitution¹;
- (m) le combat de toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle²;
- (n) des mesures de politique sociale sans rapport avec le marché intérieur³, y compris l'amélioration notamment du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, les conditions de travail, la sécurité et la protection sociale des travailleurs, la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, l'information et la consultation des travailleurs, la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union, l'intégration des personnes exclues du marché du travail, l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail, la lutte contre l'exclusion sociale et la modernisation des systèmes de protection sociale. Cette compétence ne comprend ni les rémunérations, ni le droit d'association, ni le droit de grève, ni le droit de lock-out⁴ ;
- (o) la garantie de l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur⁵;
- (p) le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier, notamment en considération de la contribution de la BCE et du SEBC, dirigé par celle-ci⁶;

¹ Cf. article 12, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 13 CE.

³ La compétence partagée concernant le marché intérieur au sens de l'article 71, paragraphe 1 b) permet déjà l'adoption de mesures sociales en vue de supprimer les obstacles aux quatre libertés fondamentales (en particulier la libre circulation des travailleurs) ou les distorsions de la concurrence.

⁴ Cf. article 137 CE.

⁵ Cf. article 141, paragraphe 3 CE.

⁶ Cf. article 105, paragraphe 5 CE.

- (q) le commerce des services culturels, des services d'éducation, ainsi que les services sociaux et de santé humaine¹;
- (r) les mesures nécessaires pour le renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union sous la forme des actions spécifiques en dehors des Fonds à finalité structurelle et sans préjudice des mesures décidées dans le cadre des autres politiques de l'Union²;
- (s) une politique de normes élevées de sécurité et de sûreté nucléaire permettant le maintien d'installations aux États membres qui ont fait le choix de recourir à cette source d'énergie et de garantir la non-prolifération, conformément à la Deuxième Partie de la présente Constitution³;
- (t) une politique dans le domaine de l'environnement, y compris des dispositions essentiellement de nature fiscale, des mesures affectant l'aménagement du territoire, la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources et l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets⁴;
- (u) la prévention et la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, moyennant des mesures dissuasives prises en vue d'offrir une protection effective et équivalente dans les États membres⁵.
- (2) La situation particulière du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark à l'égard des compétences énumérées au paragraphe 1 d) à h) est déterminée par des protocoles annexés à la présente Constitution.

¹ Cf. article 133, paragraphe 6, alinéa 2 CE.

² Cf. article 159, paragraphe 3 CE.

³ Résume les compétences du traité EURATOM; voir également l'article 17 proposé dans l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution. de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002.

⁴ Cf. articles 174 et 175 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 22.

⁵ Cf. article 280, paragraphe 4 CE.

Article 72 (Les compétences d'appui)

L'Union a des compétences d'appui à l'égard:

- (a) des mesures destinées à renforcer la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission¹;
- (b) des programmes favorisant l'échange de jeunes travailleurs²;
- (c) des actions d'encouragement dans le domaine de l'emploi destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à fournir des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'à promouvoir des approches novatrices et à évaluer des expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes³;
- (d) des mesures contribuant à un développement d'une éducation de qualité élevée et à un développement d'une dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres, la promotion de la mobilité et des programmes d'échange pour des étudiants et des enseignants et des animateurs socio-éducatifs⁴;

¹ Cf. article 135 CE.

² Cf. article 41 CE. Le rapport Lamassoure, n° 25, va plus loin et estime que le domaine de la «Jeunesse» doit être regardé comme une compétence complémentaire.

³ Cf. articles 127 et 129 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 26, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

⁴ Cf. article 149 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 25, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

- (e) la politique de la formation professionnelle, notamment pour faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché de travail, la mobilité des formateurs et des personnes en formation (notamment des jeunes), la coopération et l'échange d'informations et d'expériences entre établissements de la formation professionnelle et entreprises dans les États membres¹;
- (f) la culture, par l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens, par la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne, par les échanges culturels non commerciaux et par la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel²;
- (g) des mesures de protection en matière de santé sans rapport avec le marché intérieur³, qui comprennent la lutte contre les grands fléaux en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé et des mesures de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris l'information et la prévention⁴;
- (h) des mesures de protection des consommateurs sans rapport avec le marché intérieur⁵, notamment des mesures de protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi que leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts⁶;

¹ Cf. article 150 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 25, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

² Cf. article 151 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 25, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

³ La compétence partagée concernant le marché intérieur au sens de l'article 71, paragraphe 1 b) permet déjà l'adoption de mesures relatives à la protection des consommateurs en vue de contribuer à la suppression des obstacles aux quatre libertés fondamentales ou d'empêcher les distorsions de la concurrence; voir également l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux qui fait de la protection sanitaire un objectif pour toutes les activités de l'Union.

⁴ Cf. article 152 CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 25, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

⁵ La compétence partagée concernant le marché intérieur au sens de l'article 71, paragraphe 1 b) permet déjà l'adoption de mesures relatives à la protection des consommateurs en vue de contribuer à la suppression des obstacles aux quatre libertés fondamentales ou d'empêcher les distorsions de la concurrence; voir également l'article 38 de la Charte des droits fondamentaux qui fait de la protection des consommateurs un objectif pour toutes les activités de l'Union.

⁶ Cf. article 153, paragraphe 2 b) CE.

- (i) des mesures contribuant à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie, en favorisant dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux¹;
- (j) des mesures spécifiques qui assurent conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'existence des conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union, à l'exception des mesures qui peuvent entraîner des distorsions de concurrence ou qui contiennent des dispositions de taxe concernant les droits et les intérêts des employés²;
- (k) une politique concernant la recherche et le développement technologique, pour renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de l'Union et favoriser le développement de sa compétitivité internationale³;
- (l) le renforcement de l'effectivité de la protection civile en cas d'événements extraordinaires et de calamités naturelles⁴;
- (m) une politique dans le domaine de la coopération au développement, sans préjudice de la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et Pacifique dans le cadre de la Convention ACP-CE⁵;
- (n) des mesures de la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers⁶;

¹ Cf. articles 154 et 155 CE. Voir également le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6; voir au contraire le rapport Lamassoure, n° 22, qui considère cela comme une compétence partagée.

² Cf. article 157, paragraphe 3, 2^{ème} phrase CE. Voir également le rapport Lamassoure, n° 25, et le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

³ Cf. articles 164, paragraphe 1, 165, 171 et 172 CE.

⁴ Cf. article 3, paragraphe 1 u) CE; voir également le rapport Lamassoure, n°25: la «défense civile» comme compétence complémentaire; et aussi l'article III-63 proposé dans l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002.

⁵ Cf. articles 177, 179, paragraphes 1 et 3 CE. Voir également le rapport final Groupe de travail V «Compétences complémentaires», point 6.

⁶ Cf. article 181 A CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

(o) le tourisme¹;

(p) le sport².

Article 73 (Compétences externes)³

(1) Si et dans la mesure où la présente Constitution confie des compétences à l'Union, celle-ci dispose également de la compétence de conclure des accords avec des pays tiers, de participer aux organisations internationales ou d'autres actions au niveau international.

(2) La compétence externe de l'Union est exclusive si la conclusion d'un accord international porte atteinte à une mesure interne de l'Union, si la législation de l'Union le prévoit ou si une telle compétence est nécessaire, pour rendre capable l'Union d'exercer ses compétences internes.

¹ Cf. article 3, paragraphe 1 u) CE et le rapport Lamassoure, n° 25.

² Cf. le rapport Lamassoure, n° 25.

³ Codifie la doctrine du parallélisme au sens de l'Aff. 22/70, Commission contre Conseil (AETR), Rec. 1971, p. 263. Une telle disposition a été recommandée dans le point 4 du rapport final du Groupe de travail VII «Actions extérieures» (Partie A).

Article 74 (Clause de flexibilité)¹

(1) Si une action de l'Union apparaît nécessaire pour atteindre l'un des objectifs de la présente Constitution, sans que la présente Constitution ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Parlement européen² et le Conseil prennent conjointement toutes les mesures appropriées, conformément à la procédure de co-décision, visée à l'article 102. Dans le cadre de cette procédure, l'avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, est nécessaire; le Conseil statue [à l'unanimité] [à une majorité qui correspond à trois quarts de la population de l'Union]³.

(2) Conformément au mécanisme de surveillance du principe de subsidiarité visé à l'article 68, paragraphe 3, la Commission fait expressément observer aux parlements nationaux les propositions basées sur le présent article.

Le Parlement européen et le Conseil ne peuvent intervenir qu'après que les parlements nationaux aient pris connaissance de cette observation de la Commission.

(3) Des dispositions votées sur la base du présent article ne doivent pas comporter d'harmonisation des lois ou des dispositions administratives des États membres, si une telle harmonisation n'est pas permise par la présente Constitution.

(4) La Cour des comptes est consultée pour toutes les propositions basées sur le présent article, pour assurer que l'action de l'Union proposée prenne forme en transparence budgétaire complète, et sans redoublement d'efforts bureaucratiques au niveau de l'Union et national⁴.

¹ **Cf. article 308 CE. L'intégration de l'article 308 CE est également suggéré dans le bref résumé de l'article 8 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents («Règles pour l'adaptabilité du système»). Voir également le rapport Lamassoure, n° 31, et le n° 24 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte»: «Il est indispensable de prévoir une clause évolutive pour éviter de figer de manière rigide le système de répartition des compétences».**

² N° 24 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte»: «Le Parlement européen devrait être impliqué dans cette décision».

³ **Devait encore être discuté.**

⁴ N° 24 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte»: «Le Parlement européen devrait être impliqué dans cette décision».

D. Titre IV: Institutions, organisations et organes de l'Union¹

Article 75 (Catalogue d'institutions de l'Union, Conseil européen)²

(1) Les tâches confiées à l'Union sont assurées par les institutions suivantes :

- le Parlement européen,
- le Conseil européen,
- la Commission européenne,
- la Cour de justice de l'Union,
- la Cour des comptes.

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par la présente Constitution. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité des régions et d'un Comité économique et social exerçant des fonctions consultatives³.

¹ **Cf. titre IV de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents intitulé «Les Institutions de l'Union». Ce document de discussion a choisi le titre plus élaboré de «Organes, Organisations et Institutions de l'Union» afin d'y inclure des organisations comme la BCE ou la BEI qui, sous l'acquis communautaire actuel, ne sont pas considérées comme des institutions de l'Union. Celles-ci ont, en raison de leur indépendance et de leur personnalité juridique propre, un statut spécial et sont, de ce fait, soumises à des règles et à des procédures particulières, lesquelles sont consignées dans leurs statuts respectifs.**

² Cf. articles 5 UE et 7, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 7, paragraphes 1 et 2 CE.

(2)¹ Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le Conseil européen réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par le ministre européen pour les affaires extérieures (article 82, paragraphe 4) et le Conseil « Affaires générales ». Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil.

Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

(3) Les dispositions réglant le fonctionnement des institutions de l'Union sont fixées dans les règlements intérieurs adoptés par chaque institution.

1. Chapitre 1: Le Parlement européen²

Article 76 (Fonction et composition du Parlement européen; président)

(1) Le Parlement européen constitue la Chambre des citoyens dans la procédure législative de l'Union.

(2) Il est composé de représentants des peuples des États réunis dans l'Union³. Ils sont élus au suffrage universel direct pour une période de cinq ans⁴.

¹ Cf. article 4 UE.

² **Conformément à l'acquis communautaire et au principe démocratique, le titre institutionnelle de cette Constitution débute avec le Parlement européen (cf. articles 5 UE, 7, paragraphe 1, 189 CE).**

³ Cf. article 189, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 190 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

(3) Le nombre des représentants élus dans chaque État membre est fixé ainsi qu'il suit¹:

Belgique	22
<i>Bulgarie</i>	<i>17</i>
<i>République tchèque</i>	<i>22</i>
Danemark	13
Allemagne	99
Estonie	6
Grèce	22
Espagne	50
France	72
Irlande	12
Italie	72
<i>Chypre</i>	<i>6</i>
<i>Lettonie</i>	<i>12</i>
<i>Lituanie</i>	<i>8</i>
Luxembourg	6
<i>Hongrie</i>	<i>22</i>
Malte	6
Pays-Bas	25
Autriche	17
Pologne	50
Portugal	22
<i>Roumanie</i>	<i>33</i>
<i>Slovaquie</i>	<i>13</i>
<i>Slovénie</i>	<i>7</i>
Finlande	13
Suède	18
Royaume-Uni	72

¹ Cf. article 190 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

(4) Le nombre des membres du Parlement européen ne dépasse pas sept cent trent-deux. À partir de 2009, le nombre sera limité à sept cent¹.

(5) En cas de modification du paragraphe 3, le nombre des représentants élus dans chaque État membre doit assurer une représentation appropriée des citoyens des peuples réunis dans l'Union². Le nombre des représentants élus dans chaque État membre fait au moins six.

(6) Le Parlement européen élit son président à la majorité de ses membres.

Article 77 (Contrôle politique de la Commission; motion de censure)

(1) Le Parlement européen exerce le contrôle de la Commission européenne.

(2) Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'une *loi de l'Union* pour la mise en œuvre de la présente Constitution³. Au cas où la Commission décide de ne pas suivre à cette demande, le président doit émettre un avis motivé au plénum du Parlement européen.

(3) Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart de ses membres, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par la présente Constitution à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée. L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport⁴.

¹ Cf. article 189, paragraphe 2 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 190, paragraphe 2, alinéa 2 CE.

³ Cf. article 192, paragraphe 2 CE.

⁴ Cf. article 193 CE.

(4) Le Parlement européen peut, en adoptant une motion de censure à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à la majorité des membres qui le composent, forcer la Commission à démissionner collectivement.

2. Chapitre 2: Le Conseil de l'Union européenne

Article 78 (Composition du Conseil)

(1) Le Conseil est formé par un représentant de chaque État membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet État membre¹.

(2) Le Conseil peut être assisté par des conférences des ministres de carrière. Auprès des décisions prises par le Conseil dans le cadre de ses tâches exécutives conformément à l'article 79, paragraphe 2, ceux-ci ne disposent pas d'un droit de délibération.

Article 79 (Conseil comme Chambre des États; Conseil dans sa fonction exécutive; présidence)

(1) Le Conseil forme la Chambre des États dans la procédure législative de l'Union. À l'égard de cette fonction du Conseil, la présidence est exercée à tour de rôle par chaque État membre pour une durée de six mois ; le Conseil peut fixer à l'unanimité une durée plus longue. L'ordre dans lequel la présidence est exercée est fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité².

(2) En outre, sans préjudice des compétences de la Commission, le Conseil et la Commission assurent conjointement la coordination

- des politiques économiques générales des États membres³ ;
- de la politique étrangère et de sécurité commune.

¹ Cf. article 203, alinéa 1 CE.

² Cf. article 203, alinéa 2 CE.

³ Cf. article 202-1CE.

Pour ces tâches exécutives du Conseil, un des ministres peut être élu comme président pour une période de [x] années¹.

3. Chapitre 3: La Commission européenne

Article 80 (Tâches de la Commission)

(1) La Commission est le pouvoir exécutif de l'Union.

(2)² En vue d'assurer le fonctionnement et le développement de l'Union, la Commission remplit en outre les tâches suivantes:

- le monopole d'initiative à l'égard des actes législatifs et décisions de l'Union³, lorsque la présente Constitution n'en dispose pas autrement;
- assurer l'application des dispositions de la présente Constitution ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celle-ci;

¹ X devrait rester quelques années afin d'assurer la continuité. Une alternative serait que le commissaire responsable prenne la présidence des réunions du Conseil exécutif, que le ministre européen aux Affaires étrangères nommé selon la procédure figurant à l'article 82, paragraphe 4 assure par exemple la présidence lors des réunions du Conseil des Affaires étrangères. On pourrait également imaginer que le président de la Commission, élu conformément à la procédure prévu à l'article 81, paragraphe 3, préside ces réunions du Conseil exécutif.

² Cf. article 211 CE.

³ **Cf. le monopole d'initiative de la Commission en vertu des articles 251, paragraphe 2, 252 a) CE. Voir également le bref résumé de l'article 18 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents où le «monopole d'initiative» est une des fonctions centrales de la Commission. Voir également le n° 46 du Document de Congrès du PPE «Une Constitution pour une Europe forte»: «Le monopole d'initiative de la Commission européenne doit être garanti, car il constitue un élément central de l'équilibre inter-institutionnel et une source majeure des futurs développements et améliorations de la législation de l'UE».**

- veiller, au développement des politiques économiques nationales, notamment des budgets nationaux, pour assurer que les États membres ne s'écartent pas de l'objectif d'un budget équilibré à moyen terme ou qui montre même un surplus, ou qu'il ne menacent pas d'autre manière le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire, dans les conditions prévues dans la Deuxième Partie de la présente Constitution¹;
- émettre des recommandations ou des avis dans les matières désignées par la présente Constitution, dans la mesure où la Constitution le prévoit expressément, ou la Commission l'estime nécessaire;
- prendre des décisions en pouvoir de décision propre et participer à l'adoption des mesures du Conseil et du Parlement européen, conformément à la présente Constitution;
- exercer les pouvoirs que le Parlement européen et le Conseil lui attribuent pour la mise en œuvre des disposition arrêtées par ceux-ci;
- assurer l'homogénéité dans la représentation extérieure de l'Union.

Article 81 (Composition de la Commission; désignation et élection de son président et de ses membres; indépendance)

(1) Les membres de la Commission sont choisis en raison de leur compétence générale. Ils offrent toutes garanties d'indépendance².

(2) La Commission comporte un national de chaque État membre³.

¹ Ce Document de Discussion propose de renforcer le rôle de la Commission par l'application des articles 99 et 104 CE actuellement en vigueur; les détails sont définis dans la Deuxième Partie.

² Cf. article 213, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 4, paragraphe 1 de la Déclaration relative à l'élargissement de l'Union européenne, annexée au traité de Nice, qui est également annexée à cette Constitution. Voir également l'article 4, paragraphe 2 de cette Déclaration concernant la nouvelle réglementation applicable dès que l'Union comptera 27 États membres: «Le nombre des membres de la Commission doit être inférieur au nombre des États membres. Les membres de la Commission seront choisis sur la base d'un procédé équitable de rotation dont les détails seront fixés d'un commun accord par le Conseil.» (sera ajouté, ainsi que le suggère ce document de discussion : «après accord du Parlement européen»).

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen.

Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission.

(3) Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen, à la lumière des résultats des élections européennes¹, un candidat au poste de président de la Commission. Pour devenir président de la Commission, le candidat proposé doit être élu à la majorité absolue des membres du Parlement européen².

Les autres membres de la Commission sont désignés par le président de la Commission. Ils doivent être approuvés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée. Ils sont élus par le Parlement européen, après avoir été consultés individuellement, vue de paragraphe 1³.

(4) Les membres de la Commission sont élus pour une durée de cinq ans. Leur mandat est renouvelable⁴.

¹ Cf. article 214 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice) selon lequel le président de la Commission est nommé sur décision du Conseil prise à la majorité qualifiée. Avant le traité de Nice, le président ainsi que les autres membres de la Commission étaient désignés puis nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres.

² Cf. n° 47 du Document de Congrès du PPE, «Une Constitution pour une Europe forte», dans lequel la raison suivante est présentée pour justifier la nouvelle procédure: «Les partis politiques européens auraient ainsi l'opportunité de présenter leurs propres candidats dans le cadre d'une campagne pour les élections européennes. Ceci rendrait les campagnes électorales plus personnalisées et renforcerait le contrôle démocratique et le soutien de la Commission européenne.»

³ Cf. n° 48 du Document de Congrès du PPE, «Une Constitution pour une Europe forte».

⁴ Cf. articles 213, paragraphe 2, 214, paragraphe 1 CE.

(5) Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leurs tâches¹.

Article 82 (Orientations politiques définies par le président de la Commission; délibération; ministre européen pour les affaires extérieures)²

(1) La Commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son président, qui décide de son organisation interne afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action.

(2) Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité des membres³.

(3)⁴ Les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par le président; il peut en même temps fixer une hiérarchie entre les membres de la Commission. Le président peut remanier la répartition de ces responsabilités en cours du mandat de la Commission. Les membres de la Commission exercent les fonctions qui leur sont attribuées par le président sous l'autorité de celui-ci ; ils ont le droit de directive envers les directions générales et services subordonnés à eux.

¹ Cf. article 213, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 217 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

³ Cf. article 219, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 217, paragraphe 2 CE.

(4) Le président nomme parmi les membres de la Commission des vice-présidents. Un des vice-présidents est confié à la représentation de l'Union dans ses affaires extérieures, par le président de la Commission en accord avec le Conseil. Ce vice-président est appelé «ministre européen pour les affaires extérieures»¹.

(5) Un membre de la Commission présente sa démission, si le président le lui demande sous l'allégation des motifs.

(6) Le président de la Commission peut en tout temps poser la question de confiance au Parlement européen. Si, là-dessus, la majorité des membres du Parlement européen n'exprime pas sa confiance, la Commission doit collectivement démissionner.

4. Chapitre 4: La Cour de justice de l'Union

Article 83 (Fonction et composition de la Cour de justice de l'Union)

(1) La Cour de justice de l'Union assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application de la présente Constitution².

(2) La Cour de justice de l'Union est formée d'un juge par État membre³.

La Cour de justice de l'Union est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice de l'Union le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

¹ Voir également le point n°5 des recommandations émises dans le rapport final du Groupe de travail VII «Actions extérieures» (Partie A) qui suggère l'institution d'un «Représentant européen pour les affaires extérieures», nommé par le Conseil après accord du président de la Commission et approbation du Parlement européen, qui serait un «membre à part entière de la Commission et de préférence son vice-président».

² Cf. article 220 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

³ Cf. article 221, paragraphe 1 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité, et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice de l'Union, requièrent son intervention¹.

(3) Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice de l'Union, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsults possédant des compétences notoires, sont nommés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée et après avis conforme du Parlement européen, pour huit ans. Leur mandat n'est pas renouvelable.

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues dans le statut de la Cour de justice de l'Union.

(4) Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice de l'Union. Son mandat est renouvelable.

(5) Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître en première instance des recours particuliers dans les conditions et limites prévues par le droit de l'Union. Les décisions rendues par le Tribunal de première instance peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice de l'Union, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut de la Cour de justice de l'Union.

Article 84 (Juridiction directe de la Cour de justice de l'Union)²

La Cour de justice de l'Union a la juridiction directe, dans les conditions et limites prévues par le statut de la Cour de justice de l'Union:

¹ Cf. article 222 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Regroupe les cas dans lesquels, conformément à l'acquis communautaire en vigueur, des recours directs devant la Cour de justice de l'Union peuvent être formés.

- (a) pour connaître des recours formés par la Commission ou un État membre à cause de violation des obligations en vertu de la présente Constitution par un État membre¹;
- (b) pour connaître des recours formés par la Commission à cause de méconnaissance d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union par un État membre, y compris l'infliction d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte contre un tel État membre²;
- (c) pour le contrôle de la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, des actes du Conseil, de la Commission, de la BCE, de l'Europol, de l'Eurojust et de l'Eurobord, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers, dans le cadre des recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la présente Constitution ou de toute règle relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission³;
- (d) pour des recours en annulation formés par la Cour des comptes⁴, le Comité des régions⁵, le Comité économique et social ou la BCE, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci ou qui invoquent une violation du Titre III de la présente Constitution;
- (e) pour des recours en annulation formés par un parlement national⁶ qui invoquent une violation du Titre III de la présente Constitution⁷;

¹ Cf. articles 226, 227 CE.

² Cf. article 228 CE.

³ Cf. article 230, paragraphes 1 et 2 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

⁴ Cf. article 230, paragraphe 3 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

⁵ Cf. le rapport final du Groupe de travail I «Subsidiarité», p. 8.

⁶ Conformément aux conseils du Groupe de travail I «Subsidiarité», ceci inclut les deux chambres d'un Parlement national, à condition que la Constitution nationale le permette.

⁷ Cf. le rapport final du Groupe de travail I «Subsidiarité», p. 8. Il est suggéré de ne pas limiter le contrôle juridictionnel au respect du principe de subsidiarité mais de l'étendre à toutes les dispositions relatives aux compétences (articles 67 à 74). Il est également proposé de ne pas rendre la saisine de la Cour par un Parlement national dépendante de la mise en place préalable de la procédure d'alerte précoce; voir enfin le rapport final du Groupe de travail IV «Le rôle des parlements nationaux», n° 25-3.

- (f) pour des recours en annulation des personnes physiques ou morales, qui prétendent, de manière croyable, d'être violées par un acte juridique de l'Union, de la BCE, de l'Europol, de l'Eurojust ou de l'Eurobord dans un droit fondamental leur conféré par la Charte des Droits fondamentaux, y compris la réclamation qu'un acte juridique de l'Union concerne directement et individuellement leur droit de l'article 6 de la présente Constitution pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la présente Constitution ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir¹;
- (g) pour des recours en constatation d'un État membre, d'une institution de l'Union ou de la BCE qu'une institution de l'Union ou la BCE ont manqué de prendre une décision, après avoir été invitée à agir²;
- (h) pour des recours de la Cour des comptes, du Comité des régions, du Comité économique et social ou de la BCE en constatation qu'une institution de l'Union a violé ses prérogatives en manquant de statuer après y avoir été invitée³;
- (i) pour des recours des personnes physiques et morales qui prétendent d'être avoir été victime de la violation d'un droit fondamental conféré par la Charte des Droits fondamentaux en raison d'un manquement d'une institution de l'Union, de la BCE, de l'Europol, de l'Eurojust ou de l'Eurobord, qui ont été préalablement invités à agir, ce manquement pouvant également concerner directement et individuellement leur droit tiré de l'article 6 de la présente Constitution et consister en une incompétence, une violation des formes substantielles, une violation de la présente Constitution ou de toute règle de droit relative à son application, ou en un détournement de pouvoir⁴;
- (j) pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à l'article 41, paragraphe 3¹;
- (k) pour des litiges concernant l'exécution par les banques centrales nationales des obligations

¹ Cf. article 230, paragraphe 4 CE. Le nouveau libellé vise à lier le contrôle juridictionnel de la Charte avec l'action en annulation existante sans mettre en place une nouvelle procédure pour la protection des Droits de l'Homme.

² Cf. article 232, paragraphes 1, 2 et 4 CE.

³ Cf. article 232, paragraphe 4 CE.

⁴ Cf. article 232, paragraphe 3 CE.

résultant de la présente Constitution et des statuts du SEBC. Le Conseil de la BCE dispose à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par a) et b) vis-à-vis des États membres. Si la Cour de justice de l'Union reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Constitution, cette banque est tenue de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union²;

- (l) pour des litiges concernant l'exécution des obligations des États membres résultant des statuts de la BEI. Le Conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par a) et b)³;
- (m) pour des litiges concernant des délibérations du Conseil des gouverneurs de la BEI. Chaque État membre, la Commission et le Conseil d'administration peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à c)⁴;
- (n) pour des litiges concernant des délibérations du Conseil d'administration de la BEI. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à c), que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21, paragraphe 2 et paragraphes 5 à 7 inclus, des statuts de la BEI⁵;
- (o) pour des litiges entre l'Union, la BCE, la BEI, l'Europol, l'Eurojust ou l'Eurobord et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers⁶;
- (p) pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par l'Union, la BCE, la BEI, l'Europol, l'Eurojust ou l'Eurobord ou pour son compte⁷;
- (q) pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet de la présente

¹ Cf. article 235 CE.

² Cf. article 237 d) CE.

³ Cf. article 237 a) CE.

⁴ Cf. article 237 b) CE.

⁵ Cf. article 237 c) CE.

⁶ Cf. article 236 CE.

⁷ Cf. article 238 CE.

Constitution, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis¹.

Article 85 (Recours préjudiciel et avis de la Cour de justice de l'Union)

(1)² La Cour de justice de l'Union est également compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

(a) sur l'interprétation de la présente Constitution,

(b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de l'Union et par la BCE, par l'Europol, par l'Eurojust et par l'Eurobord,

(c) sur l'interprétation des statuts des organes créés par un acte de l'Union, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de l'Union de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice de l'Union.

(2)³ Le Parlement européen, le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice de l'Union sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions de la présente Constitution. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice de l'Union ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées à l'article 143.

Article 86 (Pas d'effet suspensif)

¹ Cf. article 239 CE.

² Cf. article 234 CE.

³ Cf. article 300, paragraphe 6 CE.

(1)¹ Les recours formés devant la Cour de justice de l'Union n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice de l'Union peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

(2)² Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice de l'Union peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

Article 87 (Exécution forcée)³

Les arrêts de la Cour de justice de l'Union ont force exécutoire dans les conditions fixées à l'article 100.

Article 88 (Compétence des juridictions nationales)⁴

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice de l'Union par la présente Constitution, les litiges auxquels l'Union est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

5. Chapitre 5: La Cour des comptes

Article 89 (Fonction et composition de la Cour des comptes; indépendance)⁵

(1) La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de l'Union. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et dépenses de tous organes créés par l'Union dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen.

La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance

¹ Cf. article 242 CE.

² Cf. article 243 CE.

³ Cf. article 244 CE.

⁴ Cf. article 240 CE.

⁵ Cf. article 248 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, qui est publiée au Journal officiel de l'Union européenne. Cette déclaration peut être complétée par des appréciations spécifiques pour chaque domaine majeur de l'activité de l'Union¹.

(2) La Cour des comptes est composée d'un national de chaque État membre.

(3) Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux institutions de contrôle externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.

(4) Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après consultation du Parlement européen, adopte la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. Le mandat des membres de la Cour des comptes est renouvelable.

Ils désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour des comptes. Le mandat de celui-ci est renouvelable.

(5) Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

6.

7.

8. **Chapitre 6: Organisations spéciales de l'Union: BCE, BEI, Europol, Eurojust et Eurobord**

Article 90 (Banque centrale européenne; objectifs et tâches; organes de décision; indépendance;

¹ Cf. article 248, paragraphe 1 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

soumission au droit)¹

(1) L'objectif principal de la BCE est de maintenir la stabilité des prix². Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union, en vue des contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union, tels que définis à l'article 58, paragraphe 1 a)³. La BCE agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources et en respectant les principes fixés à l'article 60⁴.

(2) Les missions fondamentales de la BCE consistent à définir et mettre en œuvre la politique monétaire de l'Union⁵. La BCE est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans l'Union⁶.

(3) La BCE est dotée de la personnalité juridique⁷. Les banques centrales nationales sont seules autorisées de souscrire et de détenir le capital de la BCE⁸. Ses organes de décision sont le Directoire et le Conseil des gouverneurs.

Dans l'exercice de ses devoirs, la BCE se sert du Système européen de banques centrales (SEBC) composé de la BCE et des banques centrales des États membres (« banques centrales nationales »)⁹. Le SEBC est dirigé par les organes de décision de la BCE¹⁰.

(4) Le Directoire de la BCE se compose du président, du vice-président et de six autres membres. Tous les membres du Directoire sont nommés, à la majorité des deux tiers par les

¹ **Cf. article 22 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents intitulé «La Banque centrale européenne». Il est explicitement recommandé d'indiquer dans cet article non seulement les attributions de la BCE et la composition de ses organes de décision mais également d'affirmer l'indépendance de la BCE , compte tenu de sa signification constitutionnelle, et son objectif prioritaire. Voir également le rapport final du Groupe de travail VI «La gouvernance économique», p. 3: «Un grand nombre de membres du groupe estiment que les tâches, le mandat et le statut de la Banque centrale européenne devraient demeurer les mêmes et ne pas être modifiés par une nouvelle disposition du traité».**

² Cf. article 105, paragraphe 1, 1^{ère} phrase CE.

³ Cf. article 105, paragraphe 1, 2^{ème} phrase CE.

⁴ Cf. article 105, paragraphe 1, 3^{ème} phrase CE.

⁵ Cf. article 105, paragraphe 2-1 CE.

⁶ Cf. article 106, paragraphe 1, 1^{ère} phrase CE.

⁷ Cf. article 107, paragraphe 2 CE.

⁸ Cf. article 28.2 statuts SBCE.

⁹ Cf. article 107, paragraphe 1 CE.

¹⁰ Cf. article 107, paragraphe 3 CE.

gouvernements des États membres, qui ont adopté l'euro, au niveau des chefs d'États ou de gouvernement sur recommandation du Conseil et après consultation du Parlement européen et du Conseil des gouverneurs de la BCE, parmi les personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnus. Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable. Seuls les ressortissants des États membres qui ont adopté l'euro peuvent être membres du directoire¹.

(5) Le Conseil des gouverneurs de la BCE se compose des membres du Directoire et des gouverneurs des banques centrales des États membres qui ont adopté l'euro². Les gouverneurs des banques centrales nationales sont nommés par l'État membre correspondant, sur recommandation du Directoire de la BCE sur la base des exigences des statuts du SEBC.

Sauf disposition contraire figurant dans les statuts du SEBC, les décisions du Conseil des gouverneurs sont prises à la majorité simple³. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante⁴. Chaque membre du Directoire et huit gouverneurs des banques centrales nationales disposent d'une voix. Le droit de vote des gouverneurs est exercé pour deux ans selon un principe de rotation, conformément aux conditions fixées par le Conseil des gouverneurs de la BCE; ces conditions doivent respecter non seulement la part du capital des banques centrales nationales, mais aussi la nécessité d'une base géographique large des décisions du Conseil des gouverneurs de la BCE.

(6) Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par la présente Constitution et les statuts du SEBC, ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes de l'Union, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Les institutions et organes de l'Union ainsi que les gouvernements des États membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions⁵.

¹ Cf. article 112, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 112, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 10.2, alinéa 2, 2^{ème} phrase statuts SBCE.

⁴ Cf. article 10.2, alinéa 2, 3^{ème} phrase statuts SBCE.

⁵ Cf. article 108 CE.

(7)¹ La BCE est consultée

- sur tout acte de l'Union proposé dans les domaines relevant de sa compétence,
- par les autorités nationales, sur tout projet de réglementation dans les domaines relevant de sa compétence, mais dans les limites et selon les conditions fixés par une loi de l'Union.

La BCE peut, dans les domaines relevant de sa compétence, soumettre des avis aux institutions ou organes de l'Union appropriées ou aux autorités nationales.

(8) La BCE agit dans la mesure des tâches et compétences qui lui sont conférées par la présente Constitution et les statuts du SEBC annexés à la présente Constitution². Elle doit réparer les dommages causés par ses organes ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions; l'article 41, paragraphe 3 s'applique par analogie³.

Article 91 (Banque européenne d'investissement)⁴

(1) La BEI a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché intérieur dans l'intérêt de l'Union. À cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets visés ci-après, dans tous les secteurs de l'économie:

- (a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées;
- (b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché intérieur, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres;

¹ Cf. article 105, paragraphe 4 CE.

² Cf. article 8 CE.

³ Cf. article 288, paragraphe 3 CE.

⁴ **La BEI n'a pas été incluse dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents bien qu'elle figure dans la cinquième partie du traité CE après les institutions de l'Union.**

(c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres¹.

(2) La BEI est dotée de la personnalité juridique². Ses membres sont les États membres³.

(3) La BEI agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par la présente Constitution et les statuts de la BEI annexés à la présente Constitution⁴. Elle doit réparer les dommages causés par ses organes ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions; l'article 41, paragraphe 3 s'applique par analogie⁵.

Article 92 (Europol)⁶

(1) L'Office européen de police (Europol) a pour objectif d'améliorer l'efficacité des services compétents des États membres et leur coopération en ce qui concerne la prévention et la lutte contre le terrorisme, le trafic illicite de stupéfiants et d'autres formes graves de la criminalité internationale, pour autant que des indices concrets révèlent l'existence d'une structure ou d'une organisation criminelle et que deux États membres ou plus sont affectés par ces formes de criminalité d'une manière telle que, au vu de l'ampleur, de la gravité et des conséquences des infractions, une action commune des États membres s'impose⁷.

(2) Europol est doté de la personnalité juridique⁸.

(3) Europol agit dans la mesure des tâches et compétences qui lui sont confié par la présente Constitution, par la Convention Europol annexée à la présente Constitution comme protocole et par une loi de l'Union. Europol est couverte intégralement par le budget de l'Union.

Europol doit réparer les dommages causés par ses organes ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions; l'article 41, paragraphe 3 s'applique par analogie⁹.

¹ Cf. article 267, paragraphe 1, 1^{ère} phrase CE.

² Cf. article 266, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 266, paragraphe 2 CE.

⁴ Cf. article 9 CE.

⁵ Cf. article 288, paragraphe 2 CE et l'Aff. C-270/89, *SGEEM et Etroy contre BEI*, Rec. 1992, I-6211.

⁶ Cf. Convention Europol, conclu sous l'ancien article K.3 UE.

⁷ Cf. article 2 de la Convention Europol.

⁸ Cf. article 26, paragraphe 1 de la Convention Europol.

⁹ Cf. article 39, paragraphe 2 de la Convention Europol.

Article 93 (Eurojust; Procureur européen)

- (1) L'Unité européenne de coopération judiciaire (Eurojust) a pour objectif d'assurer la coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres services compétents des États membres en ce qui concerne la lutte contre la criminalité transfrontalière grave, en particulier en cas de criminalité organisée, en tenant compte notamment des analyses effectuées par Europol¹. Eurojust doit également prévenir des fraudes au détriment du budget de l'Union².
- (2) Eurojust est dotée de la personnalité juridique³. Eurojust est composée d'un membre national, délégué par chaque État membre conformément à son droit et exerçant la profession de procureur, de juge ou d'agent de police ayant des pouvoirs comparables⁴.
- (3) Eurojust agit dans la mesure des tâches et compétences qui lui sont conféré par une loi de l'Union. Eurojust est couverte intégralement par le budget de l'Union.

Une loi de l'Union qui élargit le mandat d'Eurojust comprenant les fonctions du Procureur européen doit être adoptée, par dérogation à l'article 102, par le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

- (4) Eurojust doit réparer les dommages causés par ses organes ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions; l'article 41, paragraphe 3 s'applique par analogie⁵.

Article 94 (Eurobord)⁶

- (1) L'Unité européenne de garde-frontières (Eurobord) a pour objectif de coordonner et de surveiller le contrôle des frontières extérieures terrestres, maritimes et aérienne en recourant aux autorités nationales compétentes.

¹ Cf. article 29, alinéa 2 et article 31 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Intègre les missions de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) dans l'Eurojust.

³ Cf. article 1 de la décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, J.O.C.E. 2002, n° L 63/1.

⁴ Cf. article 2, paragraphe 1 de la décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust.

⁵ Si l'Eurojust est amené à devenir une organisation de l'Union totalement soumise à l'ordre juridique de celle-ci, il serait inconcevable que les cas de responsabilité pour l'instant prévus à l'article 24 de la décision du Conseil du 28 février 2002 soient réglés devant les tribunaux nationaux. Au lieu de cela, le principe général de l'article 41, paragraphe 3 de la Charte devrait également être applicable à l'Eurojust.

⁶ Voir la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 7 mai 2002: «Vers une gestion intégrée des frontières extérieures des États membres de l'Union européenne», dans

- (2) Eurobord est dotée de la personnalité juridique. Les agents d'Eurobord jouissent de tous droits de souveraineté nécessaires, indépendamment de leur nationalité et de leur lieu d'intervention. Eurobord est sous le pouvoir d'instruction opérationnel du conseil exécutif de l'Eurobord qui est composé du directeur nommé par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée et par le Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, et les chefs des services de garde frontières nationaux compétents.
- (3) Eurobord agit dans la mesure des tâches et compétences qui lui sont conférées par une loi de l'Union. Eurobord est couverte intégralement par le budget de l'Union.
- (4) Eurobord doit réparer les dommages causés par ses organes ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions; l'article 41, paragraphe 3 s'applique par analogie.

9. Chapitre 7: Le Comité des régions, le Comité économique et social

Article 95 (Comité des régions)

- (1) Le Comité des régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsable devant une assemblée élue¹. Sa coopération doit garantir que, de la part de l'Union, la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, l'identité nationale des États membres et l'organisation de leur pouvoir d'État au niveau national, régional et local ainsi que les principes de subsidiarité et de proximité aux citoyens de l'Union sont respectés².
- (2) Le nombre des membres du Comité des régions ne dépasse pas trois cent cinquante.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit³:

Belgique	12
Bulgarie	12
République tchèque	12

laquelle est suggérée, p. 20 et s., la création d'un «corps européen de gardes-frontières».

¹ Cf. article 263, paragraphe 1 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. n° 50 du Document de Congrès du PPE, «Une Constitution pour une Europe forte».

³ Cf. article 263, paragraphes 2 et 3 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

Danemark	9		
Allemagne	24		
		•	Estonie 7
Grèce	12		
Espagne	21		
France	24		
Irlande	9		
Italie	24		
<i>Chypre</i>	6		
<i>Lettonie</i>	7		
<i>Lituanie</i>	9		
Luxembourg	6		
<i>Hongrie</i>	12		
		•	Malte 5
Pays-Bas	12		
Autriche	12		
		•	Pologne 21
Portugal	12		
<i>Roumanie</i>	15		
<i>Slovaquie</i>	9		
<i>Slovénie</i>	7		
Finlande	9		
Suède	12		
Royaume-Uni	24		

(3)¹ Les membres du Comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, sur proposition des États membres respectifs, pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte la liste des membres et des suppléants établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. Un membre du Comité ne peut pas être simultanément membre du Parlement européen.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

(4)² Le Comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

(5) Le Comité des régions est consulté lors des projets de loi en matière de développement et de réalisation de politique commune des transports³, de politique de l'emploi⁴, des mesures de la politique sociale⁵, de l'éducation et de formation professionnelle⁶, de culture⁷, de santé publique⁸, des réseaux transeuropéens⁹ et de cohésion économique et sociale¹⁰.

(6)¹¹ Le Parlement européen, le Conseil ou la Commission peuvent consulter le Comité dans tous les autres cas, en particulier lorsqu'ils ont trait à la coopération transfrontalière, où ils le jugent opportun.

Le Comité des régions peut émettre un avis de sa propre initiative dans le cas où il le juge utile.

Lorsque le Comité économique et social est consulté, le Comité des régions est informé par le Conseil ou la Commission de cette demande d'avis. Le Comité des régions peut, lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu, émettre un avis à ce sujet.

Article 96 (Comité économique et social)

(1) Le Comité économique et social est composé des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales, des consommateurs et de l'intérêt général¹². Il garantit le dialogue régulier et constant entre l'Union

¹ Cf. article 263, paragraphes 4 et 5 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 264, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 71 CE.

⁴ Cf. article 129 CE.

⁵ Cf. article 137, paragraphe 2 CE.

⁶ Cf. article 149, paragraphe 4, article 150, paragraphe 4 CE.

⁷ Cf. article 151, paragraphe 5 CE.

⁸ Cf. article 152, paragraphe 4 CE.

⁹ Cf. article 156 CE.

¹⁰ Cf. article 159 paragraphe 3, article 161, paragraphe 1 CE.

¹¹ Cf. article 265, paragraphes 1, 3, 4 et 5 CE.

¹² Cf. article 257, paragraphe 1 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

et la société civile organisée.

(2) Le nombre des membres du Comité économique et social ne dépasse pas trois cent cinquante.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit :

Belgique	12		
<i>Bulgarie</i>	<i>12</i>		
<i>République tchèque</i>	<i>12</i>		
Danemark	9		
Allemagne	24		
		•	Estonie 7
Grèce	12		
Espagne	21		
France	24		
Irlande	9		
Italie	24		
<i>Chypre</i>	<i>6</i>		
<i>Lettonie</i>	<i>7</i>		
<i>Lituanie</i>	<i>9</i>		
Luxembourg	6		
<i>Hongrie</i>	<i>12</i>		
		•	Malte 5
Pays-Bas	12		
Autriche	12		
		•	Pologne 21
Portugal	12		
<i>Roumanie</i>	<i>15</i>		
<i>Slovaquie</i>	<i>9</i>		
<i>Slovénie</i>	<i>7</i>		
Finlande	9		
Suède	12		
Royaume-Uni	24		

(3)¹ Les membres du Comité sont nommés, sur proposition des États membres, pour quatre ans. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. Le mandat des membres du Comité est renouvelable. Un membre du Comité ne peut pas être simultanément membre du Parlement européen.

Le Conseil consulte la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux intéressés à l'activité de l'Union.

² Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

(4) Le Comité désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

(5) Le Comité économique et social est consulté lors des projets de loi en matière de développement et de réalisation de la politique agricole commune³, la législation du marché intérieur, notamment à l'égard de la libre circulation des travailleurs, de la liberté d'établissement, des dispositions fiscales⁴, du développement et de la réalisation de la politique commune des transports⁵, des mesures de la politique d'emploi⁶, de la politique sociale⁷, y compris des mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail⁸, de l'éducation et formation professionnelle⁹, de la santé publique¹⁰, des réseaux transeuropéens¹¹, de l'industrie¹², de la cohésion économique et sociale¹³, de la recherche et développement technologique¹⁴, de l'environnement¹ et des mesures, conformément à la Deuxième Partie de la

¹ Cf. article 259 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 258, paragraphe 3 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

³ Cf. article 37, paragraphe 2 CE.

⁴ Cf. article 40, article 44, articles 93 à 95 CE.

⁵ Cf. article 71 CE.

⁶ Cf. article 129 CE.

⁷ Cf. article 137, paragraphe 2 CE.

⁸ Cf. article 141, paragraphe 3 CE.

⁹ Cf. article 149, paragraphe 4, article 150 paragraphe 4 CE.

¹⁰ Cf. article 152, paragraphe 4 CE.

¹¹ Cf. article 156 CE.

¹² Cf. article 157, paragraphe 3 CE.

¹³ Cf. article 159, paragraphe 3, article 161 paragraphe 1 CE.

¹⁴ Cf. article 166, paragraphes 1 et 4, article 172 CE.

présente Constitution, concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

(6)² Le Comité économique et social peut être consulté par le Parlement européen, le Conseil ou la Commission dans tous les autres cas où ils le jugent opportun.

Le Comité peut émettre un avis de sa propre initiative dans le cas où il le juge utile.

10.

11.

12. **Chapitre 8: Agences de l'Union**

Article 97 (Création des agences de l'Union; agence indépendante de concurrence)

(1) Dans l'exercice de ses missions, l'Union peut créer en cas de besoin des agences de l'Union et conférer la personnalité juridique par une loi de l'Union qui règle également le contrôle juridictionnel de ses mesures et la responsabilité pour celles-ci. Une telle loi de l'Union est adoptée, par dérogation à l'article 102, par le Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent et par le Conseil, statuant à l'unanimité.

(2) Le paragraphe 1 s'applique également si le Parlement et le Conseil, sur proposition du Parlement européen, créent une agence indépendante de concurrence de l'Union.

¹ Cf. article 175 CE.

² Cf. article 262, paragraphes 1 et 4 CE.

E. Titre V: La mise en œuvre des actions de l'Union¹

1. **Chapitre 1: Instruments de l'Union**

Article 98 (Catalogue des instruments de l'Union)²

(1) Dans les limites de ses compétences et conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, l'Union agit exclusivement par³:

(a) des lois de l'Union et des lois-cadres de l'Union adoptées par le pouvoir législatif de l'Union;

(b) des règlements de l'Union, adoptés par le pouvoir exécutif de l'Union¹;

(c) des décisions de l'Union;

(d) des recommandations de l'Union;

(e) des avis de l'Union.

(2) La loi de l'Union et le règlement de l'Union ont une portée générale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et ils sont directement applicables dans tout État membre.

(3) La loi-cadre de l'Union lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

(4) La décision de l'Union est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle

¹ Titre identique à celui de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

² Cf. article 249 CE. Voir également l'article 24 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

³ L'insertion d'«exclusivement» a pour effet de rendre exhaustive la liste des actes juridiques de l'Union. Cela signifie que tous les autres instruments actuellement utilisés dans le cadre du deuxième pilier (stratégies communes de la PESC, actions communes, positions communes, cf. articles 12-15 UE) et du troisième pilier (positions communes, décisions-cadres sans effets directs, cf. article 34 UE) devront, suite à l'extension des méthodes communautaires à tous les champs d'action de l'Union et à la simplification des procédés décisionnels, être supprimés.

désigne. Elle est notifiée à leurs destinataires et prend effet par cette notification².

(5) Des recommandations de l'Union et des avis de l'Union ne lient pas.

(6) Les dispositions du présent article n'affectent pas les pouvoirs réglementaires de la BCE conformément aux statuts du SEBC³.

Article 99 (Obligation de motivation)⁴

(1) De lois de l'Union, des lois-cadres de l'Union, des règlements de l'Union et des décisions de l'Union sont motivées et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis en exécution de la présente Constitution.

(2) La motivation doit expliquer, du point de vue des institutions qui ont agi, en quoi les conditions des principes de subsidiarité et de proportionnalité sont remplies⁵.

Article 100 (Exécution forcée des décisions de l'Union)⁶

(1) Les décisions de l'Union qui comprennent une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.

(2) L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'État membre sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet et dont il donnera connaissance à la Commission et à la Cour de justice de l'Union.

(3) Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut

¹ Cf. n° 10 et 12 du rapport Lamassoure.

² La 2^{ème} phrase est tirée de l'article 254, paragraphe 3 CE.

³ Cf. article 110 CE.

⁴ Cf. article 253 CE.

⁵ Voir la proposition faite dans le rapport final du Groupe de travail I «Subsidiarité» (Rapport final) sur laquelle s'est basée la Commission pour exiger que toutes les propositions législatives comportent une «fiche» de subsidiarité.

⁶ Cf. article 256 CE.

poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, suivant la législation nationale.

(4) L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice de l'Union. Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

2. Chapitre 2: La législation de l'Union¹

Article 101 (Principes de la législation ; législation dérivative)

(1) La législation de l'Union est régie par des lois de l'Union et des lois-cadres de l'Union.

(2) Des lois de l'Union et des lois-cadres de l'Union sont adoptées par le Parlement européen (Chambre des citoyens) conjointement avec le Conseil (Chambre des États) conformément à la procédure de codécision (article 102).

(3) La compétence d'établissement des règlements de l'Union est exercée par la Commission, si la présente Constitution le prévoit ou si une loi de l'Union y autorise la Commission. La Commission respecte à cet égard le contenu, l'objectif et les limites de l'autorisation².

Article 102 (Procédure de co-décision)³

(1) Des propositions des lois de l'Union et des lois-cadres de l'Union sont simultanément présentées au Parlement européen et au Conseil par la Commission

(2) Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis du Parlement:

- s'il approuve tous les amendements figurant dans l'avis du Parlement européen, peut arrêter l'acte proposé ainsi amendé,
- si le Parlement européen ne propose aucun amendement, peut arrêter l'acte proposé,
- dans les autres cas, arrête une position commune et la transmet au Parlement européen. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position commune.

Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement:

¹ Cf. article 25 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

² Cf. rapport Lamassoure, n° 10 et 12.

³ Cf. article 252 CE.

- (a) approuve la position commune ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé arrêté conformément à cette position commune;
- (b) rejette, à la majorité absolue des membres qui le composent, la position commune, l'acte proposé est réputé non adopté;
- (c) propose, à la majorité absolue des membres qui le composent, des amendements à la position commune, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.

(3) Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé arrêté sous la forme de la position commune ainsi amendée ; toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines, conformément à l'article 103.

Article 103 (Procédure de conciliation)¹

(1) Le comité de conciliation réunit les membres du Conseil et autant de représentants du Parlement européen. La majorité des membres respectivement délégués par le Conseil et le Parlement européen doit être nommée au début d'une législature comme membre permanent du comité de conciliation pour la durée de la législature.

La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.

(2) Le comité de conciliation a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun, à la majorité qualifiée des membres du Conseil et à la majorité des membres du Parlement européen.

¹ Cf. article 251, paragraphes 4 à 7 CE.

Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine la position commune sur la base des amendements proposés par le Parlement européen.

(3) Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun, à la majorité absolue des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil. En l'absence d'approbation par l'une ou l'autre des deux institutions dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.

(4) Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.

(5) Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Article 104 (Signature; publication; entrée en vigueur)¹

(1) Des lois de l'Union et des lois-cadres de l'Union sont signées par le président du Parlement européen et par le président du Conseil et publiées dans le Journal officiel de l'Union européenne. Elles entrent en vigueur à la date qu'elles fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

(2) Des règlements de l'Union sont signés par le président de la Commission et publiés dans le Journal officiel de l'Union européenne. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

3. Chapitre 3: Coopération renforcée²

¹ Cf. article 254 EC.

² **Cf. article 32 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents d'après lequel la «coopération renforcée» doit être reprise dans le titre V «La mise en œuvre des actions de l'Union».**

Article 105 (Conditions de coopération renforcée)

(1) Les États membres qui se proposent d’instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par la présente Constitution, à condition que la coopération renforcée envisagée:

- réunisse au minimum huit États membres;
- respecte la présente Constitution et les compétences exclusives de l’Union; et
- tende à favoriser la réalisation des objectifs de l’Union, à préserver et servir leurs intérêts et à renforcer leur processus d’intégration¹.

(2) Les coopérations renforcées ne peuvent être engagées qu’en dernier ressort, lorsqu’il a été établi au sein du Conseil que les objectifs qui leur sont assignés ne peuvent être atteints, dans un délai raisonnable, en appliquant les dispositions pertinentes de la présente Constitution².

(3) Les États membres qui se proposent d’instaurer entre eux une coopération renforcée dans des domaines visés par la présente Constitution adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres.

L’autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe³.

Article 106 (Délibération dans le cadre de la coopération renforcée; financement)

¹ Cf. article 43 UE et article 11, paragraphe 1 CE (dans leur version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 43 a) UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

³ Cf. article 11 CE et article 40 a) UE (dans leur version modifiée par le traité de Nice).

(1) Aux fins de l'adoption des actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre d'une coopération renforcée, les dispositions institutionnelles pertinentes de la présente Constitution s'appliquent. Toutefois, alors que tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, seuls ceux qui représentent des États membres participant à la coopération renforcée prennent part à l'adoption des décisions. De tels actes et décisions ne font pas partie de l'acquis de l'Union¹.

(2) Les États membres appliquent, dans la mesure où ils sont concernés, les actes et décisions pris pour la mise en œuvre de la coopération renforcée à laquelle ils participent. De tels actes et décisions ne lient que les États membres qui y participent et ne sont, le cas échéant, directement applicables que dans ces États. Les États membres ne participant pas à la coopération renforcée n'entravent pas sa mise en œuvre par les États membres qui y participent².

(3) Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement³.

Article 107 (Ouverture à tous les États membres; coordination)

(1) Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres. La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à encourager la participation du plus grand nombre possible d'États membres⁴.

(2) Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission statue à son sujet, ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires¹.

¹ Cf. article 44, paragraphe 1 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 44, paragraphe 2 UE.

³ Cf. article 44 a) UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

⁴ Cf. article 43 b) UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

(3) Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises sur la base de cette coopération renforcée, ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union et coopèrent à cet effet².

¹ Cf. article 11 a) CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 45 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

F. Titre VI: La vie démocratique de l'Union¹

Article 108 (Principe d'égalité démocratique des citoyens de l'Union)²

Tous les citoyens de l'Union sont égaux vis-à-vis des institutions de celle-ci.

Article 109 (Principe de démocratie participative)³

(1) Le système démocratique de l'Union est basé sur le principe de gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

(2) Les institutions de l'Union assurent un degré élevé de transparence permettant aux toutes sortes d'associations des citoyens, y compris des Églises et des communautés religieuses ainsi que des organisations non-confessionnelles de participer à la vie démocratique de l'Union.

(3) Les partis politiques posent leur organisation intérieure sur une base démocratique. Ils nomment leurs candidats pour le Parlement européen conformément aux procédures démocratiques. Une loi de l'Union, conformément à l'article 11, paragraphe 2, fixe le statut des partis politiques au niveau européen, notamment les règles relatives à leur financement.

Article 110 (Élections au Parlement européen)⁴

¹ Titre VI identique à celui proposé dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

² Identique à ce qui était proposé dans l'article 33 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Le point de savoir si cette nouvelle disposition n'est pas emprunte de la même bonne volonté que les droits à l'égalité des articles 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux, laquelle est insérée au début de cette Constitution, devait encore être discuté.

³ Identique à ce qui était proposé dans l'article 34 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Le paragraphe 1 reprend l'article 2 in fine de la Constitution de la République française où le fondement de la République est proclamé: «Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple». Le paragraphe 2 est tiré du bref résumé de l'article 34 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Le paragraphe 3 est tiré de l'article 191 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

⁴ Cf. article 190, paragraphe 4 CE. Selon l'article 35 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents, cette disposition devait renvoyer à un protocole qui devait lui-

(1) Au plus tard un an avant les premières élections européennes, le Parlement européen élabore un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres.

(2) Le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera des dispositions appropriées avant les premières élections européennes ayant lieu sous la présente Constitution.

Article 111 (Principe de publicité)

(1) Toutes les séances du Parlement européen sont publiques. Les procès-verbaux sont publiés.

(2) Lorsque le Conseil agit comme Chambre des États, il siège publiquement et ses procès-verbaux sont publiés.

Article 112 (Règles de vote au Parlement et au Conseil)¹

(1) Sauf dispositions contraires de la présente Constitution, le Parlement européen statue à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le règlement intérieur du Parlement européen fixe le quorum.

(2) Sauf dispositions contraires de la présente Constitution, le Conseil statue à la majorité des membres qui le composent.

Lorsqu'une délibération exige la majorité qualifiée du Conseil, l'avis conforme du Parlement, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, et qui représente cinquante pour cent de la population totale de l'Union, est nécessaire.

même fixer la procédure de vote.

¹ Cf. article 198 CE.

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.¹

(3) Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité².

(4) Au cas de coopération renforcée conformément aux articles 105 à 107, la majorité qualifiée visée au paragraphe 2 est définie comme la majorité des membres du Conseil, qui participent à la coopération renforcée et qui représentent cinquante pour cent de la population des États membres participant à la coopération renforcée. Pour arriver à l'unanimité, seuls les suffrages des membres du Conseil concernés sont considérés.

Article 113 (Programme législatif annuel; rapport général annuel)³

(1) Le 1^{er} novembre, la Commission transmet le programme législatif annuel de l'Union pour l'année suivante au Parlement européen, au Conseil, à chaque parlement national, au Comité des régions et au Comité économique et social.

(2) La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de l'Union.

(3) Le Parlement européen et le Conseil procèdent, en séance publique, à la discussion du programme législatif annuel et du rapport général annuel qui leur sont soumis par la Commission.

Article 114 (Médiateur)⁴

¹ Cf. article 206 CE.

² Cf. article 205, paragraphe 3 CE.

³ Cf. articles 200 et 212 EC.

⁴ **Cf. article 195 CE. Bien que non mentionné dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents, ce document de discussion considère le médiateur comme une institution d'une telle importance pour la vie démocratique de l'Union qu'il devrait être**

(1) Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles (article 43 de la Constitution).

Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution concernée, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire tenir son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution concernée. La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes.

Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes.

(2) Le médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice de l'Union, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

(3) Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

(4) Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil statuant à la majorité

inséré dans ce titre dans la Première Partie de la Constitution.

qualifiée.

G. Titre VII: Les finances de l'Union¹

Article 115 (Principes budgétaires)

(1) L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques².

(2) Toutes les recettes et les dépenses de l'Union doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget³.

(3) Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses⁴. Des déficits dans le budget de l'Union sont interdits.

Article 116 (Financement par des ressources propres)⁵

(1) Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

(2) Le montant total des ressources propres de l'Union est fixé dans une loi de l'Union. Par dérogation à l'article 102, une telle loi doit être approuvée par le Conseil, statuant à l'unanimité après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

(3) Constituent des ressources propres inscrites au budget de l'Union, les recettes provenant:

(a) des prélèvements, primes, montants supplémentaires ou compensatoires, montants ou

¹ **Titre VII identique à celui proposé dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

² Cf. article 6, paragraphe 4 UE.

³ Cf. article 268, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 268, paragraphe 3 CE. Voir également **l'article 39 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

⁵ **Cf. article 269 CE et la décision du Conseil du 31 octobre 1994 relative au système des ressources propres des Communautés européennes. Voir également l'article 38 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

éléments additionnels et des autres droits établis ou à établir par les institutions de l'Union sur les échanges avec les pays non membres dans le cadre de la politique agricole commune ainsi que des cotisations et autres droits prévus dans le cadre de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre;

(b) des droits du tarif douanier commun et des autres droits établis ou à établir par les institutions de l'Union sur les échanges avec les pays non membres;

(c) de l'application d'un taux uniforme valable pour tous les États membres à l'assiette harmonisée de la TVA, déterminée selon les règles de l'Union;

(d) de l'application d'un taux – à fixer dans le cadre de la procédure budgétaire compte tenu de toutes les autres recettes – à la somme des PNB de tous les États membres fixés conformément aux règles de l'Union;

(e) les recettes provenant de toutes nouvelles taxes établies dans le cadre d'une politique commune;

(f) les recettes provenant d'une taxe de l'Union, si elle est établie par une loi de l'Union; une telle loi de l'Union, par dérogation à l'article 102, doit être approuvée par le Conseil, statuant à l'unanimité après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

(4) Les ressources propres de l'Union sont limitées à 1,27 % du montant total des revenus nationaux bruts des États membres au prix du marché. Cette limite peut être amendée par une décision commune du Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent. Cette décision est soumise à la ratification des deux tiers des parlements nationaux.

(5) Des détails concernant le système de ressources propres sont fixées par une loi de l'Union.

Article 117 (Autorité budgétaire; procédure budgétaire)¹

¹ Le paragraphe 4 reprend l'article 270 CE. Le reste de la disposition est tiré de l'article 272 CE mais a

- (1) Le Parlement européen et le Conseil exercent l'autorité budgétaire à parts égales.
- (2) Sur la base des estimations qui sont effectuées par toutes les institutions de l'Union, la Commission propose au Parlement européen et au Conseil une minute budgétaire provisoire.
- (3) Le budget est adopté en commun par le Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, et par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.
- (4) En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte de l'Union, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas des mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de l'Union.
- (5) Les détails de la procédure budgétaire sont fixés par un accord inter-institutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

Article 118 (Reddition des comptes et décharge)¹

- (1) La Commission soumet chaque année au Conseil et au Parlement européen les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de l'Union.
- (2) Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, et après consultation de la Cour des comptes, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget.
- (3) Avant de donner décharge à la Commission, ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des

cependant été reformulé afin de refléter le nouveau principe exprimé dans le paragraphe 1. Voir également le n°35 du Document de Congrès du PPE, «Une Constitution pour une Europe forte»: «Le Parlement européen et le Conseil devraient partager les compétences budgétaires».

¹ Cf. articles 275 et 276 CE.

systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.

(4) La Commission met tout en œuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commissaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.

(5) À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait un rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires, et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

H. Titre VIII: Actions extérieures de l'Union¹

1. **Chapitre 1: Principes et objectifs**

Article 119 (Objectifs de toute action extérieure de l'Union)²

(1) L'action de l'Union sur la scène internationale s'inspirera des valeurs fondamentales suivantes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle visera à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité de la dignité humaine, l'égalité et la solidarité, et le respect du droit international conformément aux principes de la Charte des Nations unies. L'Union s'efforcera de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays et avec les organisations régionales ou mondiales qui partagent ces valeurs. Elle favorisera des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies.

(2) L'Union européenne définira et mènera des politiques communes et des actions de l'Union et œuvrera pour assurer un degré de coopération maximal dans tous les domaines des relations internationales afin de:

- (a) sauvegarder les valeurs communes, les intérêts fondamentaux, l'indépendance et l'intérêt de l'Union;
- (b) consolider et soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international;
- (c) préserver la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;
- (d) soutenir le développement économique et social durable des pays en développement dans le

¹ **Titre VIII identique à celui proposé dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Voir également le point n° 12 du rapport final du Groupe de travail VII «Action extérieure de l'UE» dans lequel «un seul ensemble de dispositions relatives à la négociation et à la conclusion des accords internationaux» est recommandé.**

² Libellé conseillé dans le rapport final du Groupe de travail VII «Action extérieure de l'UE» (Partie A), point n° 2.

but essentiel d'éradiquer la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu;

(e) encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international;

(f) élaborer des mesures internationales pour préserver l'environnement et les ressources naturelles mondiales et assurer un développement durable;

(g) aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes d'origine humaine ou naturelle;

(h) promouvoir un système international basé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.

(3) Ces principes s'appliquent à chaque action extérieure, soit des relations diplomatiques, la politique de sécurité, la défense, des relations économiques extérieures, la politique de coopération de développement ou les aspects extérieurs des politiques de l'Union.

Article 120 (Représentation extérieure de l'Union; organisations internationales)¹

(1) Dans ses relations extérieures, l'Union est représentée par la Commission. Cette tâche est en règle générale exercée par *le ministre européen pour les affaires extérieures* prévu à l'article 82, paragraphe 4.

(2) La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées², avec le Conseil européen³ et avec l'Organisation de coopération et de développement économique⁴. Elle assure en outre les liaisons opportunes avec

¹ **Comme proposé dans le bref résumé de l'article 41 dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents, cette disposition détermine qui représente l'Union dans ses relations internationales. Les relations extérieures étant, conformément à ce document de discussion, confiées à la Commission (au Ministre européen aux Relations extérieures, qui est un membre de la Commission), l'actuel Haut représentant de la PESC n'a plus de rôle à jouer.**

² Cf. article 302, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 303 CE.

⁴ Cf. article 304 CE.

toutes organisations internationales¹.

(3) Les États membres appuient l'Union à devenir membre à part entière dans des organisations internationales dont elle n'est pas encore membre, afin de mettre en œuvre le paragraphe 1.

²Jusqu'à ce qu'ils soient devenus membres à part entière de l'Union, les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions communes dans le cadre de la compétence de l'Union. Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les politiques communes.

Les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent informés ces derniers par le ministre européen pour les affaires extérieures de toute question présentant un intérêt commun.

(4) La Commission respecte les décisions prises et les accords conclus dans le cadre du présent Titre. Elle informe régulièrement le Parlement européen et le Conseil de l'état des relations extérieures de l'Union.

Article 121 (Loyauté et solidarité des États membres)³

(1) Les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.

(2) Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Article 122 (Cohérence de l'action extérieure; Service européen pour l'action extérieure;

¹ Cf. article 302, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 19 UE.

³ Cf. article 11, paragraphe 2 UE.

Délégations de l'Union)

(1)¹ Le Conseil et la Commission, notamment le ministre européen pour les affaires extérieures, prévu à l'article 82 alinéa 4, veillent au respect des objectifs et principes fixés aux articles 119 à 121. Ils veillent à l'unité, à la cohérence et à l'efficacité de l'action extérieure de l'Union ainsi qu'à la représentation extérieure efficace de l'Union, conformément à l'article 120, paragraphe 1.

(2)² Pour appuyer et faciliter les tâches visées au premier alinéa, un service commun, appelé « Service européen pour l'action extérieure » sera mis en place sous la direction du ministre européen pour les affaires extérieures. Il est composé de fonctionnaires de la Commission, du Secrétariat du Conseil et de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. Les détails seront fixés à une loi de l'Union.

(3)³ Les délégations de la Commission dans des pays tiers et des conférences internationales et leurs représentants auprès des organisations internationales sont placées sous l'autorité du ministre européen pour les affaires extérieures et sont renommées en « Délégations de l'Union ». Elles doivent être composées de fonctionnaires de la Commission, du Secrétariat du Conseil et de personnel détachés des service diplomatiques nationaux.

(4)⁴ Les délégations de l'Union et les services diplomatiques et consulaires des États membres coopèrent étroitement en échangeant des informations, faisant des appréciation communes et contribuant à la mise en œuvre de l'article 46 de la Charte des Droits fondamentaux.

Article 123 (École de diplomatie de l'Union européenne)⁵

(1) Une École de diplomatie de l'Union européenne est établie par une loi de l'Union.

(2) Elle doit compléter le système d'éducation diplomatique nationale par des cours et des unités d'entraînement qui se concentrent à la politique étrangère, aux intérêts et aux relations extérieurs.

¹ Cf. articles 11, paragraphe 2, alinéa 3 et 13, paragraphe 3, alinéa 3 UE.

² Cf. point n° 7-1 des recommandations dans le rapport final du Groupe de travail VII «Action extérieure de l'UE» (Partie A).

³ Cf. point n° 7-2 des recommandations dans le rapport final du Groupe de travail VII «Action extérieure de l'UE » (Partie A).

⁴ Cf. article 20 UE.

⁵ Cf. point n° 7-2 des recommandations dans le rapport final du Groupe de travail VII «Action extérieure de l'UE» (Partie A).

2. Chapitre 2: Conclusion d'accord internationaux

Article 124 (Accords avec des pays tiers et des organisations; participation du Parlement européen)¹

(1) Dans le cas où un accord avec un ou plusieurs États ou organisations internationales est négocié dans le domaine de l'Union, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires.

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux pour l'assister dans cette tâche. Ce comité est composé d'un nombre égale de représentants du Conseil et du Parlement européen.

(2) Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, qui peut être accompagnée d'une décision d'application provisoire avant l'entrée en vigueur, ainsi que la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après consultation et avis conforme du Parlement européen.

Le Conseil statue à l'unanimité et après consultation et avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, si un des accords suivants doit être conclu:

- accords désignés à l'article 135, paragraphes 2 et 3 ou autres accords établissant un cadre institutionnel spécial par la mise en place de procédures de coopération;
- accords ayant des implications budgétaires notables pour l'Union;
- accords, impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure visée à l'article 102;
- accords portant sur un domaine pour lequel l'unanimité au Conseil et l'avis conforme du

¹ **Cf. articles 133 et 300 CE qui seront regroupés et modifiés afin de permettre au Parlement européen de jouer un rôle plus important lorsqu'il exercera sa compétence pour conclure des traités. Ce Document de discussion adopte le point de vue selon lequel l'exercice de la compétence pour conclure des traités devrait, compte tenu de son importance**

Parlement est prévu pour l'adoption des règles internes;

- un accord concernant l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des Droits de l'Homme¹.

Les mêmes procédures sont applicables pour décider de la suspension de l'application d'un accord, ainsi que pour établir les positions à prendre au nom de l'Union dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

Le Conseil et le Parlement peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.

(3) Lors de la conclusion d'un accord, le Conseil peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, habiliter la Commission à approuver les modifications au nom de l'Union lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord. Le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.

(4) Lorsque le Conseil envisage de conclure un accord modifiant la présente Constitution, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article 143.

(5) Les accords conclus selon les conditions fixées au présent article lient les institutions de l'Union.

constitutionnelle, être insérer dans la Première Partie de la Constitution.

¹ Le Groupe de travail II «Charte» (rapport final, p.13) recommande «qu'une base juridique soit ajoutée à un endroit approprié du traité constitutionnel, qui permettrait à l'Union d'adhérer à la CEDH. Cette base juridique pourrait être formulée en termes assez simples. Cependant, vu l'importance constitutionnelle d'une éventuelle adhésion, il faudrait aussi spécifier que la signature et la conclusion du traité d'adhésion requièrent une décision prise par le Conseil à l'unanimité et l'avis conforme du Parlement européen; les procédures normales prévues pour les accords internationaux s'appliqueraient par ailleurs».

Article 125 (Accords internationaux dans le domaine monétaire et de système de taux de change; représentation extérieure; participation de la BCE)¹

(1) Par dérogation à l'article 124, le Conseil, statuant à l'unanimité sur recommandation de la BCE ou de la Commission, après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix et après consultation du Parlement européen, selon la procédure visée au paragraphe 3 pour les arrangements y mentionnés, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'euro, vis-à-vis des monnaies des pays tiers. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE ou de la Commission et après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut adopter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'euro dans le système des taux de change. Le président du Conseil informe le Parlement européen de l'adoption, de la modification ou de l'abandon des cours centraux de l'euro.

(2) En l'absence d'un système de taux de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies des pays tiers au sens du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, soit sur recommandation de la BCE, peut formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis de ces monnaies. Ces orientations générales n'affectent pas l'objectif principal de la BCE, à savoir le maintien de la stabilité des prix.

(3) Par dérogation à l'article 124, au cas où des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change doivent faire l'objet de négociations entre l'Union et un ou plusieurs États ou organisations internationales, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, décide des arrangements relatifs aux négociations et à la conclusion de ces accords. Ces arrangements doivent assurer que l'Union exprime une position unique, sans préjudice des attributions fixées à l'article 120, paragraphe 1 et à l'article 90.

Les accords conclus au titre du présent paragraphe sont contraignants pour les institutions de l'Union, pour la BCE et pour les États membres.

(4) La représentation extérieure dans le domaine de l'Union économique et monétaire est assurée

¹ Cf. article 111 CE.

par la Commission à l'égard de la politique économique¹, et par la BCE à l'égard de la politique monétaire². La Commission et la BCE décident ensemble, dans l'esprit de coopération sincère, aux détails et aux procédures de cette représentation extérieure, en respectant les exigences statutaires des organisations économique et monétaire internationales ainsi que l'indépendance de la BCE. Le Parlement européen et le Conseil sont informés régulièrement sur les mesures extérieures dans le domaine de l'Union économique et monétaire.

Article 126 (Relation aux traités précédents des États membres; Union des pays du Benelux)¹

(1) Les droits et obligations de conventions conclues antérieurement au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États membres adhérents, antérieurement à la date de leur adhésion, entre un ou plusieurs États membres, d'une part, et un ou plusieurs États tiers, d'autre part, ne sont pas affectés par les dispositions de la présente Constitution.

(2) Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec la présente Constitution, le ou les États membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin et adoptent, le cas échéant, une attitude commune.

(3) Dans l'application des conventions visées au premier paragraphe, les États membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans la présente Constitution par chacun des États membres font partie intégrante de l'établissement de l'Union et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions communes, à l'attribution de compétences en leur faveur et à l'octroi des mêmes avantages par tous les autres États membres.

(4) Les dispositions de la présente Constitution ne font pas obstacle à l'existence et à

¹ Cf. article 111, paragraphe 4 CE qui a abandonné cette question d'une décision du Conseil. Pourtant le Conseil n'a jusqu'à maintenant pris aucune décision de la sorte en raison de la difficulté de la matière. Ce document de discussion plaide de ce fait pour un règlement de cette question par la Constitution elle-même afin de garantir une représentation extérieure efficace également dans les domaines économiques et financiers. Voir également le rapport final du Groupe de travail VI «Gouvernance économique», p. 8: «Le groupe reconnaît qu'il conviendrait d'améliorer l'efficacité du système informel actuel (qui découle du fait que les dispositions de l'article 111, paragraphe 4 du traité CE n'ont pas été mises en œuvre) pour représenter la zone euro au sein des organisations internationales».

² Cf. article 6 statuts SBCE.

l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application de la présente Constitution.

3. Chapitre 3: La politique étrangère et de sécurité commune

Article 127 (Portée de la politique étrangère et de sécurité commune)

(1)² La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union inclut l'ensemble des questions relatives à la politique étrangère et de sécurité, y compris une défense commune par des forces militaires européennes qui sont crédibles, disponibles et effectives³.

(2)⁴ La politique étrangère et de sécurité commune inclut également les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.

⁵ En outre, elle peut comprendre l'utilisation des moyens militaires, notamment dans le but de la prévention des conflits, des actions conjointes en matière de désarmement, le conseil et l'assistance en matière militaire, des opérations de stabilisation à la fin des conflits et le soutien à la demande des autorités d'un pays tiers dans la lutte contre le terrorisme.

(3)⁶ La politique de l'Union au sens du présent chapitre n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du Traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation de traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

¹ Cf. articles 306 et 307 CE.

² Cf. article 17, paragraphe 1, alinéas 1 et 3 UE.

³ Reprend ce que l'on a appelé «l'objectif global d'Helsinki».

⁴ Cf. article 17, paragraphe 2 UE.

⁵ Cette extension de la description des «missions de Petersberg» est recommandée au n° 51 du rapport final du Groupe de travail VIII «Défense».

⁶ Cf. article 17, paragraphe 1, alinéa 2 UE.

(4)¹ Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs États membres au niveau bilatéral, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de l'OTAN, dans la mesure où cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue au présent chapitre ni ne l'entrave.

Article 128 (Politique en matière d'armements commune; agence européenne d'armement et de recherche stratégique)

(1)² La défense commune de l'Union est étayée par une politique en matière d'armements commune.

(2)³ À cet effet, une loi de l'Union établit une agence européenne d'armement et de recherche stratégique, conformément à l'article 95. Les premières tâches de l'agence seraient de veiller à satisfaire les besoins opérationnels par la promotion d'une politique d'acquisition harmonisée des États membres, de soutenir la recherche en matière de technologie de la défense, y compris en matière de systèmes spatiaux militaires, et de renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense de l'Union. L'agence devrait se baser sur des formes de coopération en matière d'armements déjà existantes entre des États membres.

Article 129 (Procédure de délibération dans le cadre du Chapitre PESC)

(1)⁴ Le Conseil Européen définit, statuant sur proposition du Conseil, du ministre européen pour les affaires extérieures ou d'un État membre, les objectifs et les intérêts stratégiques de l'Union et détermine les principes et les orientations générales de l'action de l'Union.

(2)⁵ Le Conseil prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des orientations générales définies par le

¹ Cf. article 17, paragraphe 4 UE.

² Cf. article 17, paragraphe 1, alinéa 3 UE.

³ Cf. la recommandation dans le n°64 du rapport final du Groupe de travail VIII «Défense».

⁴ Cf. article 13, paragraphe 1 UE.

⁵ Cf. article 13, paragraphe 3 et article 15 UE.

Conseil européen. Le Conseil définit notamment le programme de l'Union à l'égard d'une matière particulière de nature géographique ou thématique.

(3) Le ministre européen pour les affaires extérieures participe sans droit de vote à toutes les séances du Conseil du présent chapitre.

(4) Les décisions relevant du présent chapitre sont prises par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition du ministre européen pour les affaires extérieures.

¹Toutefois, les décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense sont prises par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition du ministre européen pour les affaires extérieures ou d'un État membre. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption de ces décisions.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent paragraphe, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers de la population de l'Union, la décision n'est pas adoptée.

(5)² Dans les cas exigeant une décision rapide, notamment en matière de gestion de crises³, le ministre européen pour les affaires extérieures convoque, soit d'office, soit à la demande du Conseil, de la Commission ou d'un État membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.

Article 130 (Mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune)

¹ Cf. article 23, paragraphe 1 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

² Cf. article 22, paragraphe 2 UE.

³ Cf. n°52 b) du rapport final du Groupe de travail VIII «Défense» qui recommande le renforcement du rôle du Haut Représentant (ou de la personne qui le remplace), en particulier en matière de gestion de crises.

(1)¹ Le ministre européen pour les affaires extérieures a la responsabilité de la mise en œuvre des décisions prises en vertu du présent chapitre; à ce titre, il exprime, en principe, la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales, sous réserve de l'article 120, paragraphes 1 et 3.

(2)² Le Conseil peut, sur proposition du ministre européen pour les affaires extérieures, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières.

Article 131 (Comité politique et de sécurité)³

(1) Un Comité politique et de sécurité suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci, du ministre européen pour les affaires extérieures ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en œuvre des politiques convenues, sans préjudice des compétences du ministre européen pour les affaires extérieures.

(2) Dans le cadre du présent chapitre, le Comité exerce, sous la responsabilité du ministre européen pour les affaires extérieures, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise.

(3) Le Conseil, sur proposition du ministre européen pour les affaires extérieures, peut autoriser le Comité, aux fins d'une opération de gestion de crise et pour la durée de celle-ci, telles que déterminées par le Conseil, à prendre les décisions appropriées concernant le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération.

¹ Cf. article 18, paragraphe 2 UE.

² Cf. article 18, paragraphe 5 UE.

³ Cf. article 25 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

Article 132 (Conseil de Sécurité des Nations Unies)¹

(1) Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés.

(2) Les États membres qui sont membres permanents du Conseil de Sécurité veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies.

Article 133 (Participation du Parlement européen)²

(1) Le ministre européen pour les affaires extérieures consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération.

(2) Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par le ministre européen pour les affaires extérieures de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité de l'Union.

(3) Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du ministre européen pour les affaires extérieures. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Article 134 (Dispositions financières particulières)

(1)³ Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget de l'Union, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.

¹ Cf. article 19, paragraphe 2, alinéa 2 UE.

² Cf. article 21 UE.

³ Cf. article 28, paragraphe 3, alinéa 1 UE.

(2)¹ Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article 129, paragraphe 4, alinéa 3, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

I. Titre IX : L'Union et son environnement proche²

Article 135 (Association des pays et territoires d'outre-mer; partenariat européen; association avec des pays tiers et des organisations internationales)

(1)³ Les pays et territoires non-européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières, sont associés à l'Union conformément aux dispositions de la Deuxième Partie de la présente Constitution. Ces pays et territoires sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe II de la présente Constitution.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et l'Union.

Conformément aux principes de l'Union, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ce pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

(2) L'Union peut conclure des accords spéciaux avec ses voisins («partenariat européen»), qui peuvent viser à l'élargissement d'une ou de toutes les règles concernant le marché intérieur ou les politiques de l'Union, mais également l'établissement d'institutions communes⁴.

(3) L'Union peut conclure avec un ou plusieurs États membres ou organisations internationales

¹ Cf. article 28, paragraphe 3, alinéa 2 UE.

² **Comme proposé par le titre IX de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

³ Cf. article 182 CE.

⁴ **Suit le bref résumé de l'article 42 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents, qui prévoit la possibilité d'une «relation privilégiée entre l'Union et les États voisins». Voir également le n° 6 du Document de Congrès du PPE, «Une Constitution pour une Europe forte», dans lequel le PPE propose la création d'un «Partenariat européen» semblable à l'Espace économique européen mais incluant une composante politique.**

des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières¹.

¹ Cf. article 310 CE.

J. Titre X: L'appartenance à l'Union¹

Article 136 (Ouverture aux nouveaux États membres)²

L'Union est ouverte à tous les États européens qui partagent ses valeurs et désirent les poursuivre ensemble, qui respectent strictement la Charte des Droits fondamentaux et qui acceptent les règles d'action de l'Union.

Article 137 (Adhésion des nouveaux États membres)³

(1) Une demande d'adhésion à l'Union doit être adressée à la Commission.

(2) Les conditions de l'admission font l'objet d'un accord entre l'Union et l'État demandeur. Par dérogation à l'article 124, ledit accord est soumis à une délibération unanime du Conseil à l'avis conforme des deux tiers des membres du Parlement européen.

(3) L'article 143 s'applique aux accommodations de la présente Constitution, qui entraîne une telle admission. La procédure visée à l'article 143, paragraphe 2 peut être raccourcie à six mois sur proposition de la Commission avec l'approbation du Conseil et après avis conforme du Parlement européen.

¹ Reprend le titre X «L'appartenance à l'Union» de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Ce document de discussion ne prévoit volontairement aucune procédure pour un retrait volontaire, comme cela a été suggéré dans l'article 46 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. Tout d'abord, la nécessité et l'attrait d'une telle procédure qui ne fait pas partie de l'acquis communautaire-doivent encore être discutés. En second lieu, l'effet d'un droit de retrait sur la nature de l'Union et sur l'obligation mutuelle de solidarité devrait être pris en considération. Troisièmement, la compatibilité d'une telle procédure avec d'autres dispositions de cette Constitution devrait être analysée, en particulier avec les dispositions qui proclament l'«irréversibilité» et l'«irrévocabilité» de la troisième étape de l'Union économique et monétaire (voir le protocole de transition vers la troisième étape de l'Union économique et monétaire). Quatrièmement: si un droit de retrait était inscrit dans la Constitution, la possibilité d'exclure un membre devrait aussi être étudiée - l'acquis ne prévoit actuellement qu'une suspension des droits attachés à la qualité de membre, ce qui n'affecte pas la qualité de membre de l'Union en elle-même. Toutes ces questions litigieuses devraient être discutées globalement à l'Assemblée plénière de la Convention. Ce Document de discussion n'envisage un droit spécial de retrait que pour des raisons pratiques à propos de futures modifications de la Constitution.

² Cf. article 49, paragraphe 1, 1^{ère} phrase UE et article 43 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

³ Cf. article 49, paragraphe 1, 2^{ème} phrase et paragraphe 2 UE ainsi que l'article 44 de l'avant-

Article 138 (Suspension des droits liés à la qualité de membre de l'Union)¹

(1) Sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après avis conforme du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre de principes énoncés à l'article 57, paragraphe 1, et lui adresser des recommandations appropriées. Avant de procéder à cette constatation, le Conseil entend l'État membre en question et peut, statuant selon la même procédure, demander à des personnalités indépendantes de présenter dans un délai raisonnable un rapport sur la situation dans l'État membre en question.

Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.

(2) Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à l'article 57, paragraphe 1, après avoir invité le gouvernement de cet État membre à présenter toute observation en la matière.

(3) Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application de la présente Constitution à l'État membre en question, y compris les droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

¹ Cf. article 7 UE (dans sa version modifiée par le traité de Nice) et article 309 CE.

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre de la présente Constitution restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

(4) Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 3 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

(5) Aux fins du présent article, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2. L'article 112, paragraphe 2 s'applique sans tenir compte de l'État membre en question.

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension de vote conformément au paragraphe 3.

(6) Aux fins des paragraphes 1 et 2, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.

K. Titre XI : Dispositions générales et finales¹

Article 139 (Continuité juridique par rapport aux Communautés européennes et à l'Union européenne)²

(1) L'Union européenne instituée par la présente Constitution est visée à être le successeur immédiat de la Communauté européenne, de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de l'Union européenne instituée par la le Traité de Maastricht.

(2) Lorsque la présente Constitution entre en vigueur, la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique sont liquidées. L'Union européenne assume tous les biens et les obligations de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

(3) La présente Constitution est basée sur et remplace le Traité instituant la Communauté européenne, le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, le Traité sur l'Union européenne ainsi que tous les amendements constitutionnels et tous les accords d'adhésion. Elle maintient complètement l'acquis communautaire crée par ces Traités et le développe encore à une Union constitutionnelle³.

Article 140 (Application territoriale de la Constitution)⁴

(1) La présente Constitution s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au

¹ Troisième partie identique à celle proposée dans l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. La numérotation des articles suivants dépendra de la longueur et de la position définitive du deuxième titre de la Constitution.

² Cf. article x de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents. La suppression des traités précédents est déjà réglementée, dans ce document de discussion, à l'article 56, paragraphe 3 de la Constitution.

³ Cf. article x de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents qui doit réglementer la suppression des traités précédents.

⁴ Articles 299 CE, 198 EURATOM. Cf. article x+1 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

Royaume des Pays-Bas, à la République d’Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord. *[Les pays d’admission seront ajoutés après l’accomplissement de l’admission]*.

(2) Les dispositions de la présente Constitution sont applicables aux départements français d’outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries.

Toutefois, compte tenu de la situation économique et sociale structurelle des départements français d’outre-mer, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l’insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d’un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, des mesures spécifiques sont prises par une loi de l’Union visant, en particulier, à fixer les conditions de l’application de la présente Constitution à ces régions, y compris les politiques communes.

La loi de l’Union visée au deuxième alinéa tient compte des domaines tels que les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l’agriculture et de la pêche, les conditions d’approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides accordées par les États, et les conditions d’accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de l’Union.

La loi de l’Union visée au deuxième alinéa tient compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultra périphériques sans nuire à l’intégrité et à la cohérence de l’ordre juridique de l’Union, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

(3) Les pays et territoires d’outre-mer dont la liste figure à l’annexe I de la présente Constitution font l’objet du régime spécial d’association défini à l’article 135, paragraphe 1 et dans la Deuxième Partie de la présente Constitution.

La présente Constitution ne s’applique pas aux autres pays et territoires d’outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste précitée.

(4) La présente Constitution s’applique aux territoires européens dont un État membre assume

les relations extérieures.

(5) La présente Constitution s'applique aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

(6) Par dérogation aux paragraphes précédents :

(a) la présente Constitution ne s'applique pas aux îles Féroé;

(b) la présente Constitution ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;

(c) la présente Constitution ne s'applique pas aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.

Article 141 (Régime de la propriété)¹

La présente Constitution ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États membres.

Article 142 (Deuxième Partie et protocoles comme partie intégrante de la présente Constitution)²

(1) La Deuxième Partie de la présente Constitution et les protocoles annexés à la présente Constitution (annexe I) font partie intégrante de la présente Constitution, auxquels la procédure d'amendement conformément à l'article 143 est applicable, lorsque la présente Constitution n'en dispose pas autrement.

¹ Cf. article 295 CE. Cette disposition importante n'est pas contenue dans l'actuel avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

² Cf. article 311 CE. Cf. article x+2 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

(2) Des références au Traité sur l'Union européenne ou aux Traités instituant les Communautés européennes compris dans lesdits protocoles, sont regardées comme références aux dispositions correspondantes de la présente Constitution.

Article 143 (Procédure de révision de la Constitution)¹

(1) Le gouvernement d'un État membre, le Parlement européen et la Commission peuvent présenter des proposition de révision de la Constitution au Conseil.

(2) La révision de la Constitution est préparée par une Convention constitutionnelle, qui est convoquée par le Conseil, après consultation du Parlement européen et de la Commission et qui rédige dans un an un document final contenant une proposition de texte concrète.

La Convention constitutionnelle est composée comme suit:

- un président de la Convention, désigné par le Conseil après l'avis conforme du Parlement;
- un représentant, délégué par le gouvernement de chaque État membre;
- deux représentants, délégués par les parlements nationaux de chaque État membre;
- 54 membres² du Parlement européen;
- quatre membres de la Commission européenne.

Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, un délégué de la BCE participe également à la Convention constitutionnelle³.

Le président de la Cour de justice européenne, le président de la Cour des comptes, le président

¹ **Reprend la méthode de la Convention dans la Constitution, ainsi que l'avait suggéré le Groupe de travail IV «Le rôle des Parlements nationaux» (rapport final, n° 28). Voir également l'article x+3 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

² Avec une Union comportant actuellement 15 États membres, le Parlement européen peut envoyer 30 représentants à la Convention. Dans une Union avec 27 membres, ce nombre serait de 54.

³ Cf. article 48, paragraphe 2, 2^{ème} phrase UE.

du Comité des régions, le président du Comité économique et social et le médiateur peuvent déléguer un observateur à la Convention constitutionnelle.

(3) L'amendement constitutionnel adopté par la Convention constitutionnelle doit être confirmé par une conférence des représentants des gouvernements des États membres qui sont convoquées par le président du Conseil immédiatement comme suite à la Convention.

(4) L'amendement constitutionnel entre en vigueur après avis conforme du Parlement européen et la ratification de la majorité des États membres représentant quatre cinquièmes de la population de l'Union, conformément à leurs dispositions constitutionnelles respectives¹.

Article 144 (Période de validité)²

La présente Constitution est établie pour une durée illimitée.

Article 145 (Ratification de la Constitution ; entrée en vigueur)³

(1) La présente Constitution sera ratifiée par les hautes parties contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

(2) Pour les États membres qui ont ratifié, la présente Constitution entre en vigueur au premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le douzième à cette formalité. Les autres États membres doivent se décider dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Constitution, s'ils veulent être membres de l'Union sur la base de la présente Constitution ou quitter l'Union. Des accords d'association spéciaux (article 116) sont conclus avec des États membres qui décident à quitter l'Union⁴.

¹ Cf. article 47 du rapport Hermann du Parlement européen. **Devait encore être discuté.**

² **Cf. article 312 CE. Voir également l'article x+5 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

³ **Cf. article 52 UE. Voir également l'article 47 du rapport Hermann du Parlement européen. Une clause de ratification est également prévu à l'article x+4 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.**

⁴ **Devait encore être discuté.**

Article 146 (Texte authentique)

(1) La présente Constitution rédigée en un exemplaire unique en langue *tchèque*, danoise, néerlandaise, anglaise, *estonienne*, finnoise, française, allemande, grecque, *hongroise*, irlandaise, italienne, *lettonne*, *lituanienne*, *maltaise*, *polonaise*, portugaise, *slovaque*, *slovène*, espagnole et suédoise, les textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires¹.

(2) Chaque citoyen de l'Union reçoit de l'État membre où il réside, une copie gratuite de la présente Constitution dans la langue officielle ou des langues officielles de cet État membre.

Fait à Rome, le _____ 2003

¹ Cf. article 314 CE. Voir également l'article x+6 de l'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents.

III. Deuxième Partie¹: **règlements spéciaux et d'exécution**

¹ L'avant-projet de Traité constitutionnel de la Conférence des présidents propose comme titre pour la Deuxième Partie «Les politiques et la mise en œuvre des actions de l'Union». En raison de la proposition de ce document de discussion d'inclure toutes les questions relatives aux pouvoirs (y compris concernant les compétences et les fondements juridiques faisant autorité) dans la Première Partie de la Constitution, le titre «Dispositions spéciales et de mise en œuvre» apparaît plus convenable. Ce document de discussion reprend dans la Deuxième Partie les dispositions de l'acquis communautaire qui n'ont pas été incluses dans la Première Partie afin de parvenir à un texte constitutionnel court et précis. La Deuxième Partie comprend des dispositions spéciales relatives au marché intérieur ainsi qu'à certains domaines d'action spéciaux de l'Union, comme par exemple l'UEM ou la politique commune extérieure et de défense, pour lesquels des règles et des procédures spéciales sont applicables. Les notes de bas de page indiquent l'origine des dispositions dans l'acquis communautaire;

les formulations s'écartant de l'acquis sont signalées *en italique*.

A. Titre I: Marché intérieur¹

1. **Chapitre 1: Libre circulation des personnes et des services**

Article II-1 (Travailleurs)²

(1) La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de *l'Union*.

(2) Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

(3) Elle comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

(a) de répondre à des emplois effectivement offerts;

(b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres;

(c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux;

(d) de demeurer, dans des conditions, qui feront l'objet de règlements d'application établis par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

(4) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

Article II-2 (Liberté d'établissement)

¹ Ce Document de discussion propose à remplacer «marché commun» par «marché intérieur» partout dans la Constitution. Voir la note de bas de page à l'article 59 de la Constitution.

² Cf. article 39 CE.

(1)¹ Dans le cadre des dispositions visées ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

(2)² La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de *l'article II-4*, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du Chapitre relatif aux capitaux.

(3)³ Les prescriptions du présent *article* et les mesures prises en vertu de celles-ci ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

(4)⁴ Sont exceptées de l'application des dispositions du présent *article*, en ce qui concerne l'État membre intéressé, les activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.

Article II-3 (Liberté de prestation de services)

(1)⁵ Dans le cadre des dispositions visées ci-après, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de *l'Union* sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un pays de *l'Union* autre que celui du destinataire de la prestation.

Une *loi de l'Union* peut étendre le bénéfice de cette disposition aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers, établis à l'intérieur de l'Union.

¹ Cf. article 43, alinéa 1 CE.

² Cf. article 43, alinéa 2 CE.

³ Cf. article 46, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 45, alinéa 1 CE.

⁵ Cf. article 49 CE.

(2)¹ Au sens de la présente *Constitution*, sont considérées comme « services » les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les «services» comprennent notamment:

- (a) des activités de caractère industriel;
- (b) des activités de caractère commercial;
- (c) des activités artisanales;
- (d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice des dispositions de *l'article* relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans le pays où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ce pays impose à ses propres ressortissants.

(3)² Les dispositions de *l'article II-2 paragraphe 3 et 4* sont applicables à la matière régie par le présent *article*.

(4)³ La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par les dispositions du *Chapitre* relatif aux transports et *les dispositions de la politique commune de transports*.

Article II-4 (Applicabilité aux sociétés)⁴

(1) Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de *l'Union* sont assimilées, pour l'application des dispositions des *articles II-2 et II-3*, aux personnes

¹ Cf. article 50 CE.

² Cf. article 55 CE.

³ Cf. article 51, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 48, alinéa 1 CE.

physiques ressortissantes des États membres.

(2) Par « sociétés », on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

2. Chapitre 2: Libre circulation des marchandises

Article II-5 (Union douanière)

(1)¹ *L'Union* est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.

(2)² Les dispositions des *articles II-6 et II-8* s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

(3)³ Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

Article II-6 (Interdiction de droits de douane)⁴

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère

¹ Cf. article 23, paragraphe 1 CE.

² Cf. article 23, paragraphe 2 CE.

³ Cf. article 24 CE.

⁴ Cf. article 25 CE.

fiscal.

Article II-7 (Interdiction de restrictions quantitatives)

(1)¹ Les restrictions quantitatives à l'importation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

(2)² Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

(3)³ Les dispositions des *paragraphes 1 et 2* ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale.

Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

Article II-8 (Aménagement des monopoles nationaux)⁴

(1) Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

¹ Cf. article 28 CE.

² Cf. article 29 CE.

³ Cf. article 30 CE.

⁴ Cf. article 31 CE.

(2) Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au paragraphe 1 ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

(3) Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application des règles du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

3. Chapitre 3: Capitaux et paiements

Article II-9 (Capitaux et paiements)

(1)¹ Dans le cadre des dispositions du présent *article*, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

(2)² Dans le cadre des dispositions du présent *article*, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

(3)³ Les dispositions *des paragraphes 1 et 2* ne portent pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit communautaire en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

(4)⁴ Les dispositions *des paragraphes 1 et 2* ne portent pas atteinte au droit qu'ont les États membres:

¹ Cf. article 56, paragraphe 1 CE.

² Cf. article 56, paragraphe 2 CE.

³ Cf. article 57, paragraphe 1 CE.

⁴ Cf. article 58, paragraphe 1 CE.

(a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;

(b) de prendre toutes les mesures indispensables pour faire échec aux infractions à leurs lois et règlements, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.

(5)¹ Les dispositions du présent *article* ne préjugent pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec la présente *Constitution*.

(6)² Les mesures et procédures visées aux *paragraphes 4 et 5* ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie *aux paragraphes 1*.

4. **Chapitre 4: Règles de concurrence**

Article II-10 (Interdiction des ententes)¹

(1) Sont incompatibles avec *le marché intérieur* et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur *du marché intérieur*, et notamment ceux qui consistent à:

(a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction;

¹ Cf. article 58, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 58, paragraphe 3 CE.

- (b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements;
- (c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement;
- (d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- (e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

(2) Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

(3) Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables:

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises,

et

- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- (a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;
- (b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

¹ Cf. article 81 CE.

Article II-11 (Interdiction d'exploitation abusive d'une position dominante)¹

Est incompatible avec *le marché intérieur* et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur *le marché intérieur* ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- (a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- (b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs;
- (c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- (d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

¹ Cf. article 82 CE.

Article II-12 (Autorité exclusive de la Commission)¹

(1) La Commission veille à l'application des principes fixés par les *articles II-10 et II-11*. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

(2) S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission constate l'infraction aux principes par une décision motivée. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les mesures nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

(3) *Les paragraphes 1 et 2 sont applicables sans préjudice à une Loi d'Union que contient des règles plus précis permettant à la Commission de s'adresser aux autorités compétentes nationales pour la surveillance des ententes.*

Article II-13 (Entreprises publiques)²

(1) Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux règles de la présente *Constitution*, notamment à celles prévues à l'*article 22 paragraphe 2 et aux articles II-10 à II-15 inclus*.

(2) Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles de la présente *Constitution*, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'*Union*.

(3) La Commission veille à l'application des dispositions du présent article et adresse, en tant

¹ Cf. article 85 CE. Le renvoi dans le paragraphe 1 à l'article 84 CE a été supprimé et - compte tenu des évolutions actuelles de la législation européenne sur les cartels - et remplacé par un nouveau paragraphe 3.

² Cf. article 86 CE.

que de besoin, les directives ou décisions appropriées aux États membres.

Article II-14 (Aides accordées par les États)¹

(1) Sauf dérogations prévues par la présente *Constitution*, sont incompatibles avec *le marché intérieur*, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

(2) Sont compatibles avec *le marché intérieur*:

- (a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits;
- (b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires;
- (c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la République fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.

(3) Peuvent être considérées comme compatibles avec *le marché intérieur*:

- (a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi;
- (b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre;
- (c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elle n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure

¹ Cf. article 87 CE.

contraire à l'intérêt commun;

- (d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans *l'Union* dans une mesure contraire à l'intérêt commun;
- (e) les autres catégorie d'aides déterminées par décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

Article II-15 (Procédure de surveillance des aides accordées par les États)¹

(1) La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du *marché intérieur*.

(2) Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le *marché intérieur* aux termes de *l'article II-14*, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle décide que l'État intéressé doit la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État intéressé peut saisir directement la Cour de justice de l'Union, par dérogation à *l'article 84 a*).

Sur demande d'un État membre, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le *marché intérieur*, en dérogation des dispositions de *l'article II-14* ou des *règlements d'exécution de l'Union visés à Artikel II-14*, si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

¹ Cf. article 88 CE.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

(3) La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec *le marché intérieur*, aux termes de l'article II-14, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

5. Chapitre 5: Dispositions fiscales

Article II-16 (Interdiction d'imposition discriminatoire à l'importation)¹

(1) Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

(2) En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

Article II-17 (Interdiction d'imposition discriminatoire à l'exportation)²

Les produits exportés vers le territoire d'un des États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article II-18 (Autorisation d'exonérations, de remboursements et de taxes de compensation)¹

¹ Cf. article 90 CE.

² Cf. article 91 CE.

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les mesures envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par une *loi de l'Union*.

6. Chapitre 6: Rapprochement des législations

Article II-19 (Procédure d'Union de contrôle)²

(1) Si, après l'adoption par *le législateur de l'Union* ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à *l'article II-7 paragraphe 3* ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

(2) En outre, sans préjudice du *paragraphe 1*, si, après l'adoption par *le législateur de l'Union* ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les mesures envisagées ainsi que les raisons de leur adoption.

(3) Dans un délai de six mois après les notifications visées aux *paragrophes 2 et 3*, la Commission approuve ou rejette les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

¹ Cf. article 92 CE.

² Cf. article 95, paragraphes 4 à 10 inclus CE.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux *paragraphes 2 et 3* sont réputées approuvées. Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

(4) Lorsque, en application du *paragraphe 3*, un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

(5) Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées au *législateur de l'Union*.

(6) Par dérogation à la procédure visée à *l'article 84 a)*, la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice de l'Union s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

(7) Les mesures d'harmonisation visées ci-dessus comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à *l'article II-7 paragraphe 3*, des mesures provisoires soumises à une procédure *de l'Union* de contrôle.

7. Chapitre 7: Agriculture et pêche

Article II-20 (Applicabilité de règles du marché intérieur à l'agriculture et à la pêche)

(1)¹ Le *marché intérieur* s'étend à l'agriculture, à la *pêche* et au commerce des produits agricoles. Par « produits agricoles », on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche,

ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.

Une loi de l'Union détermine la liste de tels produits.

(2)² Sauf dispositions contraires des *articles II-21 à II-26 inclus*, les règles prévues pour l'établissement du *marché intérieur* sont applicables aux produits agricoles.

(3)³ Le fonctionnement et le développement du *marché intérieur* pour les produits agricoles doivent s'accompagner de *l'établissement et de la mise en œuvre de la politique agricole commune*.

Article II-21 (Objectifs particuliers de la politique agricole commune)⁴

(1) La politique agricole commune a pour but:

- (a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimal des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre;
- (b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture;
- (c) de stabiliser les marchés;
- (d) de garantir la sécurité des approvisionnements;
- (e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.

(2) Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:

¹ Cf. article 32, paragraphes 1 et 3 inclus CE.

² Cf. article 32, paragraphe 2 CE.

³ Cf. article 32, paragraphe 4 CE.

⁴ Cf. article 33 CE.

- (a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles;
- (b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns;
- (c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Article II-22 (Organisation commune des marchés agricoles)¹

(1) En vue d'atteindre les objectifs prévus à l'article II-21, il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes visées ci-après:

- (a) des règles communes en matière de concurrence;
- (b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché;
- (c) une organisation européenne du marché.

(2) L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article II-21, notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à l'article II-21 et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de l'Union.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

¹ Cf. article 34 CE.

(3)¹ *Le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (section « orientation et garantie ») contribue, conformément aux conditions déterminées par une loi de l'Union, à atteindre les objectifs de la politique commune agricole.*

Article II-23 (Mesures supplémentaires)²

(1) Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à l'article II-21, il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- (a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun;
- (b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Article II-24 (Applicabilité des règles de concurrence à l'agriculture)¹

(1) Les dispositions du chapitre relatif aux règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par une loi de l'Union, compte tenu des objectifs énoncés à l'article II-21.

Une telle loi de l'Union peut notamment autoriser l'octroi d'aides:

- (a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles;
- (b) dans le cadre de programmes de développement économique.

¹ Cf. articles 34, paragraphe 3 et 162, paragraphe 2 CE.

² Cf. article 35 CE.

Article II-25 (Substitution aux organisations nationales d'une organisation commune)

(1)² *Les propositions de la Commission* en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à l'article II-22, ainsi que la mise en œuvre des mesures spécialement mentionnées au présent *Chapitre*, doivent tenir compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent *Chapitre*.

(2)³ L'organisation commune prévue à l'article II-22, peut être substituée aux organisations nationales du marché par *une loi de l'Union*:

(a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et

(b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de l'*Union* des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

(3)⁴ S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits des transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de l'*Union*.

Article II-26 (Taxe compensatoire)⁵

(1) Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée

¹ Cf. article 36 CE.

² Cf. article 37, paragraphe 2 CE.

³ Cf. article 37, paragraphe 3 CE.

⁴ Cf. article 37, paragraphe 4 CE.

⁵ Cf. article 38 CE.

par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

(2) La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et les modalités.

8. Chapitre 8: Transports

Article II-27 (Domaine d'application)¹

La politique commune de transports et les dispositions du présent Chapitre s'appliquent aux transports par chemin de fer, par route, par voie navigable et à la navigation maritime et aérienne.

Article II-28 (Prohibition de discrimination)

(1)² Doivent être *prohibées*, dans le trafic à l'intérieur de l'*Union*, les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, des prix et conditions de transport différents en raison du pays d'origine ou de destination des produits transportés.

(2)³ La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, prend, dans le cadre de *la politique commune de transports*, les décisions nécessaires.

Article II-29 (Aides dans le domaine de transports)⁴

Sont compatibles avec la présente *Constitution* les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Article II-30 (Interdiction de prix ou de conditions protectionnistes)⁵

¹ Cf. article 80 CE.

² Cf. article 75, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 75, paragraphe 4 CE.

⁴ Cf. article 73 CE.

⁵ Cf. article 76 CE.

(1) L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de l'Union, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite sauf si elle est autorisée par la Commission.

(2) La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle prend les décisions nécessaires.

(3) L'interdiction visée au paragraphe 1 ne frappe pas les tarifs de concurrence.

9. Chapitre 9: Fonds à finalité structurelle et fonds de cohésion de l'Union

Article II-31 (Les quatre fonds et autres instruments financiers)¹

L'Union soutient la réalisation de la cohésion économique et sociale par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « Orientation »; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional; *fonds de cohésion*), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

Article II-32 (Fonds social européen)²

(1) Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de

¹ Cf. article 159, alinéa 1, phrase 3 CE.

² Cf. articles 146 à 148 inclus CE.

contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de *l'Union* les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

(2) L'administration du Fonds incombe à la Commission. La Commission est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des gouvernements et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

Article II-33 (Fonds européen de développement régional)¹

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans *l'Union* par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

¹ Cf. article 160 CE.

Article II-34 (Fonds de cohésion)¹

Le Fonds de cohésion contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

10. Chapitre 10: Intégration des partenaires sociaux dans la politique sociale

Article II-35 (Consultation des partenaires sociaux)²

(1) La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau *de l'Union* et prend toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.

(2) À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action *de l'Union*.

(3) Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action *de l'Union* est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.

(4) À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à *l'article II-36*. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Article II-36 (Accords entre les partenaires sociaux au niveau de l'Union)¹

¹ Cf. article 161, alinéa 2 CE.

² Cf. article 138 CE.

(1) Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau de l'Union peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

(2) La mise en œuvre des accords conclus au niveau de *l'Union* intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant *de la compétence de l'Union dans le domaine de la politique sociale*, à la demande conjointe des parties signataires, par une décision du Conseil sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

¹ Cf. article 139 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

Article II-37 (Mise en œuvre des lois-cadres par les partenaires sociaux)¹

(1) Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des *lois-cadres* prises *dans le domaine de la politique sociale*.

(2) Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle *une loi-cadre* doit être transposée conformément à *l'article 98 paragraphe 3*, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par *ladite loi-cadre*.

¹ Cf. article 137, paragraphe 3 CE.

B. Titre II: Union économique et monétaire

1. **Chapitre 1: Politique économique**

Article II-38 (Principes de coordination de la politique économique)

(1)¹ Les États membres conduisent leurs politiques économiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de *l'Union*, tels que définis à *l'article 59 paragraphe 1 a)*, et dans le contexte des grandes orientations visées à *l'article II-39*. Les États membres et *l'Union* agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources, conformément aux principes fixés à *l'article 60*.

(2)² Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil, conformément aux dispositions au *paragraphe 1*.

Article II-39 (Grandes orientations des politiques économiques; surveillance multilatérale)

(1)³ Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur *proposition* de la Commission, élabore un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de *l'Union* et en fait rapport au Conseil européen.

Le Conseil européen, sur la base du *projet* du Conseil, débat d'une conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de *l'Union*.

Sur la base de cette conclusion, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte une recommandation fixant ces grandes orientations. Le Conseil informe le Parlement de sa recommandation.

¹ Cf. article 98 CE.

² Cf. article 99, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 99, paragraphe 2 CE.

(2)¹ Afin d'assurer une coordination plus étroite des politiques économiques et une convergence soutenue des performances économiques des États membres, *la Commission et le Conseil*, sur la base de rapports présentés par la Commission, surveillent l'évolution économique dans chacun des États membres et dans *l'Union*, ainsi que la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations visées *au paragraphe 1*, et procèdent régulièrement à une évaluation d'ensemble.

Pour les besoins de cette surveillance multilatérale, les États membres *informent* la Commission des mesures *envisagées pour mettre en œuvre les recommandations adoptées par le Conseil* et des actions *décidées à cet effet*.

(3)² Lorsqu'il est constaté que les politiques économiques d'un État membre ne sont pas conformes aux grandes orientations visées au paragraphe 1 ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, *la Commission peut adresser à l'État membre concerné une recommandation comme alerte précoce*.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut également adresser les recommandations nécessaires à l'État membre concerné.

*Si un État membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut décider à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission des mesures appropriées à la situation*³.

Les droits de vote du représentant de l'État membre concerné sont suspendus pour les décisions du Conseil visées au présent paragraphe et ne sont pas tenus compte dans le calcul de la majorité qualifiée.

(4) *La Commission fait rapport au Parlement européen et au Conseil des résultats de la surveillance multilatérale.*

¹ Cf. article 99, paragraphe 3 CE.

² Cf. article 99, paragraphe 4, alinéa 1 CE. Voir également l'article III-66, paragraphe 4 proposé dans l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002.

³ Cf. l'article III-66, paragraphe 5 proposé dans l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002.

(5)¹ *Une loi de l'Union, après consultation de la BCE, peut arrêter les modalités de la procédure de surveillance multilatérale visée aux paragraphes 2 à 4 inclus du présent article.*

Article II-40 (Mesures appropriées à la situation économique; catastrophes naturelles; assistance financière de l'Union)²

(1) Sans préjudice des autres procédures prévues par la présente *Constitution*, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission *et après consultation du Parlement européen*, peut décider des mesures appropriées à la situation économique, notamment si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits.

(2) Lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission *et après consultation du Parlement européen*, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière *de l'Union* à l'État membre concerné.

Article II-41 (Interdiction d'accorder des crédits aux organismes publics)¹

(1) Il est interdit à la BCE et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de *l'Union*, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.

(2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la BCE, du même traitement que les établissements privés de crédit.

¹ Cf. article 99, paragraphe 5 CE.

² Cf. article 100 CE (dans sa version modifiée par le traité de Nice).

Article II-42 (Interdiction de l'accès privilégié aux institutions financières)²

(1) Est interdite toute mesure, ne reposant pas sur des considérations d'ordre prudentiel, qui établit un accès privilégié des institutions ou organes *de l'Union*, des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics des États membres aux institutions financières.

(2) *Une loi de l'Union* précise les définitions en vue de l'application de l'interdiction visée au paragraphe 1.

Article II-43 (Interdiction de prise en charge de la responsabilité)³

(1) *L'Union* ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.

(2) *Une loi de l'Union* peut, au besoin, préciser les définitions pour l'application des interdictions visées à *l'article II-41* et au présent article.

Article II-44 (Interdiction de déficits publics excessifs; procédure de surveillance et sanctions)⁴

(1) Les États membres évitent les déficits publics excessifs.

¹ Cf. article 101 CE.

² Cf. article 102 CE.

³ Cf. article 103 CE.

⁴ Cf. article 104 CE.

(2) La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les États membres en vue de déceler les erreurs manifestes. Elle examine, notamment, si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères visés ci-après:

- (a) si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins:
 - que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteint un niveau proche de la valeur de référence,
 - ou que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire et que ledit rapport ne reste proche de la valeur de référence;
- (b) si le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant.

Les valeurs de référence sont précisées dans le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, qui est annexé à la présente *Constitution*.

(3) Si un État membre ne satisfait pas aux exigences de ces critères ou de l'un d'eux, la Commission élabore un rapport. Le rapport de la Commission examine également si le déficit public excède les dépenses publiques d'investissement et tient compte de tous les autres facteurs pertinents, y compris la position économique et budgétaire à moyen terme de l'État membre.

La Commission peut également élaborer un rapport si, en dépit du respect des exigences découlant des critères, elle estime qu'il y a un risque de déficit excessif dans un État membre.

(4)¹ *La Commission, après consultation du Comité Économique et Financier visé à l'article II-49 et compte tenu des observations éventuelles de l'État membre concerné, décide, après une évaluation globale, s'il y a ou non un déficit excessif.*

¹ Cf. article 104, paragraphes 4 et 6 inclus CE.

(5)¹ Lorsqu'on a décidé, conformément au *paragraphe 4*, qu'il y a un déficit excessif, le Conseil adresse des recommandations à l'État membre concerné afin que celui-ci mette un terme à cette situation dans un délai donné.

(6)² Si un État membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut décider de mettre l'État membre concerné en demeure de prendre, dans un délai déterminé, des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire par le Conseil pour remédier à la situation.

En pareil cas, le Conseil peut demander à l'État membre concerné de présenter des rapports selon un calendrier précis, afin de pouvoir examiner les efforts d'ajustement consentis par cet État membre.

(7)³ Les droits de recours prévus à *l'article 84 a)* ne peuvent pas être exercés dans le cadre des *paragraphes 1 à 6 inclus* du présent article.

(8)⁴ Aussi longtemps qu'un État membre ne se conforme pas à une décision prise en vertu du *paragraphe 5*, le Conseil peut décider d'appliquer ou, le cas échéant, d'intensifier une ou plusieurs des mesures suivantes:

- exiger de l'État membre concerné qu'il publie des informations supplémentaires, à préciser par le Conseil, avant d'émettre des obligations et des titres,
- inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'État membre concerné,
- exiger que l'État membre concerné fasse, auprès de *l'Union*, un dépôt ne portant pas intérêt, d'un montant approprié, jusqu'à ce que, de l'avis du Conseil, le déficit excessif ait été corrigé,
- imposer des amendes d'un montant approprié.

¹ Cf. article 104, paragraphe 7 CE.

² Cf. article 104, paragraphe 9 CE.

³ Cf. article 104, paragraphe 10 CE.

⁴ Cf. article 104, paragraphe 11 CE.

Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises.

(9)¹ *La Commission, après consultation du Comité économique et financier, abroge sa décision visée au paragraphe 4 dans la mesure où, de l'avis de la Commission, le déficit excessif dans l'État membre concerné a été corrigé. Dans ce cas, le Conseil abroge ses décisions visées aux paragraphes 5, 6 et 8.*

(10)² Lorsque le Conseil prend ses décisions visées aux *paragraphes 5, 6, 8 et 9*, le Conseil statue sur *proposition* de la Commission à une *majorité des deux tiers des voix de ses membres*, les voix du représentant de l'État membre concerné étant exclues.

(11)³ Des dispositions complémentaires relatives à la mise en œuvre de la procédure décrite au présent article figurent dans le protocole sur la procédure applicable en cas de déficit excessif, annexé à la présente *Constitution*.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, arrête les dispositions appropriées qui remplaceront ledit protocole.

Une loi de l'Union fixe les modalités et les définitions en vue de l'application des dispositions dudit protocole.

(12)⁴ Au cours de la deuxième phase, les États membres s'efforcent d'éviter des déficits publics excessifs.

2. Chapitre 2: Politique monétaire⁵

¹ Cf. article 104, paragraphe 12 CE.

² Cf. article 104, paragraphe 13 CE.

³ Cf. article 104, paragraphe 14 CE.

⁴ Cf. article 116, paragraphe 4 CE; reste pertinent quant aux deux États membres (Royaume-Uni et Danemark) qui ne se sont pas encore décidés à passer à la troisième phase de l'UEM- voir article 6 du Protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni et à l'Irlande du Nord.

⁵ Le présent chapitre ne comprend que les dispositions qui n'ont été incluses ni dans la première partie ni

Article II-45 (Politique monétaire comme mission de la BCE; contrôle prudentiel)

(1) Les statuts du SEBC, annexés à la présente Constitution, déterminent comment la politique monétaire de l'Union est définie et mise en œuvre par la BCE et, sous sa direction, par le SEBC.

(2)¹ Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation de la BCE et sur avis conforme du Parlement européen, peut confier à la BCE des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances.

Article II-46 (Émission de pièces)²

Les États membres peuvent émettre des pièces, sous réserve de l'approbation, par la BCE, du volume de l'émission.

Article II-47 (Compatibilité de la législation nationale)¹

La législation nationale, y compris les statuts de la banque centrale nationale, doivent être compatibles avec la présente Constitution et les statuts du SEBC, particulièrement à l'égard de l'indépendance de la banque centrale nationale.

3. Chapitre 3: Coordination de la politique économique et monétaire

Article II-48 (Coordination entre la BCE et les institutions de l'Union)²

dans le statut SBCE annexé à la Constitution. Le statut SBCE reprend quasiment toutes les dispositions de politique monétaire du traité CE. Etant un protocole annexé à la Constitution, il en fait partie intégrante; cf. *article 130 de la Constitution*.

¹ Cf. article 105, paragraphe 6 CE.

² Cf. article 106, paragraphe 2 CE.

(1) Le président du Conseil et un membre de la Commission peuvent participer sans voix délibérative aux réunions du Conseil des Gouverneurs de la BCE. Le président du Conseil peut soumettre une motion à la délibération du Conseil des Gouverneurs de la BCE.

(2) Le président de la BCE est invité à participer aux réunions du Conseil lorsque celui-ci délibère sur des questions relatives aux objectifs et aux missions du SEBC.

(3) La BCE adresse un rapport annuel sur les activités du SEBC et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours au Parlement européen, au Conseil et à la Commission, ainsi qu'au Conseil européen. Le président de la BCE présente ce rapport au Conseil et au Parlement européen, qui peut tenir un débat général sur cette base.

Le président de la BCE et les autres membres du Directoire peuvent, à la demande du Parlement européen ou de leur propre initiative, être entendus par les commissions compétentes du Parlement européen.

Article II-49 (Comité Économique et Financier)¹

(1) Le Comité Économique et Financier a pour mission:

- de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;
- de suivre la situation économique et financière des États membres et de *l'Union* et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet, notamment sur les relations financières avec des pays tiers et des institutions internationales;
- de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés aux *articles 70 d) et i), 71 paragraphe 1 a)(où en relation avec capitaux et paiements) et 125, articles II-39 paragraphe 1, 2, 3 et 5, II-40, II-42, II-43, II-44, II-45 paragraphe 2, II-51, II-52 paragraphes 2 et 3, II-*

¹ Cf. article 109 CE en combinaison avec article 116, paragraphe 5 CE.

² Cf. article 113 CE.

54 paragraphes 2 et 3, et articles 41 et 42 des statuts du SEBC, et d'exécuter les autres missions consultatives et préparatoires qui lui sont confiées par le Conseil;

- de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements des capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application de la présente *Constitution des lois de l'Union* et des mesures prises par le Conseil; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le Comité fait rapport à la Commission, au Conseil *et au Parlement européen* sur les résultats de cet examen.

(2) Les États membres, la Commission et la BCE nomment chacun au maximum deux membres du Comité.

(3) *Une loi de l'Union, après consultation de la BCE et du Comité visé au présent article*, arrête les modalités relatives à la composition du Comité Économique et Financier.

(4) Outre les missions fixées au *paragraphe 1*, si et tant que des États membres bénéficient d'une dérogation au titre de *l'article II-51*, le Comité suit la situation monétaire et financière ainsi que le régime général des paiements de ces États membres et fait rapport régulièrement au Conseil, à la Commission *et au Parlement européen* à ce sujet.

4. Chapitre 4: Dispositions transitoires

Article II-50 (Applicabilité des dispositions transitoires)

Les dispositions du présent Chapitre s'appliquent tant qu'il y a des États membres faisant l'objet d'une dérogation.

¹ Cf. article 114, paragraphes 2 à 4 inclus CE.

Article II-51 (États membres faisant l'objet d'une dérogation)¹

(1) Les États membres n'ayant pas encore accompli les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique comme monnaie visées à l'*article II-54* sont dénommés «États membres faisant l'objet d'une dérogation» dans la présente Constitution.

(2) Une dérogation au sens du *paragraphe 1* implique que *les articles* ci-après de la présente Constitution ne s'appliquent pas à l'État membre concerné: *articles 90 paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5, 125, articles II-44 paragraphes 6 et 8, II-46.*

L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du SEBC et prévue au Chapitre IX des statuts du SEBC.

(3) Aux articles 90 paragraphes 1, 2, 4 et 5, 125 et à l'article II-49, on entend par « États membres » les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

(4) Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les décisions du Conseil visées aux *articles de la présente Constitution* mentionnés au *paragraphe 2*. Dans ce cas, par dérogation à l'*article 112 paragraphe 2*, on entend par majorité qualifiée *les deux tiers des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation*, et l'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Article II-52 (Concours mutuel en cas de difficultés dans la balance des paiements)²

(1) En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre *faisant l'objet d'une dérogation*, provenant soit d'un déséquilibre global de la balance, soit de la nature des devises dont il dispose, et susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du *marché intérieur* ou la réalisation progressive de la politique commerciale commune, la Commission procède sans délai à un examen de la situation de cet État, ainsi que de l'action qu'il a entreprise ou qu'il peut entreprendre conformément aux dispositions de la présente Constitution, en faisant appel à tous les moyens dont il dispose. La Commission indique

¹ Cf. article 122 CE.

² Cf. article 119 CE.

les mesures dont elle recommande l'adoption par l'État intéressé.

Si l'action entreprise par un État membre *faisant l'objet d'une dérogation* et les mesures suggérées par la Commission ne paraissent pas suffisantes pour aplanir les difficultés ou menaces de difficultés rencontrées, la Commission recommande au Conseil, après consultation du *Comité Économique et Financier*, le concours mutuel et les méthodes appropriées.

La Commission tient le Conseil, *le Parlement européen et la BCE* régulièrement informés de l'état de la situation et de son évolution.

(2) Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, *après consultation du Parlement européen et de la BCE*, accorde le concours mutuel ; il arrête les *lois-cadres de l'Union* ou décisions fixant ses conditions et modalités. Le concours mutuel peut prendre notamment la forme:

- (a) d'une action concertée auprès d'autres organisations internationales, auxquelles les États membres peuvent avoir recours;
- (b) de mesures nécessaires pour éviter des détournements de trafic lorsque le pays en difficulté maintient ou rétablit des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers;
- (c) d'octroi de crédits limités de la part d'autres États membres, sous réserve de leur accord.

(3) Si le concours mutuel recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisants, la Commission autorise l'État en difficulté à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

Article II-53 (Crise soudaine dans la balance des paiements)¹

¹ Cf. article 120 CE.

(1) En cas de crise soudaine dans la balance des paiements et si une décision au sens de *l'article II-52* n'intervient pas immédiatement, l'État membre intéressé *faisant l'objet d'une dérogation* peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ces mesures doivent apporter le minimum de perturbations dans le fonctionnement du *marché intérieur* et ne pas excéder la portée strictement indispensable pour remédier aux difficultés soudaines qui se sont manifestées.

(2) La Commission, les autres États membres *et la BCE* doivent être informés de ces mesures de sauvegarde au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. La Commission peut recommander au Conseil le concours mutuel conformément à *l'article II-52*.

(3) Sur l'avis de la Commission et après consultation du *Comité Économique et Financier*, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée *après consultation du Parlement européen et de la BCE*, peut décider que l'État intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde susvisées.

Article II-54 (Conditions et procédure pour l'abrogation de la dérogation)¹

(1)¹ Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la BCE font rapport au Conseil sur les progrès faits par les États membres dans l'accomplissement de leurs obligations pour l'adoption de l'euro. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de chaque État membre, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, est compatible avec les articles 90 paragraphe 6 et II-47 et avec les statuts du SEBC. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure chaque État membre a satisfait aux critères suivants:

- la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;
- le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressortira d'une situation

¹ Réuni le contenu de l'article 121 avec la procédure prévue aux articles 122 et 123, paragraphe 5 CE; les procédures visées à l'article 121 CE n'étaient applicables qu'avant le 1^{er} janvier 1999.

budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de *l'article II-44 paragraphe 4*;

- le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du Système Monétaire Européen pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à *l'euro*;
- le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre et de sa participation au mécanisme de change du Système Monétaire Européen, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.

Les quatre critères visés au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans un protocole annexé à la présente *Constitution*. Les rapports de la Commission et de *la BCE* tiennent également compte du développement de *l'euro*, des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.

(2)² Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, décide quels États membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères fixés *au paragraphe 1*, et met fin aux dérogations des États membres concernés.

(3)³ S'il est décidé d'abroger une dérogation, le Conseil, statuant à l'unanimité *des représentants* des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et de l'État membre concerné, sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE *et du Parlement européen*, fixe le taux auquel *l'euro* remplace la monnaie de l'État membre concerné et décide les autres mesures nécessaires à l'introduction de *l'euro* en tant que monnaie unique dans l'État membre concerné.

Article II-55 (Politique de change des États membres faisant l'objet d'une dérogation)⁴

¹ Cf. article 122, paragraphe 2 premier phrase et article 121, paragraphe 1 CE.

² Cf. article 122, paragraphe 2, deuxième phrase CE.

³ Cf. article 123, paragraphe 5 CE.

⁴ Cf. article 124 CE.

Chaque État membre faisant l'objet d'une dérogation traite sa politique de change comme un problème d'intérêt commun. Les États membres tiennent compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du Système Monétaire Européen (SME¹), dans le respect des compétences existantes.

¹ C'est actuellement le mécanisme de change (MCE II), établi suite à un accord entre la BCE et les banques centrales nationales des États membres n'appartenant pas à la zone euro. L'euro est la monnaie sur laquelle est ancré le MCE II.

C. Titre III: Emploi

Article II-56 (Stratégie coordonnée pour l'emploi)

(1)¹ *L'Union et les États membres s'attachent, conformément au présent titre, à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 60 paragraphe 1 a).*

(2)² Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés au *paragraphe 1* d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de *l'Union*, adoptées en application de *l'article II-39*.

(3)³ Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à *l'article II-57*.

Article II-57 (Lignes directrices pour l'emploi)⁴

(1) Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans *l'Union* et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.

(2) Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à *l'article II-58*, élabore chaque année des lignes directrices, dont les États membres tiennent compte dans leurs

¹ Cf. article 125 CE.

² Cf. article 126, paragraphe 1 CE.

³ Cf. article 126, paragraphe 2 CE.

⁴ Cf. article 128 CE.

politiques de l'emploi. Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de *l'article II-39*.

(3) Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales mesures qu'il a prises pour mettre en œuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

(4) Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en œuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur *proposition* de la Commission *et après consultation du Parlement européen*, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations aux États membres.

(5) Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen *et au Parlement européen* concernant la situation de l'emploi dans *l'Union* et la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi.

Article II-58 (Comité de l'emploi)¹

(1) Une *loi de l'Union* institue un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. Le Comité a pour mission:

- de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans *l'Union*,
- de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à *l'article II-57*.

(2) Dans l'accomplissement de son mandat, le Comité consulte les partenaires sociaux.

¹ Cf. article 130 CE.

(3) Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du Comité.

D. Titre IV: Utilisation pacifique de l'énergie atomique¹

Article II-59 (Objectifs particuliers de la politique de l'Union en matière de l'énergie atomique)²

(1) L'objectif de la politique de l'Union en matière de l'énergie atomique, visé *aux articles 60 paragraphe 1 d) et 70 paragraphe 1 s)*, poursuit, à partir de l'acquis du traité EURATOM, une politique de normes élevées de sécurité et de sûreté nucléaires permettant le maintien d'installations dans les États qui ont fait le choix de recourir à cette source d'énergie, et de garantir la non-prolifération.

(2) Le droit de chaque État membre de se décider de recourir ou de ne pas recourir à cette source d'énergie n'est pas touché par la politique de l'Union en matière de l'énergie atomique.

1. **Chapitre 1: La protection contre les rayonnements ionisants**

Article II-60 (Normes de base)

(1)³ Des normes de base relatives à *la sûreté des installations et à la protection de l'environnement, de la population et des travailleurs* contre les dangers résultant des radiations ionisantes sont instituées dans l'Union *par une loi de l'Union ou une loi-cadre de l'Union*.

(2)⁴ On entend par «normes de base»:

(a) les doses maxima admissibles avec une sécurité suffisante,

¹ Reprend le contenu du traité EURATOM-lequel fait partie intégrante de l'acquis communautaire et du droit communautaire primaire-, dans une rédaction toutefois modernisée. Ce titre a été en grande partie inspiré par l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002, où ces dispositions ont été reprises dans l'acte additionnel n° 2 à la Constitution.

² Cf. article 17 de l'étude de faisabilité menée par la Commission et intitulée «Contribution à un avant-projet de Constitution de l'Union européenne – Document de travail» du 4 décembre 2002.

³ Cf. article 30, paragraphe 1 EURATOM.

⁴ Cf. article 30, paragraphe 2 EURATOM.

(b) les expositions et contaminations maxima admissibles,

(c) les principes fondamentaux de surveillance médicale des travailleurs.

(3)¹ Les normes de base sont *proposées* par la Commission, après avis d'un groupe réglé *dans l'article II-91* de personnalités désignées par le comité scientifique et technique parmi les *experts scientifiques* des États membres, notamment parmi les *experts de santé publique et de sûreté nucléaire*. La Commission demande, sur les normes de base ainsi élaborées, l'avis du Comité économique et social.

(4)² À la demande de la Commission ou du *Parlement européen*, les normes de base peuvent être révisées ou complétées. La Commission est tenue d'instruire *toute* demande.

Article II-61 (Respect des normes de base par les États membres)¹

(1) Chaque État membre établit les dispositions législatives, réglementaires et administratives propres à assurer le respect des normes de base fixées et prend les mesures nécessaires en ce qui concerne l'enseignement, l'éducation et la formation professionnelle.

(2) La Commission fait toutes recommandations en vue d'assurer l'harmonisation des dispositions applicables à cet égard dans les États membres, y compris en ce qui concerne *la sûreté des installations*.

À cet effet, les États membres sont tenus de communiquer à la Commission *les dispositions applicables* ainsi que les projets ultérieurs de dispositions de même nature.

Les recommandations éventuelles de la Commission qui concernent les projets de dispositions doivent être faites dans un délai de trois mois à compter de la communication de ces projets.

Article II-62 (Expériences particulièrement dangereuses)²

¹ Cf. article 31 EURATOM.

² Cf. article 32 EURATOM.

(1) Tout État membre sur les territoires duquel doivent avoir lieu des expériences particulièrement dangereuses est tenu de prendre des dispositions supplémentaires de protection sur lesquelles il recueille préalablement l'avis de la Commission.

(2) L'avis conforme de la Commission est nécessaire lorsque les effets de ces expériences sont susceptibles d'affecter les territoires des autres États membres.

¹ Cf. article 33 EURATOM.

² Cf. article 34 EURATOM.

Article II-63 (Le contrôle permanent du taux de la radioactivité)

(1)¹ Chaque État membre établit les installations nécessaires pour effectuer le contrôle permanent du taux de la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol ainsi que le contrôle du respect des normes de base *y compris de sûreté nucléaire*.

(2)² La Commission a le droit d'accéder à ces installations de contrôle; elle peut en vérifier le fonctionnement et l'efficacité.

(3)³ Les renseignements concernant les contrôles visés au paragraphe 2 sont communiqués régulièrement par les autorités compétentes à la Commission, afin que celle-ci soit tenue au courant du taux de la radioactivité susceptible d'exercer une influence sur la population *et du respect des normes de sûreté*.

(4)⁴ La Commission adresse aux États membres toutes recommandations en ce qui concerne le taux de radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol.

En cas d'urgence, la Commission arrête une *décision de l'Union* par laquelle elle enjoint à l'État membre en cause de prendre, dans le délai qu'elle détermine, toutes les mesures nécessaires pour éviter un dépassement des normes de base et pour assurer le respect des réglementations.

Si cet État membre ne se conforme pas, dans le délai imparti, à la *décision de l'Union* de la Commission, celle-ci ou tout État membre intéressé peut, par dérogation à l'article 84 a), saisir immédiatement la Cour de justice de l'Union.

Article II-64 (Rejet d'effluents radioactifs)⁵

(1) Chaque État membre est tenu de fournir à la Commission les données générales de tout projet de rejet d'effluents radioactifs sous n'importe quelle forme, permettant de déterminer si la mise

¹ Cf. article 35, paragraphe 1 EURATOM.

² Cf. article 35, paragraphe 2 EURATOM.

³ Cf. article 36 EURATOM.

⁴ Cf. article 38 EURATOM.

⁵ Cf. article 37 EURATOM.

en œuvre de ce projet est susceptible d'entraîner une contamination radioactive des eaux, du sol ou de l'espace aérien *de l'Union*.

(2) La Commission, *après consultation nécessaire du groupe d'experts visé à l'article II-91*, émet son avis dans un délai de six mois.

2. Chapitre 2: Les investissements

Article II-65 (Programmes portant sur les perspectives de production d'énergie nucléaire)¹

(1) La Commission publie périodiquement des programmes de caractère indicatif portant notamment sur *les perspectives* de production d'énergie nucléaire et sur les investissements de toute nature qu'implique leur réalisation.

(2) La Commission demande l'avis du Comité économique et social sur ces programmes, préalablement à leur publication.

Article II-66 (Communication des projets d'investissement à la Commission)

(1)² Les personnes et entreprises relevant des secteurs industriels énumérés à l'annexe II *du présent titre* sont tenues de communiquer à la Commission les projets d'investissement concernant les installations nouvelles ainsi que les remplacements ou transformations répondant aux critères de nature et d'importance définis par le Conseil, statuant sur proposition de la Commission.

La liste des secteurs industriels visés ci-dessus peut être modifiée par *loi de l'Union* après consultation du Comité économique et social.

(2)³ Les projets *visés au paragraphe 1* doivent être communiqués à la Commission, et pour information à l'État membre intéressé, au plus tard trois mois avant la conclusion des premiers contrats avec les fournisseurs ou trois mois avant le début des travaux si ceux-ci doivent être réalisés par les moyens propres de l'entreprise.

La Commission peut modifier ce délai.

(3)⁴ La Commission discute avec les personnes ou entreprises tous les aspects des projets

¹ Cf. article 40 EURATOM.

² Cf. article 41 EURATOM.

³ Cf. article 42 EURATOM.

⁴ Cf. article 43 EURATOM.

d'investissement qui se rattachent aux objectifs *de l'Union, y compris son impact sur le bon fonctionnement du marché intérieur*. Elle évalue, dans ce cadre, les modes de financement des investissements projetés et décide de l'autorisation du projet d'investissement.

(4)¹ La Commission peut publier *les éléments essentiels et de nature générale de sa décision* sur les projets d'investissement qui lui sont communiqués.

3. Chapitre 3: Les entreprises communes

Article II-67 (Possibilité de constitution d'entreprises communes)²

Les entreprises qui revêtent une importance primordiale pour le développement de l'industrie nucléaire *dans l'Union* peuvent être constituées en entreprises communes au sens du présent *chapitre*, conformément aux dispositions des articles suivants.

Article II-68 (Projet d'entreprise commune)

(1)³ Tout projet d'entreprise commune, émanant de la Commission, d'un État membre ou de toute autre initiative, fait l'objet d'une enquête par la Commission.

À cette fin, la Commission prend l'avis des États membres ainsi que de tout organisme public ou privé qu'elle juge susceptible de l'éclairer.

(2)⁴ La Commission transmet au *Parlement européen* et au Conseil, avec son avis motivé, tout projet d'entreprise commune.

Si elle émet un avis favorable sur la nécessité de l'entreprise commune envisagée, la Commission soumet des propositions pour une *loi de l'Union* concernant:

¹ Cf. article 44 EURATOM.

² Cf. article 45 EURATOM.

³ Cf. article 46, paragraphe 1 EURATOM.

⁴ Cf. article 46, paragraphe 2 EURATOM.

- (a) le lieu d'implantation,
- (b) les statuts,
- (c) le volume et le rythme du financement,
- (d) la participation éventuelle *de l'Union* au financement de l'entreprise commune,
- (e) la participation éventuelle d'un État tiers, d'une organisation internationale ou d'un ressortissant d'un État tiers au financement ou à la gestion de l'entreprise commune,
- (f) l'attribution de tout ou partie des avantages énumérés à l'annexe II du présent *titre*.

Elle joint un rapport détaillé sur l'ensemble du projet.

(3)¹ *Le Parlement européen* et le Conseil, saisis par la Commission, peuvent lui demander les compléments d'information et d'enquête qu'ils jugeraient nécessaires.

Si *le Parlement européen* ou le Conseil estiment qu'un projet transmis par la Commission avec un avis défavorable doit cependant être réalisé, la Commission est tenue de soumettre les propositions et le rapport détaillé visés au *paragraphe 2*.

Article II-69 (L'attribution d'avantages aux entreprises communes)²

(1) Une *loi de l'Union* peut rendre applicable à chaque entreprise commune tout ou partie des avantages énumérés à l'annexe II du présent *titre*, dont les États membres sont tenus d'assurer l'application, chacun en ce qui le concerne.

(2) Une *loi de l'Union* peut fixer les conditions auxquelles l'attribution de ces avantages est subordonnée.

¹ Cf. article 47 EURATOM.

² Cf. article 48 EURATOM.

Article II-70 (Constitution d'entreprises communes)¹

(1) La constitution d'une entreprise commune résulte d'une *loi de l'Union après proposition de la Commission* visée à l'article II-68 paragraphe 2.

(2) Chaque entreprise commune a la personnalité juridique. Dans chacun des États membres, elle jouit de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales respectives; elle peut notamment acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers et ester en justice.

(3) Sauf dispositions contraires du présent *Constitution* ou de ses statuts, chaque entreprise commune est soumise aux règles applicables aux entreprises industrielles ou commerciales; les statuts peuvent se référer à titre subsidiaire aux législations nationales des États membres.

(4) Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice de l'Union en vertu du présent *Constitution*, les litiges intéressant les entreprises communes sont tranchés par les juridictions nationales compétentes.

(5)² La Commission assure l'exécution de toutes les *lois de l'Union* relatives à la constitution des entreprises communes jusqu'à la mise en place des organes chargés du fonctionnement de celles-ci.

Article II-71 (Modification de statuts d'entreprises communes)¹

(1) Les statuts des entreprises communes sont, le cas échéant, modifiés conformément aux dispositions particulières qu'ils prévoient à cet effet.

(2) Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été approuvées par une *loi de l'Union*.

¹ Cf. article 49 EURATOM.

² Cf. article 51 EURATOM.

¹ Cf. article 50 EURATOM.

4. Chapitre 4: L'approvisionnement

Article II-72 (Politique commune d'approvisionnement; l'agence)¹

(1) L'approvisionnement en minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales est assuré, conformément aux dispositions du présent Chapitre, selon le principe de l'égal accès aux ressources et par la poursuite d'une politique commune d'approvisionnement.

(2) À cet effet, dans les conditions prévues au présent Chapitre

(a) sont interdites toutes pratiques ayant pour objet d'assurer à certains utilisateurs une position privilégiée,

(b) est constituée une agence disposant du droit exclusif de conclure des contrats portant sur la fourniture de minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales en provenance de l'intérieur ou de l'extérieur de *l'Union*.

L'agence ne peut opérer entre les utilisateurs aucune discrimination fondée sur l'emploi que ceux-ci se proposent de faire des fournitures demandées, sauf si cet emploi est illicite ou s'avère contraire aux conditions mises par les fournisseurs extérieurs à *l'Union* à la livraison en cause.

Article II-73 (Contrôle de l'agence par la Commission)²

(1) L'agence est placée sous le contrôle de la Commission, qui lui donne ses directives, dispose d'un droit de veto sur ses décisions et nomme son directeur général ainsi que son directeur général adjoint.

(2) Toute acte de l'agence, implicite ou explicite, dans l'exercice de son droit exclusif de conclure des contrats de fournitures, est susceptible d'être déféré par les intéressés devant la Commission, qui prend une décision dans un délai d'un mois.

¹ Cf. article 52 EURATOM.

² Cf. article 53 EURATOM.

Article II-74 (Statut juridique de l'agence)¹

(1) L'agence est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

(2) Les statuts de l'agence peuvent être arrêtés *et révisés* par une *loi de l'Union*.

(3) Les statuts déterminent le capital de l'agence et les modalités selon lesquelles il est souscrit. La majorité du capital doit dans tous les cas appartenir à *l'Union* et aux États membres. La répartition du capital qui *est d'origine des États membres* est décidée d'un commun accord par les États membres.

(4) Les statuts fixent les modalités de la gestion commerciale de l'agence. Ils peuvent prévoir une redevance sur les transactions, destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement de l'agence.

Article II-75 (Le droit exclusif de l'agence de conclure des contrats)

(1)² L'agence, agissant éventuellement dans le cadre des accords passés entre *l'Union* et un État tiers ou une organisation internationale, a le droit exclusif, sauf les exceptions prévues à la présente *Constitution*, de conclure des accords ou conventions ayant pour objet principal des fournitures de minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales en provenance de l'extérieur de *l'Union*.

(2)¹ *Un règlement de l'agence, soumis à l'approbation de la Commission, détermine les conditions auxquelles elle approuve les demandes des utilisateurs et les contrats entre les utilisateurs et l'agence relatifs à la fourniture de minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales en provenance de l'extérieur de l'Union.*

Toutefois, l'agence peut déterminer l'origine géographique des fournitures pour autant qu'elle assure à l'utilisateur des conditions au moins aussi avantageuses que celles formulées dans la

¹ Cf. article 54 EURATOM.

² Cf. article 64 EURATOM.

commande.

Article II-76 (Interdiction de pratiques de prix discriminatoires)²

(1) Sont interdites les pratiques de prix qui auraient pour objet d'assurer à certains utilisateurs une position privilégiée, en fraude au principe de l'égal accès résultant des dispositions du présent Chapitre.

(2) Si l'agence constate de telles pratiques, elle les signale à la Commission.

La Commission peut, si elle juge la constatation fondée, rétablir, pour les offres litigieuses, les prix à un niveau conforme au principe de l'égal accès.

Article II-77 (Réglementations fiscales ou minières)³

La Commission adresse aux États membres toutes recommandations utiles sur les réglementations fiscales ou minières.

Article II-78 (Stocks commerciaux nécessaires; Stocks de sécurité)⁴

(1) L'agence peut, sur les disponibilités existant à l'intérieur ou à l'extérieur de *l'Union*, constituer les stocks commerciaux nécessaires pour faciliter l'approvisionnement ou les livraisons courantes de *l'Union*.

(2) La Commission peut éventuellement décider la constitution de stocks de sécurité. Les modalités de financement de ces stocks sont approuvées par une *loi de l'Union*.

Article II-79 (Accords ou conventions dans la compétence de l'agence; accord préalable de la

¹ Cf. article 65 EURATOM.

² Cf. article 68 EURATOM.

³ Cf. article 71 EURATOM.

⁴ Cf. article 72 EURATOM.

Commission)¹

Si un accord ou une convention entre un État membre, une personne ou entreprise, d'une part, et un État tiers, une organisation internationale ou un ressortissant d'un État tiers, d'autre part, comporte accessoirement des livraisons de produits entrant dans la compétence de l'agence, l'accord préalable de la Commission est nécessaire pour la conclusion ou le renouvellement de cet accord ou de cette convention en ce qui concerne la livraison de ces produits.

Article II-80 (Exceptions)²

(1) La Commission peut dispenser de l'application des dispositions du présent Chapitre le transfert, l'importation ou l'exportation de petites quantités de minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales, de l'ordre de celles qui sont couramment utilisées pour la recherche.

(2) Tout transfert, importation ou exportation effectué en vertu de cette disposition doit être notifié à l'agence.

Article II-81 (Non-applicabilité du présent Chapitre)¹

(1) Les dispositions du présent Chapitre ne sont pas applicables aux engagements ayant pour objet le traitement, la transformation ou la mise en forme de minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales:

- (a) conclus entre plusieurs personnes ou entreprises lorsque les matières traitées, transformées ou mises en forme doivent faire retour à la personne ou entreprise d'origine;
- (b) conclus entre une personne ou entreprise et une organisation internationale ou un ressortissant d'un État tiers, lorsque les matières sont traitées, transformées ou mises en forme hors de l'*Union* et font retour à la personne ou entreprise d'origine;

¹ Cf. article 73 EURATOM.

² Cf. article 74 EURATOM.

(c) conclus entre une personne ou entreprise et une organisation internationale ou un ressortissant d'un État tiers, lorsque les matières sont traitées, transformées ou mises en forme dans *l'Union* et font retour soit à l'organisation ou au ressortissant d'origine, soit à tout autre destinataire également situé hors de *l'Union*, désigné par cette organisation ou ce ressortissant.

(2) Toutefois, les personnes ou entreprises intéressées doivent notifier à l'agence l'existence de tels engagements et, dès la signature des contrats, les quantités de matières faisant l'objet de ces mouvements. En ce qui concerne les engagements visés au point b), la Commission peut y faire obstacle, si elle estime que la transformation ou la mise en forme ne peut être assurée avec efficacité et sécurité et sans perte de matière au détriment de *l'Union*.

(3) Les matières faisant l'objet de ces engagements sont soumises sur les territoires des États membres aux mesures de contrôle prévues au *Chapitre 5*.

Article II-82 (Procédure particulière de modification du Chapitre 4)²

Les dispositions du présent Chapitre peuvent être modifiées, notamment au cas où des circonstances imprévues créeraient un état de pénurie générale, par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. La Commission est tenue d'instruire toute demande formulée par un État membre.

5. Chapitre 5: Le contrôle de sécurité

Article II-83 (Contrôle des provisions de sécurité par la Commission)¹

Dans les conditions prévues au présent Chapitre, la Commission doit s'assurer sur les territoires des États membres:

¹ Cf. article 75 EURATOM.

² Cf. article 76 EURATOM.

- (a) que les minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales ne sont pas détournés des usages auxquels leurs utilisateurs ont déclaré les destiner,
- (b) que sont respectés les dispositions relatives à l'approvisionnement et tout engagement particulier relatif au contrôle souscrit par *l'Union* dans un accord conclu avec un État tiers ou une organisation internationale.

Article II-84 (Contrôle des installations)²

(1) Quiconque établit ou exploite une installation pour la production, la séparation ou toute utilisation de matières brutes ou matières fissiles spéciales, ou encore pour le traitement de combustibles nucléaires irradiés, est tenu de déclarer à la Commission les caractéristiques techniques fondamentales de l'installation, dans la mesure où la connaissance de celles-ci est nécessaire à la réalisation des buts définis à *l'article II-83*.

(2) La Commission doit approuver les procédés à employer pour le traitement chimique des matières irradiées, dans la mesure nécessaire à la réalisation des buts définis à *l'article II-83*.

Article II-85 (L'exigence de tenir et de présenter de relevés d'opérations)¹

(1) La Commission exige la tenue et la présentation de relevés d'opérations en vue de permettre la comptabilité des minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales, utilisés ou produits. Il en est de même pour les matières brutes et les matières fissiles spéciales transportées.

(2) Les assujettis notifient aux autorités de l'État membre intéressé les communications qu'ils adressent à la Commission en vertu de *l'article II-84* et du premier paragraphe du présent article.

(3) La nature et la portée des obligations visées au premier paragraphe du présent article sont définies dans un *règlement de l'Union établi par la Commission*.

¹ Cf. article 77 EURATOM.

² Cf. article 78 EURATOM.

Article II-86 (Mise en dépôt de matières fissiles spéciales)²

(1) La Commission peut exiger que soit mis en dépôt auprès de l'agence, ou dans d'autres dépôts contrôlés ou contrôlables par la Commission, tout excédent de matières fissiles spéciales récupérées ou obtenues comme sous-produits et qui ne sont pas effectivement employées ou prêtes à être employées.

(2) Les matières fissiles spéciales ainsi déposées doivent être restituées sans retard aux intéressés sur leur demande.

¹ Cf. article 79 EURATOM.

² Cf. article 80 EURATOM.

Article II-87 (Inspections par la Commission; violations par un État membre)¹

(1) La Commission peut envoyer des inspecteurs sur les territoires des États membres. Elle procède auprès de chaque État membre intéressé, préalablement à la première mission qu'elle confie à un inspecteur sur les territoires de cet État, à une consultation qui vaut pour toutes les missions ultérieures de cet inspecteur.

(2) Sur présentation d'un document établissant leur qualité, les inspecteurs ont à tout moment accès à tous lieux, à tous éléments d'information et auprès de toutes personnes qui, par leur profession, s'occupent de matières, équipements ou installations soumis au contrôle prévu au présent Chapitre, dans la mesure nécessaire pour contrôler les minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales, et pour s'assurer du respect des dispositions prévues à l'article II-83. Si l'État intéressé le demande, les inspecteurs désignés par la Commission sont accompagnés de représentants des autorités de cet État, sous réserve que les inspecteurs ne soient pas de ce fait retardés ou autrement gênés dans l'exercice de leurs fonctions.

(3) En cas d'opposition à l'exécution d'un contrôle, la Commission est tenue de demander au président de la Cour de justice de l'Union un mandat, afin d'assurer, par voie de contrainte, l'exécution de ce contrôle. Le président de la Cour de justice de l'Union décide dans un délai de trois jours.

S'il y a péril en la demeure, la Commission peut délivrer elle-même, sous forme d'une décision, un ordre écrit de procéder au contrôle. Cet ordre doit être soumis sans délai, pour approbation ultérieure, au président de la Cour de justice de l'Union.

Après délivrance du mandat ou de la décision, les autorités nationales de l'État intéressé assurent l'accès des inspecteurs dans les lieux désignés dans le mandat ou la décision.

(4) Les inspecteurs sont recrutés par la Commission. Ils sont chargés de se faire présenter et de vérifier la comptabilité mentionnée à l'article II-85. Ils rendent compte de toute violation à la Commission.

(5) La Commission peut arrêter une décision par laquelle elle enjoint l'État membre en cause de

¹ Cf. articles 81 et 82 EURATOM.

prendre, dans le délai qu'elle détermine, toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à la violation constatée; elle en informe le Conseil.

Si l'État membre ne se conforme pas, dans le délai imparti, à cette *décision* de la Commission, celle-ci ou tout État membre intéressé peut, par dérogation à *l'article 84 a)*, saisir immédiatement la Cour de justice de l'Union.

Article II-88 (Infractions par des personnes ou entreprises)¹

(1) En cas d'infraction des personnes ou entreprises aux obligations qui leur sont imposées par le présent Chapitre, des sanctions peuvent être prononcées contre elles par la Commission.

Ces sanctions sont, dans l'ordre de gravité:

- (a) l'avertissement,
- (b) le retrait d'avantages particuliers tels qu'assistance financière ou aide technique,
- (c) la mise de l'entreprise, pour une durée maximum de quatre mois, sous l'administration d'une personne ou d'un collège désigné d'un commun accord entre la Commission et l'État dont relève l'entreprise,
- (d) le retrait total ou partiel des matières brutes ou matières fissiles spéciales.

(2) Les décisions de la Commission comportant obligation de livrer, prises pour l'exécution du paragraphe précédent, forment titre exécutoire. Elles peuvent être exécutées sur les territoires des États membres dans les conditions fixées à *l'article 100*.

Par dérogation aux dispositions de *l'article 86*, les recours introduits devant la Cour de justice de l'Union contre les décisions de la Commission infligeant des sanctions prévues au paragraphe précédent ont un effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice de l'Union peut, à la demande de la Commission ou de tout État membre intéressé, ordonner l'exécution immédiate de la décision.

La sauvegarde des intérêts lésés doit être garantie par une procédure légale appropriée.

(3) La Commission peut adresser aux États membres toutes recommandations relatives aux dispositions législatives ou réglementaires tendant à assurer le respect, sur leurs territoires, des obligations résultant du présent Chapitre.

(4) Les États membres sont tenus d'assurer l'exécution des sanctions et, s'il y a lieu, la

¹ Cf. article 83 EURATOM.

réparation des infractions par les auteurs de celles-ci.

Article II-89 (Neutralité par égard à la destination; non-applicabilité aux matières destinées aux besoins de la défense)¹

(1) Il n'est pas fait, dans l'exercice du contrôle, la discrimination selon la destination donnée aux minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales.

(2) Le domaine, les modalités du contrôle et le pouvoirs des organes chargés du contrôle sont limités à la réalisation des buts définis dans le présent Chapitre.

(3) Le contrôle ne peut s'étendre aux matières destinées aux besoins de la défense qui sont en cours de façonnage spécial pour ces besoins ou qui, après ce façonnage, sont, conformément à un plan d'opérations, implantées ou stockées dans un établissement militaire.

Article II-90 (Procédure particulière de modification du Chapitre 5)²

Au cas où des circonstances nouvelles le nécessiteraient, les modalités d'application du contrôle prévues au présent Chapitre peuvent être adaptées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. La Commission est tenue d'instruire toute demande formulée par un État membre.

6. Chapitre 6: Provisions accessoires

Article II-91 (Comité scientifique et technique)¹

(1) Il est institué auprès de la Commission un comité scientifique et technique de caractère consultatif.

¹ Cf. article 84 EURATOM.

² Cf. article 85 EURATOM.

(2) Le comité est obligatoirement consulté dans les cas prévus au présent *Titre*. Il peut être consulté dans tous les cas où la Commission le juge opportun.

(3) Le comité est composé de trente-huit membres, nommés par *la Commission*. Les membres du comité sont nommés à titre personnel pour une durée de cinq ans. Leurs fonctions sont renouvelables. Ils ne peuvent être liés par aucun mandat impératif.

(4) Le comité scientifique et technique désigne chaque année parmi ses membres son président et son bureau.

Article II-92 (Connexité avec la politique de l'Union par égard à la recherche et au développement)²

La politique de l'Union par égard à la recherche et au développement visée à l'article 72 k) facilite aussi les recherches nucléaires dans les États membres.

Article II-93 (Centre commun de recherches nucléaires)

(1)¹ La Commission crée, après consultation du comité scientifique et technique, un Centre commun de recherches nucléaires. Le Centre assure l'exécution des programmes de recherches et des autres tâches que lui confie la Commission.

Il assure en outre l'établissement d'une terminologie nucléaire uniforme et d'un système d'étalonnage unique.

Il organise un bureau central de mesures nucléaires.

Il contribue à faire évoluer les méthodes et technologies nécessaires en matière de contrôle de la sûreté et de la sécurité nucléaire.

¹ Cf. article 134 EURATOM.

² Reprend les dispositions importantes du Chapitre 1 du Traité EURATOM.

(2)² Les activités du Centre peuvent, pour des raisons géographiques ou fonctionnelles, être exercées dans des établissements distincts.

(3)³ Après avoir demandé l'avis du Comité économique et social, la Commission peut créer, dans le cadre du Centre commun de recherches nucléaires, des écoles pour la formation de spécialistes, notamment dans les domaines de la prospection minière, de la production de matériaux nucléaires de grande pureté, du traitement des combustibles irradiés, du génie atomique, de la protection sanitaire, de la production et de l'utilisation des radioéléments.

La Commission règle les modalités de l'enseignement.

Article II-94 (Régime de secret pour des connaissances sensibles)⁴

(1) Les connaissances, acquises par *l'Union* grâce à l'exécution de ses programmes de recherches, dont la divulgation est susceptible de nuire aux intérêts de la défense d'un ou de plusieurs États membres sont soumises à un régime de secret.

(2) Une *loi de l'Union* fixe les différents régimes de secret applicables et les mesures de sûreté à mettre en œuvre pour chacun d'eux.

Article II-95 (Sanctions nationales accessoires pour personnes ou entreprises)

(1) Si la Commission estime qu'une personne ou entreprise a commis une violation du présent Titre à laquelle les dispositions de *l'article II-88* ne sont pas applicables, elle invite l'État membre dont relève cette personne ou cette entreprise à faire sanctionner la violation en application de sa législation nationale.

(2) Si l'État intéressé n'exerce pas, dans le délai déterminé par la Commission, l'action que

¹ Cf. article 8, paragraphe 1 EURATOM.

² Cf. article 8, paragraphe 2 EURATOM.

³ Cf. article 9, paragraphe 1 EURATOM.

⁴ Cf. article 24 EURATOM.

comporte cette invitation, la Commission peut saisir la Cour de justice de l'Union en vue de faire constater la violation reprochée à la personne ou à l'entreprise en cause.

Article II-96 (Contrats d'assurance relatifs à la couverture du risque atomique)¹

(1) Les États membres prennent toutes mesures nécessaires afin de faciliter la conclusion de contrats d'assurance relatifs à la couverture du risque atomique.

(2) Une *loi-cadre de l'Union* détermine les modalités d'application du présent article.

Article II-97 (Définitions)²

(1) Le terme « matières fissiles spéciales » désigne le plutonium 239, l'uranium 233, l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233, ainsi que tout produit contenant un ou plusieurs des isotopes ci-dessus et telles autres matières fissiles qui seront définies par une *loi de l'Union*; toutefois, le terme « matières fissiles spéciales » ne s'applique pas aux matières brutes;

(2) le terme « uranium enrichi en uranium 235 ou 233 » désigne l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ces deux isotopes en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

(3) le terme « matières brutes » désigne l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature, l'uranium dont la teneur en uranium 235 est inférieure à la normale, le thorium, toutes les matières mentionnées ci-dessus sous forme de métal, d'alliages, de composés chimiques ou de concentrés, toute autre matière contenant une ou plusieurs des matières mentionnées ci-dessus à des taux de concentration définis par une *loi de l'Union*;

(4) le terme « minerais » désigne tout minerai contenant à des taux de concentration moyenne définis par une *loi de l'Union* des substances permettant d'obtenir par les traitements chimiques et physiques appropriés les matières brutes telles qu'elles sont définies ci-dessus.

¹ Cf. article 98 EURATOM.

² Cf. article 197 EURATOM.

7. Annexe 1: Secteurs industriels visés à l'article II-66¹

1. Extraction de minerais d'uranium et de thorium.
2. Concentration de ces minerais.
3. Traitement chimique et raffinage des concentrés d'uranium et de thorium.
4. Préparation des combustibles nucléaires, sous toutes leurs formes.
5. Fabrication d'éléments de combustibles nucléaires.
6. Fabrication d'hexafluorure d'uranium.
7. Production d'uranium enrichi.
8. Traitement des combustibles irradiés en vue de la séparation de tout ou partie des éléments qu'ils contiennent.
9. Production de modérateurs de réacteurs.
10. Production de zirconium exempt d'hafnium, ou de composés de zirconium exempt d'hafnium.
11. Réacteurs nucléaires de tous types et à tous usages.
12. Installations de traitement industriel des déchets radioactifs, établies en liaison avec une ou plusieurs des installations définies dans la présente liste.
13. Installations semi-industrielles destinées à préparer la construction d'établissements relevant d'un des secteurs 3 à 10 inclus.

¹ Cf. Annexe II du Traité EURATOM.

8. Annexe 2 : Avantages susceptibles d'être octroyés aux entreprises communes au titre de l'article II-69¹

1. (a) Reconnaissance du caractère d'utilité publique, conformément aux législations nationales, aux acquisitions immobilières nécessaires à l'implantation des entreprises communes.

(b) Application, conformément aux législations nationales, de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, en vue de réaliser ces acquisitions à défaut d'accord amiable.
2. Exonération de tous droits et taxes à l'occasion de la constitution d'entreprises communes et de tous droits d'apports.
3. Exonération des droits et taxes de transmission perçus à l'occasion de l'acquisition de biens immobiliers et des droits de transcription et d'enregistrement.
4. Exonération de tous impôts directs susceptibles de s'appliquer aux entreprises communes, à leurs biens, avoirs et revenus.
5. Exonération de tous droits de douane et taxes d'effet équivalent, et de toute prohibition et restriction d'importation ou d'exportation, de caractère économique et fiscal, en ce qui concerne:
 - (a) le matériel scientifique et technique, à l'exclusion des matériaux de construction et du matériel de caractère administratif;
 - (b) les substances devant être ou ayant été traitées dans l'entreprise commune.
6. Exemption des restrictions d'entrée et de séjour en faveur des personnes ressortissantes des États membres, employées au service des entreprises communes, ainsi que de leurs conjoints et des membres de leur famille vivant à leur charge.

¹ Cf. Annexe III du Traité EURATOM.

E. Titre V: Association des pays et territoires d'outre-mer

Article II-98 (Objectifs de l'association)¹

¹ Cf. article 183 CE.

L'association des pays et territoires d'outre-mer visée à l'article 123 poursuit les objectifs visés ci-après:

(1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu de *la présente Constitution*.

(2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.

(3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.

(4) Pour les investissements financés par *l'Union*, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.

(5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément au *Chapitre relatif au droit d'établissement* et sur une base non discriminatoire, sous réserve des dispositions particulières prises en vertu de *l'article II-102*.

Article II-99 (Dispositions particulières des droits de douane)¹

(1) Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane qui intervient entre les États membres conformément à *la présente Constitution*.

(2) À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément aux dispositions de *l'article II-6*.

¹ Cf. article 184 CE.

(3) Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés à l'alinéa ci-dessus ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

(4) Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.

(5) L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

Article II-100 (Détournements de trafic au détriment d'un des États membres)¹

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application des dispositions de *l'article II-99, paragraphe 1*, de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article II-101 (Conventions sur la liberté de circulation des travailleurs)²

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres.

¹ Cf. article 185 CE.

² Cf. article 186 CE.

Article II-102 (Modalités et procédure de l'association)¹

Le Conseil, statuant à l'unanimité, établit, à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et *l'Union* et sur la base des principes inscrits dans la présente *Constitution*, les dispositions relatives aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et *l'Union*.

¹ Cf. article 187 CE.

Article II-103 (Statut du Groenland)¹

Les dispositions de *l'article 123* et des *articles II-98 à II-102* sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, annexé à la présente *Constitution*.

¹ Cf. article 188 CE.

1. Protocoles annexés au Traité sur l'Union européenne, au Traité instituant la Communauté européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

- Protocole annexé au Traité sur l'Union européenne et aux Traités instituant les Communautés européennes (1992)
- Protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organismes et services des Communautés européennes (1997)
- Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne (1997)
- Protocole sur l'élargissement de l'Union européenne (2001)
- Protocole sur le statut de la Cour de justice de la Communauté européenne (2001)

2. Protocoles annexés au Traité sur l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne:

- Article 6 du Protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne (1997)
- Protocole sur l'application de certains aspects de l'article 14 du Traité instituant la Communauté européenne (1997)
- Protocole sur la position du Royaume-Uni et d'Irlande (1997)
- Protocole sur la position du Danemark (1997)

3. Protocoles annexés au Traité instituant la Communauté européenne

- Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement (1957)
- Protocole relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres (1957)
- Protocole relatif aux importations dans la Communauté économique européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises (1962)
- Protocole sur le régime particulier applicable au Groenland (1985)
- Protocole sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark (1992)
- Protocole sur l'article 141 du Traité instituant la Communauté européenne (1992)
- Protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (1992)
- Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs (1992)
- Protocole sur la procédure de convergence visés à l'article 121 du Traité instituant la Communauté européenne (1992)
- Protocole sur le Danemark (1992)
- Protocole sur le Portugal (1992)
- Protocole sur le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (1992)
- Protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1992)
- Protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark (1992)
- Protocole sur la France (1992)

- Protocole sur la cohésion économique et sociale (1992)
- Protocole sur le droit d'asile pour les ressortissants des États membres de l'Union européenne (1997)
- Protocole sur les relations extérieures des États membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures (1997)
- Protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les États membres (1997)
- Protocole sur la protection et le bien-être des animaux (1997)

4. Protocole annexé au traité d'adhésion de 1972:

- Protocole n°3 sur les Îles Normandes et l'Île de Man

5. Protocole annexé au traité d'adhésion de 1985:

- Protocole n°2 sur les Îles des Canaries et Ceuta et Melilla

6. Protocole annexé au traité d'adhésion de 1994:

- Protocole n° 2 sur l'Île d'Aland
- Protocole n° 3 sur les Samoëns
- Protocole n° 10 sur l'utilisation d'expressions spécifiquement autrichiennes de la langue allemande dans le cadre de l'Union européenne

7. Protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes

8. Nouveaux protocoles 2003:

- **Nouveau protocole sur le statut des églises et des organisations non confessionnelles**

Reprend la déclaration n° 11 annexée à l'Acte final d'Amsterdam:

1. L'Union européenne respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.
2. L'Union européenne respecte également le statut des organisations non confessionnelles.

- **Nouveau protocole sur la défense collective**

1. Ce protocole n'est applicable qu'aux États membres qui ont accepté les obligations qui

en découlent par la voie d'une déclaration faite au moment de la ratification de la Constitution ou postérieurement à celle-ci.

2. Conformément à l'article 64 de la Constitution, si l'un des États membres ayant ratifié ce protocole était victime d'une attaque armée en Europe, les autres États membres l'ayant ratifié lui offriront, en accord avec les dispositions de l'article 51 du Statut des Nations Unies, toute l'aide, militaire ou non, et le soutien dont ils disposent¹.
3. Conformément aux dispositions relatives à la coopération renforcée, l'Union garantit dans un tel cas aide et soutien.

- **Protocole révisé sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité et la surveillance de ces principes par les parlements nationaux**

Ce protocole doit prendre en compte les résultats du Groupe de travail I «Subsidiarité». Il devrait en particulier contenir des dispositions adoptant les orientations suivantes:

1. La Commission transmet son programme législatif annuel ainsi que toutes ses propositions de lois simultanément au Parlement européen, au Conseil, à chaque parlement national ainsi qu'au Comité des régions et au Comité économique et social, et ce sans délai, afin de permettre un examen politique précoce et de voir s'il a été satisfait dans chaque cas aux principes de subsidiarité et de proportionnalité (mécanisme d'alerte précoce).
2. Si un parlement national en arrive à la conclusion qu'une proposition ne respecte pas le principe de subsidiarité ou celui de proportionnalité, il peut émettre un avis motivé à la Commission dans un délai de six semaines.
3. A la suite de l'émission d'un tel avis, la Commission devra motiver l'acte juridique proposé de façon plus détaillée et plus précise au regard de la subsidiarité et de la proportionnalité. Si plus d'un tiers des parlements nationaux émettent un avis motivé, la Commission devra réexaminer sa proposition. Ce réexamen peut conduire la Commission à maintenir sa proposition, à l'amender ou à la retirer.

¹ Cf. article V du Traité de Bruxelles du 17 mars 1948 instituant l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

4. Un parlement national peut également émettre un avis motivé pendant la procédure de médiation (article 103 de la Constitution).

- **Nouveau protocole sur l'intégration d'Europol dans la structure organisationnelle de l'Union européenne.**

F. ANNEXE II: Liste des pays et territoires d'outre-mer

auxquels s'appliquent les dispositions du Titre V
de la Deuxième Partie de la présente Constitution

- le Groenland
- la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances
- la Polynésie française
- les Terres australes et antarctiques françaises
- les îles Wallis-et-Futuna
- Mayotte
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Aruba
- Antilles néerlandaises:
- Bonaire
- Curaçao
- Saba
- Sint Eustatius
- Sint Maarten
- Anguilla

- les îles Caymans
- les îles Falkland
- Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
- Montserrat
- Pitcairn
- Sainte-Hélène et ses dépendances
- le territoire de l'Antarctique britannique
- les territoires britanniques de l'océan Indien
- les îles Turks et Caicos
- les îles Vierges britanniques
- les Bermudes.

